

UNIVERSITÉ DE LYON. — FACULTÉ DE DROIT

- LE
MINIMUM DE SALAIRES

THÈSE POUR LE DOCTORAT

(Es Sciences politiques et économiques)

PRÉSENTÉE ET SOUTENUE DEVANT LA FACULTÉ DE DROIT DE LYON

Le 18 Juin 1912 à 2 heures du soir

PAR

Georges MERCIER

Né le 12 Juillet 1887, à Gex (Ain),

Avocat à la Cour d'Appel de Lyon.



LYON

A. REY, IMPRIMEUR-ÉDITEUR DE L'UNIVERSITÉ

4, RUE GENTIL, 4

1912

LE
MINIMUM DE SALAIRES



Digitized by the Internet Archive
in 2026

UNIVERSITÉ DE LYON. — FACULTÉ DE DROIT

LE
MINIMUM DE SALAIRES

THÈSE POUR LE DOCTORAT

(Es Sciences politiques et économiques)

PRÉSENTÉE ET SOUTENUE DEVANT LA FACULTÉ DE DROIT DE LYON

Le 18 Juin 1912 à 2 heures du soir

PAR

Georges MERCIER

Né le 12 Juillet 1887, à Gex (Ain),

Avocat à la Cour d'Appel de Lyon.



LYON

A. REY, IMPRIMEUR-ÉDITEUR DE L'UNIVERSITÉ

4, RUE GENTIL, 4

1912

UNIVERSITÉ DE LYON

FACULTÉ DE DROIT

MM. CAILLEMER, C. ✱, I. 🌿, Doyen honoraire, correspondant de l'Institut.

THALLER, ✱, I. 🌿, professeur honoraire.

AUDIBERT, I. 🌿, professeur honoraire.

FLURER, I. 🌿, professeur de Droit civil, Doyen.

GARRAUD, I. 🌿, professeur de Droit criminel, correspondant de l'Institut.

APPLETON (Charles), I. 🌿, professeur de Droit romain.

COHENDY, O. ✱, I. 🌿, professeur de Droit commercial

PIC, I. 🌿, professeur de Droit international public.

APPLETON (Jean), I. 🌿, professeur de Droit administratif.

LAMBERT, A. 🌿, professeur d'Histoire générale du Droit français.

BOUVIER, I. 🌿, professeur de Science financière et de Législation française des finances.

LAMEIRE, I. 🌿, professeur d'Histoire du Droit public et de Droit administratif.

JOSSERAND, I. 🌿, professeur de Droit civil, assesseur du Doyen.

BROUILHET, I. 🌿, professeur d'Economie politique.

HUVELIN, I. 🌿, professeur de Droit romain.

LÉVY, I. 🌿, professeur de Droit civil.

GONNARD A. 🌿, professeur d'Histoire des Doctrines Economiques et d'Economie politique.

BOUVIER-BANGILLON, I. 🌿, professeur de Procédure civile.

BECC (J.), I. 🌿, secrétaire.

JURY DE LA THÈSE

MM. PIC	<i>Président.</i>
BROUILHET	} <i>Assesseurs.</i>
BOUVIER-BANGILLON	

LE MINIMUM DE SALAIRES

INTRODUCTION

La question du minimum de salaires, est un des problèmes de l'heure présente.

Entendu sous cette formule large, que le salaire ne devrait jamais descendre au-dessous de ce qui est nécessaire à la vie, le principe du minimum de salaires est un vœu de justice auquel nul esprit ne peut s'opposer.

Mais nous verrons que, sous son apparente simplicité, il s'agit là d'une notion très fuyante, dont le contenu théorique est susceptible d'interprétations diverses, car il faudrait définir ce qui est nécessaire à la vie; que, d'autre part, en se plaçant sur le terrain pratique, la discussion s'ouvre encore, sur l'utilité, sur la possibilité et sur les moyens d'« ajuster » ce principe aux réalités.

Auparavant, il n'est pas inutile de rechercher si l'on peut donner un brevet d'ancienneté à cette idée du minimum de salaires.

En suivant rapidement les idées de justice qui se sont développées au cours des siècles, touchant la rémunération du travail, on marquera mieux la place qu'occupe dans nos

préoccupations sociales actuelles cette conception du minimum de salaires.

On pourrait facilement soutenir que l'idée du minimum de salaires est essentiellement moderne ; on peut soutenir aussi qu'elle a des origines lointaines.

On peut, en remontant jusqu'à l'Antiquité, en trouver des analogies ; et de nos jours, les chrétiens sociaux prétendent reprendre à leur compte les théories des canonistes du Moyen âge : en réalité, la filiation n'est pas très nette. Ce qu'on peut dire, c'est qu'une idée de justice persiste toujours, dès qu'on se penche sur le problème du salaire pour essayer de le résoudre ; mais ce sentiment de justice n'est pas *un*, il varie avec les époques, il est divers pour une même époque selon les consciences individuelles, il faut renoncer à tracer la limite exacte du juste et de l'injuste.

A peine peut-on affirmer qu'il se forme une opinion commune de ce qui est juste à un moment donné. Chaque siècle se présente avec sa morale, ses aspirations propres, ses mœurs particulières, qui demandent des institutions, des lois adaptées. « Les lois ont été faites à mesure, selon les temps, les lieux, les besoins » (Voltaire).

Il est rare en somme que les siècles qui se succèdent posent des questions semblables, encore plus rare qu'elles y soient susceptibles des mêmes moyens de solution ; on ne remonte pas le courant, il nous paraît peu scientifique de trop chercher dans les conceptions anciennes des inspirations pour la solution des questions modernes. Cependant, ce regard jeté sur le passé nous permettra, par comparaison, de mieux saisir la conscience nouvelle du droit qui s'affirme à notre époque et qui demande qu'un minimum de justice soit garanti à l'ouvrier.

CHAPITRE PREMIER

I. — RÉMUNÉRATION DU TRAVAIL DANS L'ANTIQUITÉ

L'inégalité des richesses est vieille comme le monde. Trouve-t-on dans l'Antiquité la préoccupation d'une plus juste répartition ?

Le problème du juste salaire s'y est-il posé ?

Cette question a été étudiée avec un grand luxe de détails et d'érudition par plusieurs auteurs ; nous nous bornerons à les résumer rapidement et à présenter leurs conclusions.

Les interprétations qu'on a fait subir à la pensée antique sont, sinon contradictoires, du moins souvent assez différentes, et on ne peut pas prétendre qu'on l'a saisie d'une façon définitive dans sa vérité.

L'esprit des anciens philosophes a été préoccupé plus de politique que d'économie politique. On a coutume d'expliquer par plusieurs motifs le peu d'attention qu'ils ont donné aux problèmes économiques :

D'abord et surtout par la vie antique elle-même classée dans la période d'économie domestique où les objets nécessaires sont produits et consommés sans échange dans le cercle de la maison et de la famille.

Ce n'est pas dans un tel milieu qu'il faut espérer rencontrer des théories sur le juste salaire.

Tout individu était englobé dans un groupe familial ; sa vie était assurée. « Quand chaque homme faisait partie d'une *gens* et avait son maître, la misère était inconnue ; l'homme était nourri par son chef : celui à qui il donnait son obéissance lui devait en

retour de subvenir à tous ses besoins » (Fustel de Coulanges, *la Cité Antique*, p. 397).

Sans doute, cette forme d'organisation de la société caractérise toute l'Antiquité et même la première période du Moyen âge ; mais elle n'a pas gardé toujours son unité primitive : elle ne s'est pas maintenue intégralement : il s'est produit des fissures. Il vint un moment où cet ordre social fut brisé ; il y a eu une activité économique antique.

Sans parler du commerce maritime qui fit la prospérité de Tyr, de Carthage, d'Athènes, il y a des échanges et un marché dans la cité.

Nous avons des indications fort incomplètes sur le mouvement économique de ces époques, mais il est certain que la production dans le cercle économique ne fut pas toujours la seule. On ne trouve pas sans doute la grande industrie sous la forme moderne, et les quelques fabriques sur lesquelles nous possédons des renseignements étaient des établissements bien modestes, comparés aux nôtres. La plus importante aurait été la fabrique des boucliers de Lysias qui, à une certaine époque, occupait 120 esclaves¹. Il y a eu des industriels, des propriétaires de fabriques qui faisaient travailler des esclaves, des affranchis ou des citoyens pauvres.

Presque tous les produits manufacturés étaient l'œuvre d'artisans isolés ou de patrons n'ayant sous leurs ordres qu'un personnel très restreint d'esclaves ou de salariés. Cette production en vue de la vente au public a atteint une certaine importance. Il y eut des hommes libres qui offraient et vendaient leur force de travail, des salariés, et leur situation fut assez misérable. Pourquoi le problème de leur juste rémunération a-t-il si peu attiré l'attention des législateurs et des penseurs ?

La cause principale de cette lacune, peut-être faut-il la chercher ailleurs que dans la persistance de l'industrie de famille qui aurait réduit et masqué la nouvelle forme de production, capitaliste en quelque sorte, qui venait s'y surajouter.

¹ Caillemer, *Dictionnaire des antiq. grecques et latines*, V. Artifices Xénophon, *Gouvernement des Athéniens*, I, § 17.

La cause principale est sans doute ce fait que les esclaves sont les producteurs de beaucoup les plus nombreux de l'Antiquité.

Pour ces ouvriers, la question du juste salaire ne se posait pas ; l'existence d'un pécule indique qu'ils recevaient parfois une rémunération, mais elle était tout arbitraire, déterminée uniquement par l'intérêt du maître.

C'est l'existence de l'esclavage, approuvé et justifié par les philosophes, qui a empêché l'idée morale du juste salaire de se faire jour.

Le travail servile a compromis, déprécié le travail de l'homme libre, a rabaissé le citoyen, qui se livrait aux mêmes travaux que l'esclave, au rang de celui-ci.

De là est venu, en partie, le mépris professé par les socratiques à l'égard du travail, jugé par eux comme une occupation dégradante qui affaiblit le corps et l'esprit¹.

Cependant il ne faudrait pas généraliser et voir dans le mépris pour le travail, et particulièrement en ce qui concerne le labeur industriel, un des préjugés les plus certains de l'Antiquité².

Avant les socratiques, la démocratie laborieuse et même mercantile a trouvé des défenseurs chez les *sophistes*, qui ont encouragé le mouvement de progrès industriel et commercial.

L'école des sophistes s'est caractérisée par une tendance de réaction contre les vieilles conceptions sociales ; elle entre en lutte ouverte contre les traditions de la cité aristocratique et militaire et tend à les remplacer par des principes démocratiques qui comportent nécessairement tout un programme nouveau d'économie.

Protagoras, au témoignage de Diogène de Laërte, avait écrit un *Traité des Salaires* ; l'auteur l'avait fait à un point de vue tout particulier : celui du paiement de ses leçons. Il n'en est pas moins vrai qu'il faut voir là plus qu'une préoccupation d'intérêt particulier, mais l'indice d'une conception sur la valeur du travail et la justice de ses rémunérations³.

¹ Cf. Dubois, *Histoire des doctrines* (Les doctrines économiques de l'antiquité grecque, livre I^{er}).

² Souchon, *les Théories économiques de la Grèce antique*.

³ Souchon, *op. cit.*

Et ce sont peut-être les socratiques qui donnent sur les idées de leur temps les notions les moins exactes. Ils ont craint que l'enrichissement de la société par l'industrie et le commerce amène la corruption des mœurs, et leur pensée s'inspire d'une réaction à la fois morale et sociale. Nous retrouverons chez les canonistes cette même tendance de recul vers le passé, ce même effort pour arrêter le développement des nouvelles formes de production et d'échange, considérées comme éléments perturbateurs des sociétés.

Aux yeux des socratiques, ce qui est véritablement économique c'est l'enrichissement direct au sein du groupe familial, par l'agriculture, la pêche ou la chasse¹.

Ils sont guidés avant tout par des idées morales et ce sont ces idées morales qui les amènent à condamner le travail manuel.

Platon et Aristote rêvent d'une cité où le travail réduit au minimum et abandonné aux esclaves permettait aux citoyens le culte désintéressé de la vertu.

Platon, dans sa *République* où est exposé son plan de reconstitution sociale, divise les hommes en trois castes. Les hommes des deux premières devront se consacrer entièrement au bien de l'État. On établit entre eux la communauté des biens et de la propriété pour être sûrs qu'ils ne s'y déroberont pas. La propriété privée est laissée dédaigneusement à la caste inférieure, comme compatible avec un développement moral et intellectuel moins grand : la propriété privée est assez bonne pour ces artisans que Platon méprise.

De son côté, Aristote dit : « Les artisans sont presque des esclaves ; jamais cité bien ordonnée ne les admettra au rang de citoyens, ou, si elle les y admet, elle ne leur accordera pas la plénitude des droits civils. » Et ailleurs : « Tous ceux qui font usage de leur force corporelle sont esclaves par nature. »

Il proposait même de rendre tous les artisans esclaves du public.

Et, cependant, malgré cette justification de l'esclavage, malgré ce dédain pour l'artisan, Platon, comme conséquence du rêve

¹ Souchon, *op. cit.*

d'absolue justice qu'il bâtissait dans sa *République* et dans ses *Lois* a été logiquement amené à poser la question de la juste rémunération du travail.

Dans sa cité idéale, les astynomes veilleront au maintien de la justice dans les salaires, et ils auront même, semble-t-il, le droit d'assurer ce résultat en fixant un maximum et un minimum ; mais il n'indique pas le critérium qui permettra de reconnaître si le salaire est juste. En réalité, le problème l'a laissé assez indifférent ; le travail est considéré par lui comme une nécessité malheureuse.

Aristote ne s'est pas attaché spécialement au problème du juste salaire. Peut-être certains fragments de son *Ethique à Nicomaque* paraissent s'y rapporter, où il semble mettre le salaire au nombre des contrats auxquels on doit appliquer l'idée de proportionnalité qu'exige la justice, mais sa pensée reste vague et imprécise¹.

Dans la pratique, nous ne trouvons aucune trace de loi réglementant les rapports entre employeurs et employés libres. Cette abstention n'est pas déterminée par quelque principe supérieur de liberté. L'idée de liberté a été complètement ignorée des Anciens. Elle était, du reste, inconciliable avec leur conception de l'Etat.

Les démocraties helléniques n'ont jamais songé qu'on pourrait favoriser les ouvriers par des lois réglementaires. Jamais elles ne se sont préoccupées d'assurer aux artisans un minimum de salaire et, tout au contraire, quand cette question des salaires fut touchée par la loi, ce fut en sens contraire, pour prohiber certaines rémunérations jugées trop élevées².

A Rome nous ne rencontrons pas non plus de théorie sur le salaire. L'activité des Romains fut plus militaire qu'économique. On retrouve les idées mêmes qui ont régné en Grèce sur l'infériorité du travail ; l'industrie guerrière était considérée comme plus honorable.

¹ Cf. Polier, *l'Idée du juste salaire*.

² Cf. Guiraud, *la Main-d'œuvre dans l'ancienne Grèce. — Etudes économiques sur l'Antiquité*.

Au point de vue économique, il s'est produit un recul sur la pensée grecque. Cependant, il s'est trouvé des écrivains, comme Caton, Varron, Columelle, pour reprendre avec une demi-inconscience la tradition socratique.

Ils ont été attirés exclusivement vers les côtés ruraux de la science économique et cela encore par suite d'un désir de régénération morale. L'agriculture était considérée comme liée aux anciennes traditions et à la persistance des anciennes mœurs. A leur époque, l'agriculture italienne était en décadence ; ils voyaient là la cause des vices de la Rome nouvelle, et ils ont éprouvé un sentiment assez comparable à celui de Socrate et de ses disciples devant l'écroulement des vieilles traditions nationales et la poussée grandissante de l'individualisme démocratique.

Aucun de ces auteurs n'a vu les remèdes propres à arrêter la désagrégation de l'Empire. Ils ont proposé un impossible retour en arrière. Ils n'ont pas vu que, par suite de la raréfaction du travail esclave, il fallait une politique économique différente de celle qu'adopta le Bas-Empire.

Au lieu d'enchaîner l'artisan à sa profession, de ravalier au niveau du travail servile le travail de l'homme libre, il eût fallu, par une législation protectrice, améliorer la condition des travailleurs urbains et ruraux¹. Cela, on le chercherait vainement dans les lois romaines ; elles ne se sont jamais inspirées des principes d'humanité que la doctrine stoïcienne répandait cependant dans la classe aristocratique. Si elles sont intervenues pour réglementer les salaires, ce fut dans un but différent de celui qu'on poursuit aujourd'hui ; ce fut pour déterminer le taux que le salaire ne devait pas dépasser, *pour imposer un maximum de salaire*.

M. Levasseur, dans son *Histoire des classes ouvrières en France depuis la conquête de Jules César*², signale un édit de Dioclétien rendu pour imposer une limite au renchérissement de

¹ Cf. Pic, *Traité de législation industrielle*, p. 60 et suiv., 1908.

² Levasseur, *Histoire des classes ouvrières en France, depuis Jules César jusqu'à la Révolution*, t. I, p. 11 et suiv.

toutes choses et fixant en même temps que le prix des marchandises le *maximum des salaires* (à 50 deniers pour la journée d'un maçon, 25 pour un manoeuvre, 50 pour un menuisier, 60 pour un marbrier, 50 pour un forgeron, 50 pour un boulanger, 60 pour un ouvrier en mosaïque), le tout sous peine de mort; il y eut de nombreuses exécutions, cruauté inutile; les marchés ne furent plus approvisionnés, les denrées renchérirent et les empereurs, cédant à la nécessité, finirent par rapporter la loi.

Cette tentative de fixation générale des prix en 301 paraît inspirée, avant tout, par des préoccupations monétaires.

Le prix moyen des esclaves paraît aussi avoir été fixé par deux lois de Justinien et, antérieurement, souvent les empereurs (notamment Tibère) avaient fixé un maximum pour le blé vendu au peuple; cette fixation, certainement inspirée par l'idée courante et populaire de la décadence que le blé devait être gratuit et distribué par le prince : *panem et circenses*.

Pour tous ces faits isolés, il ne faut, en aucune façon, voir l'application d'idées qu'auraient eues les anciens sur les problèmes de la valeur, du juste prix ou du juste salaire. Ils s'expliquent sans intervention de doctrines économiques.

Dans tous les philosophes, si on excepte les sophistes et les stoïciens, il ne pouvait être question de justice qu'entre des hommes libres. Par là, le domaine de la justice économique se trouvait sensiblement réduit, puisque habituellement le salarié n'était pas un homme libre.

II. — LA THÉORIE CANONIQUE DU JUSTE SALAIRE

Pour que l'élément moral puisse complètement dominer la vie économique, il fallait proclamer la dignité égale de tous les êtres humains et éliminer l'esclavage. Il fallait pouvoir regarder les faits économiques avec une mentalité nouvelle. Cette transformation des consciences sera l'œuvre du christianisme.

Le christianisme apparaît et l'homme devient intéressant. Avant, on s'en occupait très peu. Le souci principal, c'était l'Etat, la cité.

En vue de satisfaire au but avant tout moral qu'ils poursuivaient, pour solutionner les problèmes de conscience qu'ils posaient, les auteurs chrétiens seront amenés à pénétrer quelques-uns des fondements scientifiques de l'économie politique. En recherchant le critérium de justice des profits et des salaires, ils seront conduits en face du problème de la valeur. Et nous verrons que, malgré les erreurs économiques qu'ils ont commises, excusables lors des premiers balbutiements d'une science, malgré les profondes différences qui séparent leur pensée de celle des temps présents, ils ont posé le problème du salaire sur la base morale qu'on veut lui redonner de nos jours.

A. — LES PÈRES DE L'ÉGLISE

Au moment de l'apparition du christianisme, l'esclavage était un fait général et considéré comme légitime.

Ceux qui sont pénétrés de la théorie d'après laquelle le christianisme est une doctrine égalitaire, n'hésitent pas à affirmer que les Pères de l'Eglise l'ont condamné.

Cependant il ne disparut pas. Il persiste au Moyen âge jusqu'au ^{xiii}^e siècle, et puis il y eut des serfs dont la situation ne différait pas beaucoup de celle des esclaves.

Pour saint Augustin, l'esclavage apparaît seulement comme une épreuve un peu plus pénible que les autres. Avant la vie matérielle, l'Eglise a envisagé la vie morale. Ce qu'elle devait réclamer pour l'esclave, c'était d'abord la personnalité juridique ; il devait pouvoir participer à la vie religieuse. Il fallait assurer l'égalité devant Dieu et, nécessairement, la situation de l'esclave devait, par là, être très sérieusement adoucie. Nécessairement, le maître devait traiter avec plus d'humanité celui que l'Eglise lui enseignait à considérer comme un frère. C'est cette action sur la psychologie du maître qui amena l'affranchissement des esclaves.

Mais on ne trouve pas chez les Pères de l'Eglise de système dogmatique et réfléchi sur la question du juste salaire.

La doctrine canonique ne se présente comme un ensemble véritablement logique qu'à partir du ^{xv}^e et surtout du ^{xvi}^e siècle ;

jusqu'à ce moment les phénomènes économiques très simples n'attirent pas beaucoup l'attention. Si les Pères de l'Eglise, notamment saint Jérôme, saint Chrysostome, saint Clément, saint Augustin, ont fulminé contre les riches, ce ne fut pas à la façon des apôtres modernes de la rénovation sociale ¹.

S'ils se sont réclamés du juste prix pour lancer de violentes diatribes contre les marchands, ce ne fut pas en raison d'une conception de justice économique. Ils ont pensé seulement que le royaume des cieux est plus accessible aux misérables.

S'ils ont condamné indistinctement tous les commerçants de profession, c'est qu'ils ont vu dans la poursuite des richesses, dans l'amour du gain pour lui-même, un obstacle au salut. Et ce sentiment, un peu fruste, persistera au fond de la thèse canonique du juste prix.

B. — LE SYSTÈME CANONIQUE

C'est au moment où reparaissent le commerce, le danger des spéculations et des rémunérations en argent, que l'Eglise édifie sa doctrine, et, en partie, par opposition au courant violent qui entraînait les juristes et les moralistes vers l'étude de la loi romaine renaissante.

La loi romaine, favorable aux faits nouveaux du commerce et de la circulation monétaire, reconnaissait le principe de la liberté illimitée des contrats. En sens inverse, l'esprit de la loi canonique, hostile au négoce et à la poursuite des richesses, formulait le principe restrictif qu'une marchandise ne peut être vendue qu'à son juste prix ².

L'Eglise ne se contentera pas d'énoncer comme un idéal l'idée du juste prix, elle voudra l'appliquer, et c'est par cette tendance à la réalisation que le système canonique sera amené à une étude du problème de la valeur et cherchera à serrer les faits avec une certaine précision.

Le principe de la juste rémunération du travail est contenu

¹ Cf. Polier, *l'Idée du juste salaire*.

² Cf. Tarde, *l'Idée du juste prix*.

dans la théorie générale du juste prix, cela s'explique par la vie économique de cette époque où l'ouvrier ne fait vraiment pas encore partie d'une classe spéciale. Les intérêts des employeurs et des employés ne s'opposent pas les uns aux autres, ils ne sont pas très différents, le but est de devenir producteur autonome et, comme tel, de toucher pour prix de son travail le prix de vente de ses objets fabriqués.

C'est au ^{xiii}^e siècle que la doctrine se présente dans toute sa pureté. C'est qu'à ce moment les faits nouveaux qui la contredisaient n'étaient encore qu'une exception et paraissaient susceptibles d'être soumis à l'action d'un principe moral.

Plus tard même, tandis que se développeront le commerce maritime, la commandite, le négoce international, l'opinion publique en grande partie restera peu favorable à ces faits et c'est précisément cette opinion hostile que traduira et systématisera la doctrine de l'Eglise.

Puis, sous la poussée des faits, les habitudes commerciales se généralisant, l'opinion publique se modifiera et la doctrine canonique devra faire des concessions aux exigences pratiques pour rester en contact avec les faits.

Malgré certains auteurs qui ne veulent voir dans les théories des canonistes qu'une « toile d'araignée du cerveau », on constate une union assez intime entre la doctrine et la vie réelle ; il y a eu une action de la doctrine sur les faits et réciproquement.

Si le système canonique retient notre attention c'est qu'il ne fut pas seulement une construction utopique, il n'est pas resté suspendu au-dessus des actions humaines comme un idéal, il a tenté de se réaliser, il a voulu faire pénétrer l'idée morale dans le domaine pratique en renonçant au besoin à la rigidité de ses premiers principes.

Nous aurons de curieux rapprochements à établir entre les idées canoniques et certaines théories modernes au sujet du salaire.

On peut dire que les canonistes sont les premiers interventionnistes, en ce sens qu'ils ne se sont pas fiés au libre jeu des lois naturelles pour assurer le bonheur des hommes, qu'ils ont cru à l'efficacité d'une intervention voulue, réfléchie, rationnelle.

Nous verrons notamment que leur théorie du juste salaire se rapproche beaucoup dès qu'ils ont voulu la définir pratiquement, de ce que l'on conçoit généralement sous le nom de minimum de salaire.

4^e Recherche d'un principe de justice économique.

Nous ne pouvons entrer dans le détail de l'exposé de ce système : nous le résumerons rapidement d'après les études très complètes qui en ont été faites, nous contentant de marquer les idées principales et de voir ce qu'il en reste de vivant à notre époque.

La théorie du juste prix et, par conséquence, celle du juste salaire, le salaire étant le prix du travail, ont commencé à se développer au XI^e siècle et se sont épanouies au XIII^e siècle avec Raymond de Pennafort (1175-1275) et saint Albert le Grand (1193-1280) commenté par saint Thomas d'Aquin.

Si Albert le Grand et saint Thomas d'Aquin construisent leurs systèmes en puisant aux sources chrétiennes primitives, pour la partie purement logique, pour la forme ils s'en réfèrent à Aristote, ils veulent christianiser les théories d'Aristote.

Dans sa *Morale à Nicomaque*, Aristote fonde la *justice théorique* sur la proportionnalité ; par suite il faudrait admettre que la justice dans l'échange consiste aussi dans une parfaite proportion entre les apports des échangistes. Aristote dit d'ailleurs lui-même, que l'échange doit reposer sur la réciprocité proportionnelle en sorte que, « après compensation opérée, chacun se retrouve précisément dans le même état où il était auparavant¹ ».

Platon, lui aussi, touche un instant à la question du juste prix (*les Lois*, XI) : « Il faut que les gardiens des lois, après s'être rassemblés avec des personnes entendues, examinent ensemble quelle est la dépense et la recette d'où résulte pour le marchand un profit raisonnable ; qu'ensuite, ils fixent par écrit ce qu'on doit exiger à raison de ce qu'on a déboursé et qu'ils commettent l'observation du règlement en partie aux agoranomes. »

¹ Cf. Tarde, *op. cit.*

C'est le juste prix fondé sur le coût de production, plus un profit raisonnable¹.

Saint Albert le Grand dira qu'il faut une certaine égalité entre les parties. Dans l'échange, chaque partie doit éprouver elle-même ce qu'elle fait éprouver à son adversaire — la *réciprocité proportionnelle* est dans les contrats d'échange la forme de la justice — et voici l'explication de cette *réciprocité proportionnelle*.

Soit un architecte qui offre sa maison et un cordonnier qui offre sa chaussure.

Pour que l'échange soit conforme à la justice, il faut qu'il y ait le même rapport d'équivalence entre l'architecte et la chaussure qu'entre le cordonnier et la maison. Mais ce rapport théorique, conçu d'une façon abstraite, il faut l'établir en des termes *réels* précis. De quelle nature sera cette équivalence, quelle base lui donnera-t-on ? Et saint Albert le Grand répond que l'échange doit se faire selon l'*indigentia* de chaque échangiste. Ce mot n'apporte encore aucune clarté, il nécessite une définition.

Pour Langenstein, qui enseignait à Vienne un siècle plus tard, c'est le manque de choses utiles ou nécessaires en quelque manière — ce serait donc le *besoin que l'acheteur a de la chose* — c'est le degré d'utilité plus ou moins grand qu'il attribue à la chose qu'il achète. Donc, il faut que la quantité de chaussures données en échange de la maison soit dans le même rapport que l'utilité de la chaussure pour l'architecte, par rapport à l'utilité de la maison pour le cordonnier. Ce critérium laisse libre place aux appréciations personnelles et arbitraires de l'utilité des choses — et il y a lieu de croire qu'Albert le Grand, passionné de logique et de précision, n'aurait pas accepté cette définition toute subjective donnée par un économiste déjà plus averti.

Saint Thomas, qui a commenté l'œuvre d'Albert le Grand, donne un autre critérium plus concret, plus facile à saisir « réellement », pratiquement, pour calculer cette équivalence et qui doit mieux répondre à la pensée de son maître : « Il faut,

¹ Cf. Polier, *op. cit.*

dit-il, que l'architecte accepte l'ouvrage du cordonnier et le cordonnier celui de l'architecte suivant son juste équivalent en frais et en travail. » (Saint Thomas, *Ethica*, lib. V.)

Ainsi l'architecte doit recevoir autant de fois une chaussure que le travail et les frais contenus dans la maison représentent de fois le travail et les frais contenus dans la chaussure.

L'équivalence est établie d'après le travail et les frais de production.

Ainsi ce principe de justice économique qui affirme que la morale dans l'échange s'établit lorsque chacun reçoit l'équivalent de ce qu'il donne est si peu précis, si *formel*, si verbal, qu'il peut donner lieu au moins à deux interprétations différentes : l'une objective, l'autre subjective, selon que cet équivalent sera calculé sur les frais de production et le travail, ou sera calculé sur l'utilité réciproque.

Ce sont les points de départ de deux théories distinctes, dont la différence n'est pas nettement saisie par les canonistes et qui partageront plus tard et jusqu'à nos jours les économistes en deux écoles.

Il semble bien d'ailleurs que saint Thomas et les premiers canonistes aient aperçu l'influence réciproque des désirs des contractants dans la vente ou l'achat. Mais leur pensée n'était pas d'analyser, de trouver les causes de la valeur des choses, comme l'ont fait les économistes classiques.

Ils n'ont pas eu l'idée de lois naturelles inéluctables. S'ils ont compris les éléments divers qui entraient en jeu dans la formation d'un contrat, ils n'ont pas pensé qu'il suffisait de laisser faire pour réaliser toute la justice possible ou qu'il n'y avait rien à faire, que l'intervention de l'homme était impuissante et inutile.

On peut tirer de leurs écrits une théorie assez complète de la valeur qui se fonderait sur le besoin et la rareté de l'objet et aussi sur ses frais de production.

Mais, d'avoir aperçu tous les éléments du prix, cela ne les embarrasse pas dans leur recherche d'un juste prix; car ce juste prix ils ne le conçoivent pas à la manière des économistes classiques, comme devant se former *nécessairement*, en laissant jouer les lois naturelles.

Ils estiment que la justice est faussée si on laisse agir indifféremment et librement dans les contrats tous les éléments constitutifs de la valeur. Et s'efforçant de trouver un critérium réel du juste prix, ils ont cru qu'il était possible de faire un choix parmi ces éléments. Ils ont éliminé ceux qui leur paraissaient agir contrairement à la justice pour s'attacher à ceux susceptibles d'être calculés d'une façon mathématique.

La pensée du Moyen âge ne peut concevoir que le rapport d'équivalence entre la prestation et la contreprestation soit de nature psychologique, qu'il puisse se réaliser simplement par l'équivalence des désirs entre l'acheteur et le vendeur. Elle repousse l'incertitude pratique et l'arbitraire d'une telle règle. Elle croyait qu'on pouvait fixer les éléments fugitifs du prix et de la valeur, qu'il était possible d'établir avec certitude, une fois pour toutes, la justice qui est la condition de la stabilité sociale.

Il existe pour les penseurs du Moyen âge une justice objective, extérieure aux choses et qui les commande. Le juste prix n'est qu'un de ses aspects.

Il ne peut y avoir qu'un seul rapport d'équivalence entre les objets échangés, qui soit juste. Il est fixe, indépendant des circonstances particulières de chaque échange.

C'est le juste prix et il faut le déterminer une fois pour toutes.

2° Le juste prix déterminé par l'opinion commune.

Le juste prix est la valeur véritable, c'est-à-dire la valeur commune. On le reconnaît à la bonté intrinsèque de la chose, il semble qu'on ait voulu dire par là la valeur d'échange moyenne, la *communis estimatio*, mais où prendre cette estimation ?

Tout naturellement les auteurs du Moyen âge s'en réfèrent à l'*opinion courante*. Le juste prix est celui qui est fixé par l'opinion commune.

La valeur juste d'une chose résulte de l'estimation que lui donne quelqu'un qui n'est pas pressé par le besoin (un tiers impartial en quelque sorte qui jugerait d'une façon désintéressée le contrat qui s'établit entre deux échangistes, c'est ce tiers désin-

téressé qui serait le mieux placé pour dégager la valeur véritable de la chose, sa bonté intrinsèque, c'est-à-dire celle qui, selon les canonistes, existe en dehors, au-dessus des désirs individuels).

On s'étonne un peu à voir qu'ils s'adressent tout d'abord à l'opinion commune, à l'usage courant, pour établir le prix des choses, car malgré tout, l'opinion commune se forme en raison des désirs, elle est le résultat, la combinaison des désirs, des appréciations réciproques de tous les acheteurs et de tous les vendeurs d'une même catégorie d'objets.

Cependant on conçoit que cette opinion commune leur ait paru le mieux dégager des moyennes de valeurs. Les canonistes abusent de ce renvoi à l'opinion, à l'usage courant et nous verrons que c'est un peu ce qu'on fait aujourd'hui, en fin de compte, lorsqu'on veut définir pratiquement le salaire minimum.

A chaque instant, ils emploient l'épithète *modéré, convenable, honnête*, et cela ne signifie pas autre chose que l'approbation implicite de l'usage.

Or si en fait c'est la solution la plus simple du juste prix, elle est insuffisante; elle implique presque un abandon du problème, car il n'est pas si aisé qu'on l'imagine de connaître cette opinion commune.

On peut dire qu'il n'y a pas *une* opinion commune, qu'il n'y a pas *un* usage courant, mais des opinions, des usages très variables selon les lieux et selon les temps.

Cela, les canonistes le sentent; ce soutien leur paraît encore trop vague, trop suspect pour qu'ils puissent poursuivre avec lui leur chimère d'un juste prix fixe et certain ¹.

3° Le juste prix déterminé par la taxe légale.

Et la question reprend de nouveau pour donner à la valeur commune un fondement objectif, une base matérielle.

Alors le refuge qui s'offrira à eux est de trouver la formule même du juste prix dans la taxe légale.

L'État est bien pour eux ce tiers désintéressé qui pourra don-

¹ Cf. Garnier, *de l'Idée du juste prix chez les théologiens du Moyen âge*.

ner l'expression la plus nette, la plus certaine, la moins suspecte de la *communis estimatio*.

Ils voient dans l'intervention de l'Etat le moyen d'éliminer l'arbitraire auquel se heurtent leurs spéculations lorsqu'ils veulent réaliser le juste prix dans le domaine pratique.

Les plus notables penseurs du Moyen âge ont été entraînés à formuler ce vœu de la tarification légale.

Aux ^{xiii}^e, ^{xiv}^e et ^{xv}^e siècles, Gilles de Rome, Gerson, Trithème déclarent que c'est un devoir pour le prince de fixer les prix : ils mettent en lui leur confiance, leur espoir d'une justice plus grande ; c'est lui qui s'opposera à ce que le juste prix soit faussé par suite des caprices des particuliers.

La tarification légale est la simplification à l'extrême du problème de la valeur ; c'est l'adoption d'un système de valeurs mécaniques et rigides tel que pouvaient le concevoir des esprits peu avertis des problèmes économiques, désireux avant tout de clarté et de justice.

4^o Comparaison du système canonique avec le système collectiviste.

Ici il faut faire un rapprochement curieux avec le système collectiviste.

« Dans l'un et l'autre cas, la valeur subjective individuelle est confisquée au profit d'une valeur universelle et fixe déterminée par l'autorité » (Tarde).

La cause profonde de leur ressemblance est que l'un et l'autre veulent être des doctrines d'*insensibilité* des valeurs.

Les canonistes prennent à l'égard de cette valeur individuelle la même attitude que les collectivistes, c'est-à-dires qu'il la répudient parce qu'ils ne croient pas qu'on puisse fonder sur elle la justice.

Malgré cette ressemblance assez frappante, les points de départ et les points d'arrivée des deux systèmes sont totalement différents.

Les canonistes sont partis d'une idée morale, ils ont posé en principe la question morale.

Du dogme chrétien ils tirent l'idée que le gain, la richesse en général, sont mauvais ; ils en tirent aussi le droit à l'existence, et on peut dire que c'est malgré eux, involontairement en quelque sorte, qu'ils ont été amenés en face du problème de la valeur, ils l'ont résolu d'une façon inconsciente, la base de la valeur reste chez eux indéterminée, ils n'ont certainement pas eu l'idée de bouleverser par leur système le mode économique existant.

Les collectivistes, au contraire, partent directement de l'étude de la valeur. Ils feignent de traiter le problème au seul point de vue scientifique et de ne se préoccuper jamais de la question morale. Ils croient trouver la base, le fondement de la valeur uniquement dans le temps de travail incorporé aux marchandises. Ils en concluent alors que l'ordre existant aboutit à une spoliation du travailleur qui a droit en toute justice à la valeur créée par lui, au produit intégral de son travail. Ils montreront que l'injustice du régime capitaliste est précisément que le travail soit considéré comme une marchandise, et soumis comme tel à la loi de l'offre et de la demande ; et cette partie négative et critique sera suivie de l'édification théorique de systèmes destinés dans leur pensée à supprimer les injustices actuelles. Ils espèrent la justice en dehors de la réalité économique.

Les canonistes n'ont pas l'idée d'un système de répartition conçu à la façon des socialistes. Ils pensent qu'il y a un ordre de choses établi par Dieu ; ils ne vont pas jusqu'à l'égalité entre les hommes — cela n'est pas nécessaire pour le salut. Ils veulent un certain degré de justice relative et si, pour l'établir, ils s'adressent à l'État, ils ont cependant l'idée que la réforme universelle des âmes pénétrées d'esprit chrétien suffirait à résoudre le problème.

C'est dans leur conception particulière de l'organisation sociale qu'on peut réellement saisir l'esprit de leur système.

5° Le salaire déterminé par le genre d'existence.

On pourrait être tenté de rapprocher la doctrine canonique des doctrines modernes qui fondent la valeur sur le coût de production, puisque, comme base de la valeur objective qu'elle recherche, elle ne retient que les frais de production.

Mais il y a entre la doctrine anglaise et la doctrine canonique opposition absolue. Il y a entre elles une différence d'esprit qui influe sur leur façon particulière de concevoir ce que doivent comprendre les frais de production.

Il faut noter d'abord qu'au Moyen âge l'élément le plus important du coût de production est le salaire qui absorbe la plus grosse part du prix des objets.

De nos jours, et par suite de la complication du mécanisme économique, le coût de production englobe des éléments autrement divers : outre le prix de la main-d'œuvre et le prix de la matière, le prix du capital d'amortissement, le prix du capital circulant, le prix de la direction industrielle, etc., c'est une totalisation un peu confuse, sans limite précise de prix divers.

La doctrine de la valeur normale limite la valeur au coût de production le plus bas et notamment au taux du salaire nécessaire.

Au contraire, la doctrine de la valeur canonique, même fondée sur les frais de production, se soutient à la base par un *raisonnement moral*, et c'est là la conception fondamentale, caractéristique de la pensée sociale du Moyen âge. Elle concerne le salaire. Elle calcule son montant d'après le *rang social* de l'artisan, reconnaît au producteur le droit de se faire payer suivant les besoins que l'opinion attribue à sa classe.

Cette conception dérive de l'esprit même de la doctrine chrétienne, se rattache à la théorie du juste prix, en devient la partie la plus solide.

C'est la conception qui reste sur la ruine du système et qui même est reprise de nos jours avec des variantes, sous des formes rajeunies, par certains chrétiens sociaux et aussi, au moins dans le principe général, par les trade-unionistes.

6° Parallèle de la conception canonique et de la conception moderne de l'« étalon de vie ».

Par ce terme de trade-unionistes, que nous employons à défaut d'autres plus précis, nous voulons évoquer les tendances qui se développent dans un certain nombre de milieux ouvriers (celles,

en général, de la doctrine syndicale élaborée par les ouvriers de tous pays, celles notamment d'une partie du syndicalisme français), qui, abandonnant des théories sur les salaires, telles que celle de la productivité, ont adopté celle de l' « étalon de vie » et ont concentré leur politique dans la revendication d'un minimum de salaire. Selon cette doctrine, le salaire devrait assurer un certain *niveau de vie*, permettre la satisfaction de besoins matériels ou intellectuels jugés comme correspondant au degré de développement moral ou matériel atteint par la conscience collective de certaines classes de travailleurs. Ce salaire devrait s'élever à mesure que s'élève cette conscience collective¹.

Pour les canonistes comme pour les actuels partisans de la théorie de l' « étalon de vie » c'est le genre d'existence qui doit déterminer le salaire. Le prix doit rétribuer l'artisan selon les besoins reconnus à sa classe, il y a là une même idée initiale. Mais voici où les conceptions diffèrent.

Alors que, dans nos préoccupations sociales actuelles, on ne cherche pas à fixer des limites au genre de vie de l'ouvrier, qu'on s'efforce au contraire à développer, à rendre son *Standard of life* (genre d'existence, ce qui rend fort) confortable, hygiénique, décent, honorable et même agréable, tout cela le plus qu'il est possible, alors qu'il y a une tendance à l'égalité de vie matérielle et morale entre tous les individus, au contraire la conception canonique est faite de cette idée qu'il y a des natures de classes distinctes, nobles, marchands, artisans, soldats, que cette division sociale est une loi de Dieu, bonne, nécessaire.

Comme les socratiques, les canonistes ont le sentiment de l'ordre, l'idée de hiérarchie, le désir de stabilité. On retrouve, chez eux, dans une certaine mesure, le rêve de médiocrité dorée des socratiques, la vie morale passe avant la vie matérielle ; l'une des idées les plus anciennes de la doctrine chrétienne est que la poursuite des richesses est un mal en soi, constitue le péché d'avarice l'un des plus odieux.

Est-ce à dire cependant qu'il faille condamner les activités

¹ Cf. Gemahling, *Travailleurs au rabais*.

diverses des hommes qui ont pour but plus ou moins direct les satisfactions matérielles? Non, si l'homme a une fin supra-terrestre, il a aussi une fin terrestre, le monde est fait pour lui, il est permis de rechercher les biens et de veiller à la conservation de la richesse en général, mais il ne faut pas que cette recherche du lucre absorbe la vie de l'homme, la pauvreté reste quand même un conseil de morale, la pensée canonique accuse une aversion marquée pour tous les procédés qui sollicitent l'homme à la recherche de la richesse *ad infinitum* et cela montre assez qu'elle n'imagine pas que, tout en se conformant à la vie morale et religieuse, l'artisan puisse gravir tous les échelons de la hiérarchie sociale.

D'autre part la richesse impose, à celui qui la détient, certaines obligations morales, le riche est en somme le dispensateur du trésor commun, du trésor des pauvres, il doit aider les autres de tout son superflu et même un peu au delà. Si la conquête des biens n'est pas défendue, le meilleur, cependant, est que l'homme, pour être sûr de se garantir de la cupidité, se maintienne dans la classe qui lui est assignée par sa naissance, qu'il se conforme à son genre de vie; l'activité de l'homme est justifiable dans la mesure où elle lui permet de vivre selon son rang; il faut se régler sur l'opinion et la tradition qui attribuent à chaque classe des types de vie différents.

Alors que la conception moderne de l'« étalon de vie » est une conception *dynamique*, un mouvement continu vers l'égalité, vers le mieux-être, la conception canonique est une conception *statique*,* contient une idée d'équilibre dans une inégalité modérée jugée loi divine, bonne, nécessaire; et nous retrouvons chez certains chrétiens sociaux un souvenir de ce désir de stabilité dans la hiérarchie, ce sera la doctrine du « bon patron » (Charles Perin) qui persiste d'une façon inconsciente chez ceux mêmes qui n'osent plus employer ce terme.

L'idée que le devoir de chaque homme est de vivre selon son rang est bien au fond de la pensée des canonistes. Langenstein paraissait dire que le prix normal des choses dépendait de règles naturelles et notamment des frais de production, voici cependant comment il développe cette idée : « Il faut, dit-il, que, par ce

prix, le producteur puisse subvenir à ses besoins, c'est-à-dire vivre selon sa classe », par suite, dit-il, tout homme peut facilement déterminer le prix des marchandises qu'il a à vendre : il n'a qu'à compter ce dont il a besoin pour se maintenir au rang qui lui est assigné ; le salaire ou le prix de sa chose doit lui permettre de conserver son état, de se nourrir conformément à son état.

De même, au xvi^e, Jacob Fuger, chef d'une puissante famille d'Augsbourg, écrit : « Tu ne dois dans ta profession de commerçant te proposer d'autre but que de gagner ta vie quotidienne ; c'est en t'inspirant de cette idée que tu dois faire le compte de tes déboursés, de ton travail, de ta peine, des risques que tu as courus, tu fixeras le prix des objets en conséquence, l'augmentant ou le diminuant de façon à augmenter ta rémunération. »

7^o Retour au point de vue canoniste dans la façon actuelle de poser le problème du salaire.

Ainsi voilà l'aboutissement de la recherche, à laquelle se sont livrés les canonistes, d'une valeur objective (calculée seulement sur la qualité intrinsèque de la chose).

Leur spéculation théorique sur la valeur est restée vaine et ne peut pas soutenir le principe moral qu'ils ont posé, ne peut pas justifier leur conception de la Société en classes distinctes. Elle ne leur est utile que dans la mesure où ils ont cru pouvoir montrer qu'il n'y avait pas de valeur naturelle, déterminée nécessairement, selon des lois soustraites à l'influence des hommes.

Ils n'ont pas cru au prix naturel, au salaire des canonistes classiques.

Pour eux, ce n'est pas la marchandise fabriquée, qui est le point de départ du juste prix, c'est *la classe des producteurs de la marchandise*¹. Et c'est là encore, une idée actuelle. C'est l'idée de ceux qui ne pensent pas résolu le problème de la

¹ Cf. Tarde, *op. cit.*

valeur, qui croient celle-ci déterminée, plus par les consciences, par les usages, les mœurs, partout un ensemble d'éléments subjectifs, psychologiques, que par les lois classiques des économistes.

Pour les canonistes, ce n'est pas dans les conditions naturelles de l'objet, ni dans les conditions de l'échange, ni dans la concurrence, que se trouve le régulateur suprême des prix, c'est dans les conditions sociales de la vie des producteurs. Et, bien qu'il y ait à la base de ce principe une profonde idée morale et des éléments subjectifs, les canonistes pouvaient penser facilement qu'ils posaient objectivement le problème.

D'abord, parce que la concurrence n'existe guère entre producteurs au Moyen âge et qu'ils n'assistaient pas comme de nos jours à de brusques variations de valeur. Le mode économique encore assez simple ne présentait pas, comme aujourd'hui, cette allure chaotique, cette instabilité, la question sociale ne se posait pas avec la même simplicité, les prix avaient une certaine stabilité et on pouvait penser que cela était dû à une certaine qualité intrinsèque de la chose, reconnue et consacrée par l'opinion courante.

D'autre part, les besoins d'une famille étant fixés une fois pour toutes, selon la classe sociale à laquelle elle appartenait, l'artisan avait peu d'espoir de s'élever au-dessus de sa condition et les penseurs du Moyen âge ne désiraient pas pour lui cette élévation.

De nos jours, on ne peut pas définir avec précision les besoins d'une famille : les besoins croissent avec les possibilités d'élévation sociale, on n'ose plus poser des limites. Aujourd'hui, quand on parle des besoins d'une famille, on entend ordinairement par là un minimum de vie. Cela implique l'idée d'un salaire juste suffisant à la satisfaction des seuls besoins matériels. On conçoit la limite minimum, des besoins d'une famille, on n'envisage pas la limite maximum ; cela ce n'était pas l'idée, ni de Langenstein ni de Jacob Fuger. Ils faisaient entrer dans ces termes, besoins d'une famille, l'idée à la fois d'un minimum et d'un maximum. Et cette conception se retrouve chez un certain nombre de chrétiens sociaux qui verraient sans regret un retour aux corporations médiévales.

Enfin ces frais de production, dont doit être remboursé le producteur, de façon à lui permettre de vivre selon les besoins reconnus à sa classe et dont l'élément principal était le salaire, pouvaient, à cette époque, être facilement établis par l'acheteur lui-même; la division du travail n'était pas poussée aux prodigieuses limites qu'elle a atteintes par le mécanisme moderne; l'artisan le plus souvent fabriquait entièrement l'objet, chez lui, sur commande, pour un consommateur de sa ville, qui le lui achetait directement et ce dernier pouvait assez exactement calculer ce que l'objet avait coûté de travail et de matière, savoir ce qu'il était convenable de donner, aidé en cela par les taux de salaire admis couramment et conservés par les corporations.

De même, de nos jours, lorsqu'on commande à un charron de village un objet, qu'on voit fabriquer, il est assez facile de se rendre compte du prix qu'il est juste de donner.

Mais à notre époque la plus grande partie de la fabrication est dissimulée dans les usines, l'objet n'est pas toujours fabriqué en entier dans une même usine. Il a fait le plus souvent un trajet fort long, avant d'arriver au consommateur, et celui-ci ignore réellement le coût de production, il ne sait pas comment l'objet a été fabriqué, par qui, avec quoi, avec combien de temps de travail, il lui est impossible de faire la part de salaire des différents ouvriers, si bien que la question morale du juste prix ne se pose plus avec la même force à l'esprit du consommateur. L'industrialisme a eu cet effet néfaste de séparer le consommateur du producteur, de celui qui fabrique réellement l'objet, de l'ouvrier, en créant entre eux une série d'intermédiaires.

De nos jours, la question de justice s'est en quelque sorte fractionnée, comme s'est fractionné le coût de production; elle cède, parce qu'elle manque de base, sur l'ensemble du prix, mais elle reprend sa force dans la détermination des prix différents dont le prix d'un objet n'est que le total : intérêt de l'argent, prix de la main-d'œuvre, prix du sol, profit, etc... Sur chacune de ces questions, l'idée morale nous paraît agir avec force, encore que les économistes l'aient généralement nié.

Aujourd'hui l'établissement *direct* d'un juste prix des objets est une entreprise chimérique.

Le prix sera juste lorsque la justice aura été réalisée, dans le salaire, dans l'intérêt, dans le profit, etc... Il y a une multitude d'éléments incertains qui entrent de nos jours dans la fixation du prix, il n'y a plus le seul élément incertain d'autrefois, le salaire.

Et aujourd'hui l'axe de la question s'est déplacé ou plutôt on se rend mieux compte, si on croit qu'elle doit se poser à la façon des canonistes, qu'elle est *toute subjective*. Certaines tendances modernes et celles notamment de ceux qui sont partisans d'un minimum de salaire, sont de voir les causes de la valeur plus *dans l'esprit* que dans les choses.

L'influence des idées morales sur les faits économiques a été signalée par les plus récents économistes classiques, en dépit de leur théorie avec laquelle elle cadrerait mal; et c'est parce que les seules lois économiques ne suffisent plus pour résoudre le problème de la valeur, pour expliquer les causes de celle-ci, parce que le problème de la valeur n'est pas susceptible d'être résolu d'un façon objective, scientifique, que l'on peut tendre vers l'application d'un juste salaire et *a fortiori* d'un salaire minimum, sans crainte de se heurter à des barrières infranchissables.

Nous croyons qu'il n'y a pas de raisons théoriques scientifiques qui s'opposent à l'établissement de prix jugés justes, ou au moins au relèvement du prix de certaines marchandises, notamment celle de la main-d'œuvre.

Nous croyions que l'idée morale d'un juste prix est un facteur important parmi ceux qui constituent la valeur des choses et particulièrement la valeur du travail.

Nous essayerons de marquer, dans le chapitre qui va suivre, l'action des éléments subjectifs dans la formation des prix et surtout dans la détermination du taux des salaires.

III. — LES INTERVENTIONS DES POUVOIRS PUBLICS

A. — INFLUENCE DES DOCTRINES CANONIQUES SUR LA VIE PRATIQUE ET LES TARIFICATIONS LÉGALES AU MOYEN AGE ET SOUS L'ANCIEN RÉGIME

Avant de justifier, par l'examen critique des objections tirées des lois naturelles, les exceptions de juste salaire ou de minimum de salaire, il faudrait voir si les doctrines canoniques et théologiques influencèrent la vie pratique.

Il paraît certain que les idées professées par les canonistes ont pénétré profondément les esprits.

Les municipalités, les corporations, les parlements, les ordonnances royales tentèrent pendant des siècles de les appliquer.

Les taxations de prix ou de salaires s'inspirant directement des idées canoniques, on ne s'étonnera pas de voir qu'elles étaient établies dans l'intérêt du consommateur.

Nous avons noté, en effet, que les systèmes canoniques n'étaient pas construits dans le but d'assurer à l'ouvrier une situation constamment améliorée ; on jugeait que la moyenne de vie vécue par eux à cette époque était suffisamment élevée. Les systèmes canoniques se sont édifiés avec le souci de rendre équitable le prix des objets achetés, avec le souci de mettre le consommateur à l'abri de la spéculation des marchands. Ils débutent par la théorie du juste prix ; ce n'est qu'ensuite, comme conséquence, qu'ils posent une juste rémunération du travail ; c'est alors, la théorie du juste salaire ; cette seconde préoccupation est absorbée par la première. Le juste prix des salaires lui-même est établi en considération du public, du consommateur, de façon à assurer la fixité du prix des marchandises.

En théorie, le salaire doit rester juste, convenable.

Les auteurs qui affirment l'influence des systèmes canoniques dans le domaine pratique, présentent assurément une opinion vraisemblable. Mais il faut se rendre compte aussi que l'idée déchoit en se réalisant. Le plus souvent, l'esprit de la théorie a été faussé, ce qu'on en a retenu c'est qu'il était possible d'édicter

des tarifs, que cette tarification était utile, qu'elle devait assurer la stabilité économique, et cette stabilité économique, on voudra l'assurer à tout prix, malgré et à l'encontre de la classe ouvrière.

Pour présenter au consommateur un tableau de prix stables le plus possible, il faudra prendre garde de ne pas augmenter les frais de fabrication, il faudra s'opposer à la hausse des salaires.

On peut citer, au Moyen âge et sous l'Ancien Régime, de nombreux édits de maximum rendus pour imposer une limite au renchérissement de toutes choses, marchandise et travail ; souvent ce fut à des époques de crises où, par suite de l'altération des monnaies où de l'affluence des métaux précieux, la puissance d'achat de l'argent diminuait. Les rois, les seigneurs étaient persuadés qu'ils pouvaient à leur guise fixer la valeur d'échange de la monnaie qu'ils émettaient, de même que le prix des produits et des services ¹.

Cependant une des plus fameuses ordonnances de ce genre, celle du roi Jean (février 1351), eût une autre cause : la population décimée par la peste noire, la rareté des travailleurs et des produits en faisait hausser le prix.

Le roi résolut d'intervenir pour empêcher les ouvriers et les maîtres de profiter de la crise au détriment du consommateur ; il fixa des maximum de salaires selon les différents travaux à un tiers au plus, en général, en sus de ce qu'ils étaient avant la mortalité. Les maîtres qui enchérissaient les uns sur les autres pour avoir des ouvriers devaient être mis à l'amende ; le travail à façon et les marchandises étaient aussi tarifés.

Plus tard, deux siècles après, c'est l'abondance de l'argent provenant des mines d'Amérique qui amène les ordonnances de 1567, 1572 et 1579, fixant un maximum au prix des marchandises et des salaires « Sa Majesté désirant remédier au prix excessif des draps de soye qui depuis quelque temps en ça, par le monopole des marchands est si fort augmenté, a voulu y être mis le prix qui s'ensuit ». L'ordonnance oblige les travailleurs à se laisser embaucher à l'heure et au prix accoutumé à Paris : 17 sous les maçons, charpentiers, etc., 6 sous les manœuvres « sans qu'ils

¹ Tevasseur, *Salariat et Salaires*.

puissent, ne leur soit loisible, prendre ne recevoir plus grand prix, ne salaire ».

Ce renchérissement, causé par l'avilissement de la monnaie, se produisait d'abord sur les vivres et les principales marchandises, il ne se faisait sentir que plus tard et peu à peu sur les salaires; la transition causait à la classe ouvrière une diminution de son salaire réel : s'opposer à la hausse du salaire au moment où la tendance s'en manifestait, c'était rabaisser le niveau de vie de l'ouvrier. Par suite de l'accroissement du coût de la vie, la stabilité du salaire tournait contre le salarié, et cela, il n'est guère possible que l'administration royale ait pu l'ignorer, car, dans une ordonnance de 1544, on lit : « nos sujets en plusieurs états sont tellement grevez et offensez que ceux qui ont quelque patrimoine et revenu n'en sauraient vivre, encore moins les artisans et le menu peuple du labeur de leurs mains : par ce moyen, contraints hausser et augmenter les salaires et prix accoutumés de leurs ouvrages, vacations et peines...¹ »

À la vérité, la royauté ne fut pas animée de l'esprit de philanthropie ouvrière.

L'état centralisé dès qu'il se constitue, exige un accroissement de revenus que nécessitent les frais de l'administration, de l'armée, de la diplomatie et de la cour. « La royauté s'occupa de l'industrie, tant pour la régenter et la régler que pour l'exploiter. La monarchie absolue a voulu fixer l'organisation du travail administrativement : sa fiscalité s'est exercée sans merci au détriment des classes laborieuses². »

Son effort, qui échouera d'ailleurs, portera à astreindre les métiers libres, qui sont la grande majorité aux ^{xvi}^e, ^{xvii}^e et ^{xviii}^e siècles, à se grouper sous la forme de jurande ; cela répond au désir de mettre en vente des lettres de maîtrises et de favoriser une fiscalité de plus en plus exigeante ; et même Colbert, qui voulut réellement protéger l'activité nationale, pour permettre au royaume de se passer de l'échange, dut se soumettre aux exigences du fisc. Il était plus facile d'exploiter l'industrie

¹ Levasseur, *Salariat et salaires*.

² Albert Milhaud, *la Lutte des classes à travers l'Histoire et la Politique*, p. 64.

que de la servir et toutes les occasions étaient bonnes pour la création de lettres de maîtrises.

La royauté s'efforça de créer, d'implanter en France des industries nouvelles. Son désir que l'industrie soit forte et qu'elle accroisse les revenus fiscaux, nécessairement la fit, quoique autoritaire, bienveillante à l'égard des chefs d'industrie et dure pour les ouvriers.

L'Etat, dans les conflits fréquents entre les ouvriers et les maîtres, intervenait avec une partialité mal dissimulée.

« Toutes les mesures étaient prises... en faveur des employeurs plutôt que des employés, jusqu'à l'ordonnance de 1736, interdisant aux ouvriers de quitter leurs maîtres, sans les avertir un mois d'avance, tandis que les maîtres pouvaient renvoyer leurs ouvriers, en les prévenant quinze jours d'avance seulement; le pouvoir montre une partialité évidente et constante contre les prolétaires... »

« Tantôt, il s'appliquait à empêcher les salaires de hausser, en menaçant les patrons de contraventions, s'ils subornaient les compagnons de leurs confrères; tantôt, il s'efforçait de les redresser par des lois de maximum, limitant les gages « du manouvrier et généralement de toutes personnes gagnant leur vie au travail de leur corps... » A ces actes officiels, dont l'objet est d'abaisser leur rémunération, les gens de métiers et serviteurs sont prévenus que ceux qui s'y opposeront « par monopoles, entreprises ou complots, s'exposeront à la hart ¹ ».

Dans toutes ces mesures, il semble difficile de reconnaître l'influence des doctrines canoniques, et cependant l'esprit de réglementation des législateurs, c'est l'esprit même de la théorie canonique. La réglementation est le moyen de maintenir la stabilité économique. L'opinion publique elle-même considère l'autorité comme l'arbitre de la production et de la consommation; jusqu'au XVIII^e siècle, elle reste hostile au laisser-faire, elle rendait ses gouvernants responsables du mauvais fonctionnement des prix, de ceux des denrées notamment, et pendant tout le Moyen âge et l'Ancien Régime, les autorités des villes, en général,

¹ D'Avenel, *Paysans et ouvriers*, p. 346-347.

règlementèrent étroitement tout ce qui touchait à l'alimentation, faisant effort pour conserver aux prix la plus grande fixité possible. Les intendants, au XVIII^e siècle, recevaient l'ordre de fixer, dans les provinces, le maximum des salaires et des denrées. Les deux choses étaient considérées comme liées ensemble.

C'est pendant la première période du Moyen âge, au moment de la pleine vigueur du système corporatif, qui manifeste sa caducité dès la fin du XV^e siècle, que les règles morales et les doctrines que l'Eglise opposait à la renaissance du droit romain ont pénétré, le plus, dans les esprits et dans la vie réelle.

Les statuts publiés par les guildes de métier, fixant les prix des objets manufacturés, en même temps que leur forme et leur condition de fabrication, statuts soumis plus ou moins au contrôle des autorités municipales, étaient établis en s'inspirant manifestement de la croyance en un prix équitable, et usaient des procédés mêmes de la doctrine canonique pour déterminer ce prix¹.

Mais bientôt le développement de l'échange, du commerce, ne permet plus d'étreindre toute l'activité nationale dans le système corporatif, le plus propice à l'application des règles morales de l'Eglise.

Pour la Monarchie, la stabilité des prix restera l'idéal. Les mesures qu'elle prendra seront encore en faveur du public, de l'acheteur et, par suite, en faveur du patron, qui doit pouvoir satisfaire ce public. Elle se préoccupera de moins en moins du juste salaire.

Ce qu'il faut retenir, contrairement à l'affirmation de certains économistes, c'est l'action certaine de l'institution d'un prix légal sur les prix réels. On ne peut nier que le pouvoir a pu fixer la valeur de certaines choses. Son action s'est exercée souvent au détriment des ouvriers, cela est vrai. Mais la question n'est pas là. L'intérêt est de constater l'efficacité de son intervention dans le sens où elle s'est exercée. Le pouvoir a pu, dans une certaine mesure, s'opposer au libre jeu des lois naturelles. Les salaires légaux, les prix légaux ont, à n'en pas douter, influencé les con-

¹ Tarde, *op. cit.*

ventions librement consenties, ont servi d'étalon légal, de modèle.

Retenons ceci, et peut-être peut-on l'opposer à ceux qui nient la possibilité pour l'Etat d'intervenir dans le domaine économique, d'agir sur le prix de la main-d'œuvre, de redresser les méfaits de la libre concurrence.

De nos jours, c'est le consommateur qui est considéré de préférence comme devant faire les frais des réformes sociales. Nous verrons si l'Etat ne pourrait pas agir sur lui, en faveur de l'ouvrier, de même qu'autrefois il a agi sur l'ouvrier en faveur du consommateur.

Si ce consommateur est en même temps producteur, il n'aura pas à craindre beaucoup l'intervention de la puissance publique.

B. — LOIS DE MAXIMUM DE LA CONVENTION

A la Révolution, l'usage des tarifications tombait. Les idées nouvelles de libéralisme, en matière économique, s'étaient répandues.

On ne peut citer que comme une mesure exceptionnelle les lois de maximum rendues par la Convention.

Le motif en était que, lorsqu'une conspiration générale rompt la balance naturelle du commerce, le salut du peuple devient la loi suprême.

Ce fut d'abord la loi de maximum des grains et farines (11 et 16 septembre 1793) puis, la loi du maximum général (29 septembre 1793) en vertu de laquelle des tableaux furent dressés dans tous les départements, fixant les prix des marchandises (39 espèces de marchandises), à un tiers au-dessus de ceux de 1790, et le taux des salaires au double.

Malgré cette clause du doublement du salaire qui paraît avantageuse à l'ouvrier, c'était encore une barrière à l'élévation du salaire que posait le maximum.

Le petit peuple souffrit beaucoup. Des marchands vendirent des marchandises frelatées au prix du maximum, alors qu'elles ne valaient pas ce prix. D'autres vendirent au prix ordinaire en

espèces monnayées, et à un prix en assignats de plus en plus fort, à mesure que les assignats se dépréciaient, malgré qu'une loi du 10 mai 1794 punit de mort quiconque refusait les assignats, et vendait ou achetait à un prix supérieur au maximum. La famine régna. A Paris, il fallut rationner la population, presque partout procéder à des réquisitions.

Le maximum fut aboli à la fin de 1794.

Ce maximum fut une mesure anormale¹.

¹ Levasseur, *Salariat et salaires*.

CHAPITRE II

I. — LE PROBLÈME DU SALAIRE

JUSTIFICATION DE LA POSSIBILITÉ D'UNE ACTION SUR LE TAUX DES SALAIRES PAR L'EXAMEN CRITIQUE DES LOIS NATURELLES DE LA DÉTERMINATION DES PRIX

1° L'Etat se désintéressant du fonctionnement économique.

A partir de la Révolution, on considère que l'autorité doit se désintéresser du fonctionnement économique.

Les contractants sont libres de passer entre eux toutes sortes de conventions, comme le voulait la loi romaine.

Les nouvelles doctrines des Physiocrates et d'Adam Smith s'opposent nettement aux anciennes. Leur conception de la justice est tout à fait différente. Leur justice est une justice naturelle, issue des choses elles-mêmes, alors que celle des scolastiques était extérieure et s'efforçait de dominer les faits.

Le prix juste, l'intérêt juste ne sont plus désormais des concepts idéaux à déduire de purs raisonnements, mais des faits naturels, déterminés par la concurrence, par la liberté économique; les prix doivent se fixer d'eux-mêmes à leur juste valeur; ils ne peuvent être surfaits dès que la loi ne s'oppose plus à la circulation et à la libre évolution des marchandises (Tarde).

2° Les principes nouveaux d'interventionnisme.

Pendant longtemps, le XIX^e siècle s'est inspiré de ce libéralisme économique. Ce régime n'est pas parvenu à harmoniser les inté-

rêts. On ne peut plus présenter comme une formule de paix sociale, la formule du « laisser faire ». La croyance que le prix le meilleur est le prix de concurrence paraît fortement ébranlée.

On fait de nos jours appel à de nouveaux principes, on commence à voir que les lois naturelles peuvent être néfastes. On prend conscience que l'Etat a le devoir de se dresser contre elles quand des abus se manifestent.

L'intervention croissante de l'autorité dans les actes privés suppose la croyance en une justice supérieure aux conventions libres, justice qu'elle a pour mission de faire pénétrer dans les faits.

L'état présent des doctrines et des mœurs, semble faire retour, par certains côtés, aux conceptions qui régnaient à l'époque médiévale.

3° Le sentiment moral et les facteurs psychologiques considérés comme éléments de la vie économique.

Les lois naturelles établies par les économistes classiques ne sont plus guère considérées comme devant être les arbitres suprêmes en matière économique, et de nouveau, l'idée se fait jour que ce sont des lois morales qui doivent diriger le monde économique.

On peut parler d'une certaine actualité de la question du juste prix, du juste salaire, renouvelée entièrement, sans aucun doute, depuis les penseurs du Moyen âge, et liée intimement à l'actualité de la question morale.

Les économistes de l'école classique n'ont pas reconnu l'influence du sentiment moral dans la direction des forces économiques; ils ont nié que l'homme puisse influer sur elles par les désirs de son cœur et les postulats de son intelligence.

Pour eux, le juste prix n'existe pas ou plutôt tout prix est juste. Est juste, tout prix qui se forme naturellement et nécessairement en vertu de lois économiques inéluctables; ou bien ils sont optimistes, disent : « le prix juste est celui qui est dans un régime de liberté économique », ou bien pessimistes : « le prix se forme en vertu de lois qu'on ne peut modifier, il n'y a rien à faire ».

Qu'il soit bon ou mauvais, le prix est juste dès qu'il est naturel.

Ce n'est pas ainsi qu'est communément conçu le juste prix. On pense d'ordinaire qu'il y a, d'une part, le prix payé en fait sur le marché et, d'autre part, le prix qu'il serait juste qu'on payât en vertu de certaines exigences morales. Le prix juste serait l'expression d'une règle morale ; il est variable d'ailleurs, selon les conceptions que chacun se fait de la morale, différent selon qu'il est imaginé par un canoniste, un socialiste, un interventionniste, etc. Pour certains, c'est un simple desideratum de justice, étranger à la pratique économique, fondé sur des bases purement spéculatives.

Les économistes classiques pensent que les faits économiques sont régis en quelque sorte mécaniquement et de la façon la meilleure qui puisse être par l'intérêt individuel, par l'égoïsme de l'*homo œconomicus* ; ils prétendent se fonder sur l'observation pure et reléguer hors de la science les préoccupations des moralistes ; ils n'ont pas vu l'action indéniable de ces préoccupations sur les faits ; les lois de l'offre et de la demande, avec celle du coût de production, leur ont paru suffire à expliquer la valeur et les prix ; ils n'ont pas pensé que l'idée même d'un juste prix, d'un juste salaire, intervenait comme élément constitutif, influant dans la formation d'un contrat. Nous essayerons de montrer la répercussion sur les faits, sur la valeur du travail, de cette préoccupation morale, de ce désir de justice. Il nous semble que le juste prix n'est pas un simple précepte théorique qu'il est désirable ou qu'il est dangereux, au contraire, d'instituer en règle de la vie économique. Le juste prix, ou mieux, l'idée d'un juste prix est réellement, pratiquement, un facteur important du prix de certaines marchandises, notamment du prix du travail (Tarde).

Le rêve des économistes classiques fut de construire, avec une précision analogue à celle des lois physiques, une théorie entièrement objective de la valeur ; ils voulaient trouver à celle-ci une base sûre et invariable qui permette de prévoir, d'expliquer mathématiquement toutes les réactions de la vie économique, ils ont cherché la cause de la valeur dans les choses ; ils ont cru à un enchaînement rigoureux et tout extérieur des phénomènes économiques et qu'ils étaient soumis à des lois précises : loi de

l'offre et de la demande, loi de la population, loi de la valeur fondée sur le coût de production, loi du salaire nécessaire, loi de la rente, etc. Or, aucune n'a résisté en tant que loi aux analyses plus attentives des économistes qui leur ont succédé.

C'est qu'ils avaient laissé dans l'ombre tout un aspect de la vie économique. Ils ne se sont pas rendu compte qu'elle était toute pénétrée de psychologie, que les faits économiques sont avant tout des faits mentaux ; que la cause de la valeur ne doit pas seulement être cherchée dans les choses, mais qu'il faut la trouver aussi dans l'esprit, qu'elle contient des éléments objectifs et des éléments psychologiques dont un des plus influents est le désir de justice.

Les anciennes doctrines sur le salaire se sont trouvées impuissantes à expliquer toute la réalité : c'est que le prix du travail est soumis plus que tout autre à l'influence des idées morales.

Les économistes, dans leur désir de trouver la loi objective et précise qui règle l'équivalence de deux choses, ne conçoivent la valeur que comme l'expression de cette loi, et c'est ainsi qu'ils ont recherché quel était l'équivalent du travail sur lequel se réglait le taux des salaires.

a) Selon les théories de Turgot, Ricardo, Rodbertus, Mill, celles aussi de Lassale et de Marx qui les ont exagérées, l'équivalent du travail résiderait dans la *quantité matérielle d'objets indispensables à la vie de l'ouvrier et de sa famille*.

Le salaire se réglerait sur le prix minimum de la vie chez l'ouvrier, sur la valeur des choses nécessaires au maintien de la force de travail.

Or, le coût minimum de la vie est une formule excessivement vague dont le contenu varie avec les lieux et les époques et selon les consciences individuelles.

Tous les ouvriers qui réclament un minimum de salaire ne s'en font pas la même idée, cela dépend de leur hiérarchie sociale ; le salaire nécessaire, ce n'est pas autre chose que le minimum des exigences de l'ouvrier, calculées sur les besoins que l'on est accoutumé de reconnaître comme justes et non exagérées pour telle classe, en tel lieu, à telle époque.

Si on prenait la formule au pied de la lettre elle est manifeste-

ment contraire aux faits. Si « en tout genre de travail, le salaire devait s'abaisser à un niveau déterminé uniquement par les nécessités de l'existence » comme le dit Turgot et, après lui, à peu près dans les mêmes termes, J.-B. Say et Ricardo, pourquoi le taux des salaires n'est-il pas le même dans tous les métiers ? Un ouvrier graveur aurait-il besoin de plus de grammes d'azote ou de carbone qu'un simple manœuvre.

Pourquoi les salaires sont-ils plus élevés aux Etats-Unis qu'en France ? Pourquoi sont-ils plus élevés aujourd'hui qu'il y a un siècle ? Y a-t-il à cela une raison physiologique ¹ ?

Au fond, ce soi-disant salaire nécessaire, est le salaire minimum acceptable, et cette limite minimum est purement psychologique. L'ouvrier moderne n'accepterait pas un salaire qui ne lui permettrait que la vie et le luxe d'un ouvrier de 1750. C'est parce qu'il a pris de nouveaux besoins, de nouvelles habitudes, que son salaire s'est accru.

Il faut constater que les inégalités de salaires indiquées ci-dessus, s'expliquent par des différences de niveau d'existence, de *standard of life*, comme disent les anglais, et alors, ce salaire, loin d'être « d'airain », est élastique, mobile, variable selon les classes de travailleurs, selon la race, le climat, l'époque. Il tend à s'élever sans cesse et nécessairement à mesure que se multiplient les besoins physiques ou sociaux, naturels ou artificiels, les désirs, les exigences des hommes civilisés. Ce ne serait plus le salaire qui réglerait l'ordinaire de l'ouvrier, mais son ordinaire qui réglerait son salaire, et son ordinaire n'est pas quelque chose d'immuable : il varie, il est soumis à des appréciations morales. Le problème des salaires ainsi posé en termes objectifs se résoud en termes subjectifs.

b) Une autre explication qui assimile comme la précédente la loi du salaire à celle de la valeur, celle de la *productivité du travail*, a été donnée plus récemment (voir notamment l'Américain Francis Walker dans son livre *The Wages Question* Stanley Jevons, MM. Beauregard, Villey, Block, Chevalier).

Le travail est payé suivant son produit, lequel est lui-même

¹ Charles Gide, *Cours d'économie politique*.

payé suivant son équivalent en marchandises d'autre nature. Mais cela n'éclaire pas encore le problème du salaire : on paye le travail suivant ce qu'il rapporte, mais pour savoir ce qu'il rapporte, il faut bien connaître au préalable le taux des salaires. Avec l'intérêt, le profit, la rente, le salaire est un élément important du prix d'un produit. Ce n'est pas du tout ce que produit le travail qui sert de base à l'estimation du salaire, mais c'est bien, au contraire, en grande partie, le salaire qui détermine le prix du produit. Il y a des réactions de l'un sur l'autre ; et là encore, la théorie ne nous fournit pas un élément qui serve de base à tous les autres.

En somme, le salaire réel est indépendant aussi bien du prix des vivres nécessaires à l'ouvrier, que du prix des marchandises produites par le travail.

Il faut renoncer à résoudre scientifiquement le problème du salaire, renoncer à découvrir *une cause du salaire*, parce que les causes qui agissent sur lui sont multiples. En plus de toutes les causes générales qui agissent sur la valeur des choses, il en est d'autres spéciales à la marchandise-travail, parce que le travailleur n'est pas une marchandise quelconque, il est aussi un homme.

Il y a autre chose ici qu'un calcul mathématique d'équivalent, précis et invariable. Il faut faire intervenir des appréciations morales, le sentiment qu'il doit y avoir un certain rapport idéal de justice entre la rémunération et l'effort ; et la question se pose différemment. Il ne s'agit plus de rechercher quelles sont les lois économiques qui déterminent le salaire, mais de savoir dans quelle mesure le travail doit ou peut donner à l'ouvrier des jouissances de confortable, d'alimentation, d'habillement, de luxe, etc ... ?

On ne peut pas négliger dans une analyse du salaire cet appui psychologique.

Il faut reconnaître que l'idée d'un juste salaire a une action directe dans ce domaine et, ces temps derniers, MM. Cauwès, Beauregard, Leroy-Beaulieu, Levasseur, en approfondissant davantage les vieilles théories, avec le désir de serrer d'un peu plus près la réalité, ont reconnu qu'il fallait tenir compte d'un élément important « qui ne joue aucun rôle pour les autres

marchandises, *l'élément moral ou éthique* » (Leroy-Beaulieu).

Les données matérielles se manifestent impuissantes à expliquer les faits, et M. Beauregard ne le nie pas.

Dans son *Essai sur la Théorie des salaires* il note cinq causes agissant sur ce dernier :

1° Le rapport du produit net espéré aux emplois disponibles (productivité du travail) ;

2° Le rapport du produit net espéré aux exigences irréductibles des capitalistes et des entrepreneurs, dont le concours est nécessaire à l'industrie ;

3° Le rapport de la population ouvrière qui cherche un salaire aux emplois disponibles ;

4° Le rapport des capitaux et des entrepreneurs en quête d'emplois aux demandes correspondantes de l'industrie ;

5° *L'Etat économique, intellectuel et moral des classes échangistes (ouvriers, capitalistes, entrepreneurs).*¹⁾

Cette analyse ne présente pas le caractère ordinaire de précision, l'allure scientifique qu'on est accoutumé de trouver chez les anciens économistes : elle fait une large part aux éléments psychologiques.

En ce qui concerne les deux premiers groupes de causes, il faut noter qu'il s'agit du produit net espéré, et non effectif. Or, ce rapport entre le produit net espéré et le salaire demandé par l'ouvrier, n'est pas formé de termes matériels, précis, invariables ; par suite de considérations psychologiques tout à fait en désaccord avec les faits, cette espérance peut hausser ou diminuer. Il peut arriver que le patron ou l'ouvrier espèrent un produit net très élevé d'une entreprise en réalité désastreuse.

Enfin, quand M. Beauregard étudie les causes d'apparence purement objective : le rapport de la population ouvrière qui cherche un salaire aux emplois disponibles, et le rapport des capitaux et des entrepreneurs en quête d'emplois aux demandes correspondantes de l'industrie, il reconnaît qu'elles sont incapables à elles seules d'expliquer les variations du prix du travail. Dans ce marché spécial où la marchandise s'appelle la main-

¹ Beauregard, *Essai sur la théorie du salaire*.

d'œuvre, la loi de l'offre et de la demande a une action tout à fait secondaire. Son rôle se borne à empêcher le salaire de hausser ou de descendre au-dessus ou au-dessous de certaines limites, qui sont d'ailleurs indéterminées.

Et alors, M. Beauregard avoue qu'on ne peut pas rendre compte de la réalité si on néglige les causes qu'il a groupées sous le titre général « d'état économique, intellectuel et moral des échangeistes (ouvriers, capitalistes, entrepreneurs) ». Mais il ne pousse pas plus loin l'analyse, à cause de la complexité, de la multiplicité des éléments qui se rangent sous ce titre; il renonce, somme toute, dans sa recherche d'une théorie scientifique du salaire.

De son côté, M. Levasseur (*Questions ouvrières et industrielles en France*) reconnaît que « la loi du salaire » ne se résume pas en un mot, comme des économistes l'ont fait autrefois, en formulant la théorie du fonds des salaires, ou, comme quelques-uns le font aujourd'hui, avec la théorie de la productivité. La plupart des phénomènes économiques sont la résultante de causes complexes. Sans doute, le taux du salaire comme le taux des marchandises s'établit par une « équation de l'offre et de la demande »; mais quelles causes règlent cet offre et cette demande? Il faudrait, pour répondre, interroger non seulement l'état du capital actuellement disponible pour la production industrielle (fonds des salaires), l'état de perfectionnement des moyens de production et l'énergie propre de chaque travailleur (productivité), mais aussi la double concurrence des salariants, d'un côté, et des salariés, de l'autre, le *coût de la vie*, qui est surtout la conséquence du salaire, mais qui est aussi une force propre à en élever et, plus encore, à en maintenir le niveau, l'activité propre de chaque industrie, en particulier, l'état général de la richesse du pays, cause très efficiente; enfin, il faudrait tenir compte des *mœurs et des institutions*. Par la concurrence, les industries réagissent les unes sur les autres. C'est ainsi qu'à Lyon, l'automobile et l'électricité ont attiré une élite du personnel métallurgique, dont les salaires ont très fortement réagi sur le salaire de la grosse métallurgie, et ce salaire a augmenté aussi quoique les affaires ne fussent pas alors très prospères, ce qui

est une preuve que le salaire n'est pas nécessairement, dans chaque industrie prise à part, une fonction de la productivité et du profit.

Ainsi les opinions de ces économistes, cependant libéraux, nous confirment dans cette idée, que les faits sociaux ne sont pas dominés par l'inéluctable nécessité des lois économiques.

Le salaire est la part d'une classe de la société dans la répartition générale; on peut très bien concevoir que cette part soit accrue aux dépens des autres par une répartition différente¹.

Il n'y a pas de loi qui fixe cette part à un taux invariable.

Pénétrant dans la réalité, essayons de voir les causes morales capables de déterminer et de faire hausser les salaires. Parmi les causes agissant sur le salaire et énumérées sous le texte vague « d'état intellectuel et moral », il en est une qui, au point de vue du travail que nous avons entrepris, doit nous retenir plus spécialement. Elle est la plus importante de celles susceptibles d'accroître le salaire : c'est le *sentiment d'un droit à une juste rémunération*, répandu dans la classe ouvrière et qui s'exprime souvent par la revendication « d'un salaire minimum ».

C'est pour faire valoir ce droit que se forment les coalitions et les syndicats. Il s'affirme aussi dans les grèves. Sans doute, l'efficacité de celles-ci est limitée par les conditions économiques de la production et de la vente, mais on ne peut nier qu'elle soit réelle.

Les organes et les moyens dont se servent les ouvriers, pour réclamer une rémunération qui leur semble plus juste, sont des facteurs importants de la hausse des salaires. Sans leur action, cette hausse ne se serait pas nécessairement produite : « Qui ne défend pas son droit, perd son droit. »

La loi de l'offre et de la demande dans les questions de salaires est de moins en moins agissante à mesure que la classe ouvrière s'organise pour formuler ses revendications.

Les causes agissant sur le salaire tendent à se séparer de celles agissant sur le prix des diverses marchandises. La distinction de deux domaines, celui de l'économie politique et celui de l'économie sociale, s'accuse de plus en plus.

¹ Villey Edmond, *la Question des salaires ou la question sociale*.

Les économistes classiques abandonnent peu à peu l'unité de leurs systèmes. C'est ainsi que M^e Beauregard, à propos du salaire minimum obtenu par les ouvriers, dit : « On constatera que la quantité des offres, relativement aux demandes, n'y est pour rien ; le minimum dépend des prétentions irréductibles de ceux qui cherchent à louer leur travail et non pas de leur nombre » (p. 204, *op. cit.*).

Cela nous semble de jour en jour plus exact. L'action déprimante, qu'exercerait sur les salaires l'existence permanente d'un contingent d'ouvriers sans travail, action que les collectivistes persistent à affirmer réelle, nous paraît, de nos jours, comme tout à fait secondaire, presque nulle, car il n'est plus vrai que le patron puisse, à son gré, puiser dans ses rangs des remplaçants affamés toujours prêts à se substituer, pour un moindre salaire, à l'ouvrier qui réclame. Cela n'est plus vrai par suite de l'organisation de plus en plus développée et consciente de la classe ouvrière, par suite des ententes, des contrats collectifs.

Cependant, il y a des exceptions, celles notamment de l'industrie à domicile, qui atteignent encore un nombre trop important de la classe ouvrière, où nous retrouverons la rigueur brutale et abusive de la loi de l'offre et de la demande, exceptions navrantes où la théorie même de la productivité avec celle du salaire nécessaire se trouvent contredites.

Il n'en reste pas moins que, dans la grande majorité de l'industrie, ce qui détermine le plus souvent le salaire, ce n'est pas le nombre, mais les exigences irréductibles des ouvriers ; l'élément objectif des économistes perd de son influence ; il n'est pas exagéré de prévoir un temps où il ne comptera plus. Seuls les facteurs psychologiques, la croyance en un juste salaire, le sentiment d'un droit à ce salaire et les efforts pour obtenir ce droit, ont une action vraiment explicative et peuvent déterminer le taux du salaire.

Les éléments objectifs n'ont qu'une influence secondaire, une influence d'appoint. Ils ne détermineraient le salaire que si on les laissait agir librement, mais ils sont déviés de leur action par les facteurs psychologiques qui apparaissent, en définitive, les plus efficaces, les plus explicatifs. C'est avec raison, en se fondant

sur une bonne psychologie, qu'un Américain, M. Gould conseille à la classe ouvrière d'élever son niveau de vie, d'accroître ses besoins, car c'est créer une tendance à la hausse.

Cette tendance psychologique viendra se heurter à la tendance économique à la baisse, la seule que les économistes ont aperçue. Elle lui fera obstacle et pourra même la briser, si ces désirs et ces besoins, cessant d'être individuels, s'incorporent à un groupe ouvrier important et si ce groupe est protégé de la concurrence des travailleurs au rabais par une organisation syndicale solide¹.

Cette hausse sera durable et mieux assurée si, non seulement ce groupe, mais l'ensemble de la profession arrive à une certaine conformité d'habitudes qui constituera ainsi un minimum d'exigences, de besoins, que devra assurer le salaire. Ce niveau de vie reconnu à une profession formera comme un cran d'arrêt, s'opposant à toute diminution de salaire.

Et c'est le moment de noter, en effet, une autre cause qui exerce directement son action sur le salaire : *la coutume*.

Le taux des salaires est sujet à se cristalliser, beaucoup plus que le prix des marchandises. Là où les ouvriers ne sont pas organisés et surtout loin des grands centres, ce qui fixe le plus souvent le débat entre les parties, ce ne sont pas les lois naturelles, la quantité plus ou moins grande de main-d'œuvre, ni les considérations de service rendu, du degré de prospérité de l'industrie, ni même celle d'habitude de vie de l'ouvrier, c'est une donnée antérieure, le *salaire courant* fixé par l'usage, dans tel pays, pour tel travail.

Par la coutume se perpétuent d'anciennes estimations morales qui servent de base à l'entrepreneur. Il se peut que cette coutume se trouve en désaccord avec les notions présentes d'équité, et le salaire se trouvera ainsi inférieur à ce qu'exigerait l'opinion courante et les besoins actuels de l'ouvrier.

Mais, tôt ou tard, les jugements nouveaux modifient la coutume et s'imposent aux entrepreneurs, en dépit même des lois économiques qu'on suppose devoir toujours agir sur la marchandise-travail, comme elles agissent sur les autres marchandises.

¹ Gemahling, *les Travailleurs au rabais*.

Il faut songer cependant que l'homme ; s'il est un moyen de production, est aussi la fin, le but de la production.

Le monde économique moderne ne peut pas se dégager de certaines préoccupations d'équité. Il faut espérer que l'idée se développera qu'il doit y avoir entre industriels un terrain de lutte réservé, celui de la lutte à coups de rabais sur les salaires.

D'ores et déjà, des forces nouvelles rajeunissent les conceptions traditionnelles de justice et modifient chaque jour le juste prix du travail. La conception même d'une société meilleure est une idée-force qui tend à sa propre réalisation. De nos jours, si, au fond de chaque conflit industriel, ce sont toujours des intérêts qui cherchent à se satisfaire, ces conflits prennent un caractère en quelque sorte sentimental, ce sont des questions de principe qu'on discute. Smoller (politique sociale) : « J'ai constaté que, dans les discussions économiques, la question de justice intervient toujours ». Si de profondes transformations agitent le monde économique, tendant à réaliser pour l'ouvrier toujours plus de bien-être, ce n'est pas en raison de faits matériels, en raison de l'évolution naturelle de l'industrie, mais par la puissance de jour en jour accrue des idées morales.

Les efforts en faveur de la classe ouvrière ne doivent pas se borner à lui assurer l'hygiène, la sécurité, la limitation de ses heures de travail, etc.

Il faut se préoccuper d'agir sur le taux de son salaire, surtout quand il apparaît d'une réelle insuffisance. Logiquement, c'est cette préoccupation qui doit passer au premier plan. Il est trop évident que c'est dans le salaire que résident les possibilités d'élévation morale, intellectuelle et matérielle de l'ouvrier.

On peut dire, sans trop généraliser cependant, que l'hygiène, la morale, l'éducation au sens large sont les privilèges de ceux qui n'ont pas le souci permanent de leur existence matérielle.

Avant le XVIII^e siècle, on disait : la question sociale est une question morale ; c'était la pensée intime des canonistes, c'est encore celle des chrétiens sociaux.

Depuis, après Voltaire, Montesquieu, Rousseau, Diderot, on croit plus généralement que la question morale est une question sociale.

En agissant sur les faits sociaux, et le salaire est un de ces

faits, on peut modifier les mœurs, les habitudes de vie de l'ouvrier. Il ne suffira pas de moraliser l'ouvrier ou l'ouvrière, de s'adresser seulement à son esprit si l'on veut réussir dans la lutte contre l'alcoolisme, contre la prostitution, contre les conditions de vie malsaines. Il sera plus efficace de lui donner par un salaire raisonnable la possibilité de se créer un foyer moral et agréable.

Pour nous, les questions morales et sociales sont entièrement liées : l'action morale et l'action sociale doivent s'exercer parallèlement. Les efforts pour élever le niveau moral ou intellectuel de l'ouvrier sont voués à l'insuccès si on ne se préoccupe en même temps d'élever son niveau de vie matérielle.

II. — LES SALAIRES

A. — LES SALAIRES INSUFFISANTS

Il nous faut voir la réalité des faits.

La situation des ouvriers réclame-t-elle une augmentation de leurs salaires ? Peut-elle justifier des mesures tendant à cette hausse, ou tendant au moins à assurer en tout état de cause un certain taux minimum de salaire, jugé indispensable à une vie humaine en l'état actuel de la civilisation.

Il est incontestable que la situation du peuple aujourd'hui est très supérieure à celle que nous dépeignent les historiens du siècle dernier : le salaire a haussé fortement au cours du XIX^e siècle dans la grande et la moyenne industrie, et sensiblement plus que le coût moyen de la vie.

D'après la grande enquête faite par l'Office du travail en 1891-1892, le taux moyen des salaires pour toute la France était, à cette date, de 4 fr. 20 par jour pour les hommes et 2 fr. 20 pour les femmes.

Pour les hommes, à Paris, 6 fr. 25 par jour ; en province, 3 fr. 90.

Pour les femmes, à Paris, 3 fr. 15 par jour ; dans les départements, 2 fr. 15¹.

¹ Office du travail, *Salaire et durée du travail dans l'industrie française*,

M. Gide, dans son *Cours d'Economie politique* (1909), donne, d'après les statistiques de la Direction du travail, quelques chiffres plus élevés. Pour les hommes, le salaire serait en moyenne d'un peu plus de 7 francs à Paris et d'un peu plus de 4 francs dans les villes de province. En comptant trois cents jours de travail par an ce qui représente plutôt un chiffre exceptionnel qu'une moyenne, même pour un bon ouvrier, on obtient des revenus de 2.100 et de 1.200 francs¹.

Ce sont là les moyennes les plus fortes que nous ayons trouvées dans les auteurs.

Mais, comme dit M. Charles Benoît² : « On ne mange pas une moyenne..... L'ouvrier qui gagne 6 francs, n'en donne pas 2 à celui qui n'en gagne qu'1, pour que la moyenne soit de 3 francs. »

Si certains ouvriers les dépassent, combien restent de beaucoup en dessous et combien font trois cents jours de travail par an ?

L'ouvrier manœuvre ne gagne le plus souvent que 20 francs par semaine (3 fr. 50 par jour et pour 6 jours); supposons qu'il ait des enfants, voici ses dépenses par semaine :

Loyer.	4 fr.
Chauffage et éclairage	1 65
Entretien	0 80
Nourriture et pain.	7 »
Pommes de terre	2 10
Légumes.	1 »
Divers.	3 45

Et ses 20 francs y ont passé. Si le Bureau de bienfaisance ne donnait pas, si les enfants ne trouvaient pas dans les cantines scolaires un peu de nourriture, ce serait la misère atroce.

Pour les ouvriers agricoles, selon M. Gide, la moyenne ne dépasse pas 3 francs par jour, soit 900 francs par an³.

t. IV, p. 17, 1897. — Charles Gide, *Economie sociale*, p. 68, 1907. — Raoul Jay, *la Protection légale des travailleurs*, p. 25, 1910.

¹ Charles Gide, *Cours d'économie politique*, p. 617, 1909.

² *Chronique agricole du Progrès de Lyon*, 13 mars 1911.

³ Gide, *Cours d'économie politique* p. 617, 1909.

D'après l'enquête agricole décennale de 1892, la moyenne des salaires pour l'ensemble des départements était la suivante¹ :

	ÉTÉ	HIVER
	—	—
Ouvriers nourris. . . .	1 85	1 30
— non nourris	2 94	2 04
— maraîchers. . . .	2 »	2 21

Les moyennes de M. Gide, pour les hommes, paraissent donc assez élevées.

En revanche, celles qu'il indique pour les femmes² et qui selon lui ne dépassent pas 3 francs à Paris et 1 fr. 50 ou 2 francs dans les départements semblent, très légèrement d'ailleurs, inférieures à la réalité. M. Pic, qui établit la moyenne des salaires d'après les chiffres partiels fournis dans les bordereaux des salaires, dressés par l'Office du travail pour l'application des décrets du 10 août 1899, donne 2 fr. 20 pour l'ouvrière adulte (3 francs pour la Seine, 2 fr. 10 dans les départements)³.

On ne possède pas d'enquête générale analogue à celle de 1893-1896. Mais des enquêtes partielles et des documents groupés par des auteurs non suspects de tendances socialistes indiquent que la progression du salaire, déjà plus lente dans la dernière décade du XIX^e siècle que pendant la période précédente, ne paraît pas s'être poursuivie dans les premières années du XX^e siècle. Les salaires sont stationnaires et même on peut signaler de très nettes régressions pour les filatures de laine, pour les tisserands de toile d'Armentières, pour la lingerie et la couture à façon, pour la filature de soie à domicile, etc.⁴.

Si on établit un budget sur les chiffres mêmes les plus forts que nous ayons donnés, en admettant qu'il puisse suffire aux nécessités matérielles de la vie, il est certes insuffisant pour donner à cette vie un peu de charme, et il reste certain qu'*avec leur seul salaire*, bien des pères de famille ne pourraient pas

¹ Pic, *Traité de législation industrielle*, p. 728, 1909.

² Gide, *Cours d'économie politique*, p. 617, 1909.

³ Pic, *op. cit.*, p. 727.

⁴ Pic, *op. cit.*, p. 728.

élever convenablement une famille moyenne, composée par exemple de trois enfants : leur budget ne leur permet pas l'épargne qui les soutiendrait un peu dans toutes les circonstances malheureuses qui peuvent traverser leur vie.

On peut dire cependant, qu'en général, dans la grande et la moyenne industrie, l'ouvrier et l'ouvrière travaillant en atelier gagnent au moins leur vie matérielle.

B. — LE TRAVAIL A DOMICILE

Reste toute la catégorie des ouvriers et ouvrières à domicile. M. Fagnot, dans son rapport à l'Association nationale pour la protection légale des travailleurs, estime leur nombre à 800.000, chiffre certainement inférieur à la réalité, car depuis la loi du 30 mars 1910 sur le travail des femmes et des enfants (journée de dix heures) le travail à domicile s'est encore multiplié.

Le travail à domicile affecte des formes très variées : tantôt l'ouvrier à domicile travaille pour le compte d'un entrepreneur et alors il ne se distingue en rien d'un simple salarié ; tantôt pour son propre compte : il est alors comparable à un petit patron, aidé par quelques ouvriers ou par sa famille, il garde son indépendance économique, est propriétaire de son produit qu'il vend à ses risques et périls et, le plus souvent, sa condition n'en est pas moins misérable.

Dans le premier cas, ou bien l'entrepreneur est en relation directe avec l'ouvrier, ou bien, et c'est la méthode des grandes fabriques et des grands magasins, l'entrepreneur ne connaît pas les ouvriers à domicile qui font son ouvrage, il traite à forfait avec un facteur, sorte de sous-entrepreneur qui s'engage à lui fournir une certaine quantité d'ouvrage. Ce facteur se substitue ainsi à l'entrepreneur vis-à-vis des ouvriers ; il distribue soit à son bureau, soit à domicile, dans les régions écartées, les matières et pièces demi-ouvrées qu'il a reçues de l'entrepreneur ; il fixe les tarifs de façon, reçoit et contrôle l'ouvrage achevé après l'avoir transmis d'un ouvrier à un autre, selon les besoins, et le remet à l'entrepreneur chargé de la vente.

L'existence de cet intermédiaire, simple courtier de travail, est une source d'abus criants.

Son bénéfice, en effet, est en raison inverse des salaires qu'il paye ; il résulte d'une spéculation sur la main-d'œuvre. Par suite de la concurrence que se font entre eux ces intermédiaires parasites pour obtenir les commandes, ils sont conduits à recruter des ouvriers au plus bas prix possible.

Le danger, l'exploitation des ouvriers, s'aggrave encore, et on arrive à des salaires de famine lamentables, si les commandes sont prises à de petits fabricants, à court de crédit, qui ne peuvent traiter avec le courtier qu'à un prix de forfait très faible, parce qu'ils sont eux-mêmes écrasés par la concurrence.

Des enquêtes nombreuses en France et à l'étranger ont révélé toute l'étendue du mal et l'effroyable misère de certaines catégories d'ouvriers à domicile¹. Il faut en faire remonter la responsabilité aux grands magasins, spécialement en ce qui concerne la lingerie et la confection, le vêtement et le meuble.

Une autre forme d'exploitation de l'ouvrier que vient de prohiber la loi du 1^{er} mars 1910, mais dont la suppression n'est sans doute pas encore assurée, est le *marchandage*.

Là c'est un ouvrier, un artisan qui prend de l'ouvrage à forfait et le fait exécuter, lui-même travaillant, par des ouvriers qu'il paye le moins possible, son bénéfice résultant de la différence du forfait et des salaires payés.

Le marchandeur simple, sous-traitant ouvrier ou tâcheron, paye ses ouvriers à la journée ; ouvrier comme eux, connaissant toutes les roueries du métier, il exige de son personnel une somme de travail supérieure à celle qu'exigerait l'entrepreneur direct. Son intérêt est d'exécuter le travail le plus rapidement possible : son bénéfice augmente d'autant.

Un intermédiaire plus dangereux que ce dernier est le *sweater*, qui paye ses auxiliaires à la tâche, car il peut ainsi rejeter sur ses subordonnés les malfaçons, en retenir le montant sur un salaire déjà insuffisant.

Ce sont sous ces diverses formes de travail que se révèlent

¹ Voir la bibliographie établie par M. Pic (*op. cit.*, p. 652 et 945).

les graves abus du *sweating system*, le système qui fait de l'or avec la sueur du misérable, qui cherche le maximum de rendement de la machine humaine avec le minimum d'entretien.

Il faut avoir lu les récits de navrantes misères de certains de ces ouvriers à domicile, travaillant pour des salaires de famine pendant des heures de journées indéfiniment prolongées, dans des locaux infects, pour saisir toute la réalité tragique de ces mots « système de la sueur ».

Il existe vraiment, cela n'est que trop certain, toute une classe nombreuse d'ouvriers qui sont écrasés par l'âpre lutte des concurrences capitalistes, qui meurent plus ou moins lentement de faim, de privations de toutes sortes, de maladies dues aux conditions d'hygiène déplorable auxquelles ils sont condamnés.

On est volontiers tenté de crier à l'exagération, c'est un procédé commode d'économiser sa pitié.

C. — LE TRAVAIL FÉMININ

L'*Office du travail* vient de publier une enquête sur l'industrie à domicile dans la lingerie. A chaque page paraît plus large, plus scandaleuse, la plaie des salaires de misère.

Voici, à titre d'exemples, quelques chiffres de salaires relevés dans cette enquête :

Chemises calicot ou toile coton (à faire entièrement), la douzaine 1,10.

Pantalons, la douzaine depuis 1,10.

Tabliers d'enfant, la douzaine, depuis 9,75.

Corsages d'indiennes, la douzaine, depuis 1,20.

(Un fabricant de Charonne.)

L'ouvrière affirme que ces corsages payés à domicile 0,15 la pièce, sont payés 0,25 à 0,30 à l'atelier du fabricant.

Tabliers femme de chambre, à poches et brodés : monter ceinture, coudre broderie et ourlets à la main, la pièce 0,35.

Corps de jupon en linon, la pièce 0,40.

(Une entrepreneuse.)

Les mêmes tabliers, à la main, la pièce, 0,25.

Les mêmes jupons, à la main, la pièce, 0,225.

(Une sous-entrepreneuse travaillant pour l'entrepreneuse ci-dessus.)

Le prélèvement de la sous-entrepreneuse est de 37,5 0/0 dans le cas des jupons et de 37 0/0 dans celui des tabliers.

Tabliers dans le même genre que les précédents, la pièce 0,55.
Ces tabliers sont vendus 14 francs la pièce.

(Une entrepreneuse pour un grand magasin.)

Bavettes, la douzaine, 0,40.

(Un fabricant.)

Les bavettes reviennent, achevées, à 0,55 au fabricant ; il les revend 1,45 aux grands magasins qui les revendent à leur tour 2,95¹.

On pourrait multiplier ces exemples à l'infini.

D'après Mme A..., entrepreneuse à Bourges, l'ouvrière en lingerie commune gagne 0,50, 0,75, très rarement 1 franc. (Enquête de l'*Office du travail*, t. II, page 15.)

Mme R..., entrepreneuse de chemises d'homme, à Henrichemont (Cher), emploie des mécaniciennes qui gagnent de 1.25 à 1.50 ; des ouvrières à la main qui gagnent de 0,50 à 0,75. « On ne se figure pas, dit-elle, la misère de certaines ouvrières à Henrichemont ; il en est qui n'arrivent à vivre que grâce aux secours des voisins. » (*Eod. loc.*, page 17.)

Le Progrès de Lyon a fait paraître, en 1910, une enquête très documentée sur les salaires de femmes.

On y saisit la différence des salaires d'ateliers et des salaires à domicile.

« ...A Lyon, les tarifs sont un peu plus relevés que dans les campagnes. La lingerie fine en atelier est assez bien payée (3 à 4 francs par jour), mais à domicile, et surtout dans la lingerie courante, c'est tout à fait le salaire de famine. Ex. : une douzaine de chemises d'homme sera payée 2 fr. 20, une douzaine de cami-

¹ Pour tous ces chiffres, voir *Enquête sur le travail à domicile dans l'industrie de la lingerie*, p. 132, 135, 144, 147, 148, 152, 160, 176, 188, 191, 308, 312, 316, 324, 328, 332, 348, 388, 420, 444.

² *Le Progrès* de Lyon, Articles sur « les salaires des femmes, salaires de famine, des 13, 14, 15 septembre 1910 ».

soles de femme 27 sous, et il faut plus de dix heures de travail acharné et une ouvrière habile pour venir à bout d'une douzaine... »

Pour tous les travaux, la même remarque s'impose : l'ouvrière gagne à peu près sa vie en atelier, elle ne la gagne pas à domicile.

« Les bonnes brodeuses en ateliers arrivent à gagner 3 francs ; à domicile elles ne gagnent guère plus de 2 francs ; de même les corsetières.

« Les monteuses de couronnes mortuaires qui travaillent en atelier gagnent leur vie. Les ouvrières qui préparent à domicile ces couronnes aux pièces arrivent difficilement, après dix heures de travail, à gagner 1 fr. 50. »

Les ouvrières en cravates à domicile parviennent péniblement à gagner 1 fr. 25.

Une enquête du *Musée social* nous révèle la condition lamentable des travailleuses à domicile qui exécutent pour les entrepreneuses la camelote dite « petite fleur » revendue à vil prix dans les magasins de nouveautés.

On trouve par exemple des ouvrières qui fabriquent le myosotis à 2,70 la grosse, c'est-à-dire 144 branches en deux jours de travail, soit 6 centimes $1/2$ l'heure ou 0,65 par jour.

On y saisit l'exploitation des sous-entrepreneuses qui revendent leurs violettes à une grande maison du centre 0,10 la grosse et les font fabriquer à 2 grosses pour 1 sou.

Le patron est en ce cas le plus coupable, car il ne peut ignorer une exploitation dont il est le principal instrument.

De l'aveu même du président de la Chambre syndicale, ces prix existent réellement ainsi que l'aubépine à 0,30, 0,50 la grosse.

Ici encore, même remarque : les salaires en ateliers sont plus élevés que ceux à domicile¹.

Nous ne pouvons pas entrer davantage dans le détail de spécialités innombrables qui se partagent le travail féminin.

¹ Musée social, « la Fleur artificielle » ; Claire Gérard, *Mémoires et Documents*, 1909.

Terminons ces citations de chiffres par un budget de chemisière qui gagne 2 francs par jour.

Loyer.	Fr. 160 »
2 robes à 10 fr.	20 »
Une confection.	12 »
4 paires de chaussures à 5 fr.	20 »
2 chapeaux à 3 fr.	6 »
3 chemises à 2 fr.	6 »
2 camisoles à 2 fr.	4 »
4 mouchoirs à 0 fr. 50	2 »
2 draps (entretien)	3 »
4 serviettes à 0 fr. 75.	3 »
Eclairage	10 »
Chauffage	12 »
2 petits tabliers noirs à 1 fr. 50	3 »
1 jupon	2 »
Etrennes à la concierge.	5 »
Total	Fr. 268 »

Quant à la nourriture, elle prend 0 fr. 90 par jour, ainsi répartis :

Une livre de pain	Fr. 0,20
Le matin, lait	0,10
A midi, une côtelette.	0,25
Vin.	0,10
Charbon	0,05
Légumes	0,10
Beurre.	0,10
Total	Fr. 0,90

soit par an 328 fr. 50, ce qui, avec les 268 fr. détaillés d'autre part, font le total des dépenses à 596 fr. 50. Aux recettes : 300 jours de travail à 2 fr., ce qui fait 600 fr. Voilà une pauvre fille

qui ne paye pas d'impôt foncier ni de contributions d'aucune sorte, mais qui a peine à ne pas mourir de faim¹.

Que feront toutes les femmes nombreuses qui touchent un salaire inférieur à 2 francs : les confectionneuses, les ouvrières couturières ou modistes qui ont à subir les quatre longs mois de morte saison : juin, juillet, août, septembre ?

D. — CAUSES DE LA FAIBLESSE DES SALAIRES FÉMININS

Ce qui se dégage tout d'abord de ces chiffres, outre la raison d'être de la revendication d'un minimum de salaires, c'est *l'écart qui existe entre le prix moyen du travail féminin et celui du travail masculin*, écart de moitié et quelquefois plus, moyenne d'infériorité qui persiste malgré la hausse parallèle des salaires féminins et des salaires masculins.

Faut-il faire intervenir ici les lois naturelles ? On l'a prétendu ? L'infériorité des salaires féminins s'expliquerait :

1° *Par la surabondance de la main-d'œuvre féminine*, alors que les métiers féminins sont en nombre assez limité.

Elle tend à réduire le salaire au taux strictement indispensable à une vie humaine, et même au-dessous de ce salaire nécessaire : la loi d'airain ne peut même plus protéger ici certaines catégories d'ouvrières qui se présentent en trop grande quantité pour un nombre d'emplois trop restreints : il faut, de toute nécessité, pour rétablir l'équilibre, qu'une sélection, une diminution de main-d'œuvre se produisent ;

2° Si, de plus, le salaire nécessaire féminin est inférieur au salaire nécessaire masculin, c'est que les femmes *ont moins de besoins* ;

Ainsi ces deux causes objectives intimement liées, suffiraient à rendre compte de ces différences de traitements, qui apparaissent particulièrement anormales quand, dans une même industrie, l'homme et la femme sont concurrents et exécutent le même travail ;

¹ *Le Progrès de Lyon, Chronique agricole*, 13 mars 1910.

3° On a dit encore, et c'est une troisième cause objective invoquée à titre secondaire, que si la femme recevait un salaire inférieur à celui de l'homme, même lorsqu'elle exécute le même genre de travail, c'est qu'elle y était *moins habile*. Les différences de salaires s'expliqueraient ainsi en plus par des différences de capacité *par l'infériorité physique et intellectuelle de la femme*¹.

Il nous semble qu'aucune de ces trois causes, ni toutes les trois réunies, n'expliquent à elles seules la dépression anormale du salaire féminin, que nous attribuons principalement à *l'ensemble des idées courantes et des opinions, concernant le rôle de la femme*.

D'abord, en quoi les femmes ont-elles moins de besoins que les hommes ? Elles en ont autant et probablement même davantage, à cause de la fragilité de leur état physique qui réclame plus de soins.

Mais il est vrai que c'est une croyance répandue qu'elles ont moins de besoins, et répandue parmi les femmes elles-mêmes, et cette notion fausse exerce sur les salaires une action déprimante. La persistance de cette idée est due à ce fait que le plus grand nombre de femmes, ne vivant pas seules, ne sont pas obligées de mesurer leur vie sur ce qu'elles gagnent, à ce fait qu'on ne veut voir dans leur salaire qu'un salaire d'appoint. On sent le vice de cette conception dans le cas fréquent de la veuve qui reste seule pour élever ses enfants et qui est presque toujours incapable, sans les ressources de l'Assistance, de gagner leur vie et la sienne. Ainsi, voilà une cause psychologique d'infériorité du salaire qui se fonde sur le jugement commun que l'homme doit suffire seul aux besoins du ménage.

Et l'infériorité physique et intellectuelle de la femme ? En réalité, cette infériorité est plus présumée que réelle. C'est la croyance en l'incapacité de la femme qui fait le plus souvent que, dans nombre d'industries, on lui réserve les travaux faciles, alors que les difficiles sont confiés aux hommes (les travaux de force mis à part). Il faut noter que ces différences s'atténuent, que de plus en plus les faits protestent contre cette opinion préalable. Il est

¹ Cf. Gomard, *la Femme dans l'industrie*.

des métiers où la femme remplace avantageusement l'homme. Pourquoi son salaire y reste-t-il inférieur ? Pourquoi l'inégalité subsiste-t-elle dans le cas où les femmes et les hommes remplissent la même tâche ?

Stuard Mill expliquait ce fait par la *coutume*, par la coutume fixée selon des jugements anciens et inactuels sur le rôle de la femme qu'on voudrait voir s'occuper uniquement de la direction domestique du ménage.

Maintenant, l'offre surabondante de travail féminin a-t-elle pour résultat de le déprécier sur le marché ? Il faudrait d'abord prouver que cette offre est réellement surabondante.

Sans doute, et pas uniquement en raison de causes économiques le nombre des femmes qui demandent du travail est de plus en plus élevé, mais le nombre des emplois qui leur sont ouverts se multiplie rapidement (postes, télégraphes, téléphones, typographes, dactylographes, carrières libérales), de sorte que le rapport entre les emplois et les demandes reste sensiblement le même qu'autrefois ¹.

Et croit-on que les théories classiques, le système du laisser-faire n'ont pas leur part de responsabilité dans cette dépréciation du salaire féminin ? Sous les inspirations des doctrines classiques, les chefs d'industrie se sont cru le droit de rechercher une main-d'œuvre au plus bas prix possible ; c'est ainsi qu'ils ont pu exploiter le travail de l'enfant, qu'ils ont attiré, demandé le travail féminin, parce que les idées reçues, l'opinion commune le jugeait de moindre qualité que le travail masculin et qu'il était possible, de cette façon, de lui attribuer un salaire inférieur.

Au début, ce n'est pas parce que l'offre du travail féminin était surabondante qu'il a été rémunéré à vil prix, c'est parce que l'opinion ne lui attribuait pas une valeur égale à celui de l'homme. L'opinion a créé la coutume qui demeure encore de nos jours.

Il faut noter cependant que l'action du mouvement féministe contemporain, qui combat l'idée de l'inégalité des sexes, se remarque déjà dans certaines professions dans le sens d'une hausse des salaires. L'opinion peut créer de nouvelles coutumes.

¹ Tarde, *op. cit.*

D'ailleurs, à supposer même que la main-d'œuvre féminine soit réellement surabondante, faudrait-il voir dans la concurrence que les ouvrières se font entre elles une cause vraiment explicative et directe de leurs bas salaires ?

En réalité, les femmes savent par avance le salaire qu'on leur offre, elles savent qu'on le considère généralement comme devant être un superflu aux ressources du ménage ; elles sont moins exigeantes en raison de cette conception sociale de leur salaire et non par suite de la concurrence qui existerait entre elles.

La loi de l'offre et de la demande n'a qu'une action toute secondaire sur le taux des salaires ; malgré la concurrence qui existe entre hommes dans certaines industries, leur salaire ne pourra jamais descendre au-dessous d'un certain niveau.

La limite du salaire est fixée selon une *notion sociale des besoins* sur les exigences préalables des échangistes. Cela, on peut le dire même pour les travailleurs à domicile dont la situation est le plus misérable, et cependant, là, vraiment, les ouvriers et ouvrières se rendent compte de la concurrence qu'ils se font. Ils acceptent de l'ouvrage à un prix déjà dérisoire, parce qu'ils savent bien que, s'ils le refusent, un autre le prendra à un prix inférieur.

Mais est-ce le nombre qui agit directement ici ? N'est-ce pas plutôt les exigences dérisoires de ces travailleurs, exigences, cette fois, non pas irréductibles, mais réductibles à l'excès. Ce qui agit, n'est-ce pas, plutôt, malgré que cela semble paradoxal, leur effroyable misère ?

Il y a ici comme un cercle infernal ; ce sont les salaires infimes qui sont cause de la misère, et c'est la misère même de ces ouvriers qui est cause de ces salaires infimes. C'est la misère elle-même qui crée, qui augmente la misère. C'est cette misère qu'on exploite, qu'on entretient, qu'on développe par les salaires insuffisants. Plus on se restreint, plus il semble qu'on acquiert de force pour se restreindre encore. Le seul souci de plusieurs milliers d'existences problématiques, c'est de durer, de ne pas mourir, quel que soit le degré de dénuement.

Il y a une habitude, un entraînement à la misère, comme il y a une habitude, un entraînement à l'opulence, au luxe.

CHAPITRE III

I. — LES MOYENS DE RELEVER LES SALAIRES

D'avoir montré que les salaires sont influencés plus par des causes psychologiques que par des causes objectives, naturelles, qu'ils sont davantage le résultat de désirs, de besoins, d'opinions variables, selon les temps, cela nous permet de poser avec plus de confiance, sans l'obstacle de raison théorique, le problème de leur relèvement, et d'entrer dans l'étude pratique des moyens d'établir un minimum de salaire.

Au préalable, il faut examiner une objection souvent formulée contre la hausse des salaires :

A. — EXAMEN DE L'OBJECTION PRÉALABLE D'UNE HAUSSE DES PRIX CONSÉCUTIVE A UNE HAUSSE DES SALAIRES

On a prétendu qu'une hausse générale des salaires importe peu parce qu'elle aboutirait à relever le prix de toutes choses et qu'ainsi l'ouvrier se trouverait dans la même situation qu'auparavant.

On a dit que la hausse des salaires constatée au ^{xix}^e siècle était due à l'accroissement de la productivité du travail par le fait des progrès techniques. Oui, sans aucun doute. Nous ajouterons aussi que les ouvriers ont dû de pouvoir prendre leur part de cette productivité accrue, en grande partie, à leur organisation syndicale.

Le taux des salaires peut être d'autant plus élevé dans un pays que les instruments de la production y sont plus perfectionnés ;

mais « on pourrait aussi démontrer que l'élévation des salaires provoque à son tour les perfectionnements du machinisme.

« De l'accroissement de la production, les classes ouvrières tirent un double avantage : une hausse de leur salaire en argent et une diminution du coût de l'existence. Les deux tendances ne sont nullement contradictoires : si les entrepreneurs parviennent, par des améliorations, à multiplier les produits en réduisant le coût de l'unité, il leur est possible d'accorder des augmentations de salaires tout en diminuant le prix de la marchandise, c'est donc à la fois par la hausse du salaire et par l'abaissement du prix de la vie que les travailleurs peuvent avoir leur part du progrès matériel. Et, en fait, c'est bien ainsi que les choses se sont passées. Grâce à une augmentation régulière du salaire depuis trente ans, le bien-être s'est accru dans les classes ouvrières, sans, d'ailleurs, que cet accroissement ait été proportionnel à la production¹. »

En effet, malgré que ce soit un préjugé assez enraciné, surtout chez les ménagères, qui se plaignent constamment « des difficultés croissantes de la vie », la vie n'est pas plus chère qu'autrefois.

Voici, en effet, résumé, l'« index numbers » du statisticien anglais Sauerbek, un des plus souvent cités :

Nombre index moyen des prix de 45 objets principaux.
(la période 1867-1877 = 100.)

1820-1829 . . .	103	1870-1879 . . .	97
1830-1839 . . .	94	1880-1889 . . .	76
1840-1849 . . .	88	1890-1899 . . .	66
1850-1859 . . .	92	1900-1909 . . .	73
1860-1869 . . .	101		

Les denrées considérées sont : blé (2 qualités), farine, orge, avoine, maïs, pommes de terre, riz, bœuf (2 qualités), mouton (2 qualités), porc, lard, beurre, sucre (2 qualités), café, thé, fer

¹ Bourguin, *le Sens de l'évolution et de la politique sociale*, p. 367 et suiv.

(2 qualités), cuivre, étain, plomb, charbon (2 qualités), coton, peaux, cuir, suif, huile (3 qualités), pétrole, carbonate de soude, nitrate de plomb, indigo, bois¹.

Les prix ont un peu haussé depuis dix ans, mais, même pendant ces deux dernières années 1910, 1911 (crise de sécheresse), les prix sont bien plus faibles qu'ils ne l'ont jamais été avant 1883. Si haut qu'on remonte, on n'en trouve de plus modérés que pendant la période agitée de 1848 à 1852, époque à laquelle la découverte des mines d'or de Californie et d'Australie déprécia considérablement la monnaie¹.

Au total, il n'y a guère eu de changement depuis 1860. Les dépenses d'alimentation ont diminué sensiblement depuis trente ans. Le loyer seul a toujours été de plus en plus cher. Il se produit ici des abus manifestes qui ne peuvent se justifier par la seule augmentation du prix de la main-d'œuvre.

On exige partout, aujourd'hui, de la propriété bâtie, un rendement supérieur à l'intérêt qu'elle assurait au cours des trente dernières années. Les propriétaires abusent de ce fait qu'aucune concurrence ne peut exister entre eux, parce que la demande excède l'offre. C'est ainsi que Paris, engorgé, ne compte pas un nombre de logis suffisant à contenir sa population.

La question des loyers, des habitations ouvrières, est à l'ordre du jour. On peut espérer des solutions heureuses qui procureront à l'ouvrier, à cet égard, un minimum de bien-être.

Il n'en reste pas moins que, si on considère des périodes un peu longues, on constate que l'augmentation des salaires s'est produite alors que le coût de la vie diminuait.

Ainsi, il n'est pas prouvé qu'une hausse générale des salaires doive entraîner, par l'augmentation générale des prix de revient, une hausse générale des prix. Il y a souvent, pour le patron, possibilité d'augmenter la part de l'ouvrier, sans diminuer la sienne propre, grâce à la plus grande productivité de son industrie, obtenue par une meilleure organisation.

En admettant même que la hausse des salaires se répercute

¹ Jacques Bertillon, Cherté actuelle et cherté d'autrefois (*Documents du Progrès*, janvier 1912).

exactement sur le prix des marchandises, il ne peut pas arriver que les prix haussent dans la même proportion que les salaires. L'ouvrier y trouvera toujours un avantage. Le salaire, en effet, n'entre pas comme seul élément dans le prix d'un produit. Il y a en outre l'intérêt, le revenu foncier, le profit, qui ont plutôt une tendance à baisser. Si le salaire double, par exemple, le prix ne doublera pas. Supposons que dans le prix d'une marchandise vendue 6 francs, il y ait 3 francs de revenus capitalistes et 3 francs de salaires. Si le salaire est porté à 6 francs, le prix de la marchandise ne passera pas à 12 francs, mais à 9 francs¹.

L'augmentation des salaires profite exclusivement à la classe ouvrière, tandis que l'augmentation du prix des objets se répartit sur la foule innombrable des consommateurs. Pour le consommateur lui-même, cette hausse sera souvent infime. Si une industrie qui produit pour un millier de consommateurs élève de 1 franc le salaire d'un millier d'ouvriers, chaque consommateur paiera en plus un dixième de centime².

Enfin, lorsque l'ouvrier produit des objets qui n'entrent pas dans sa consommation ordinaire, malgré l'enchérissement de ceux-ci, la hausse de son salaire lui restera tout entière.

Ainsi, l'élévation des salaires ne se heurte à aucun obstacle théorique ; de plus, elle peut n'être pas fictive, elle peut procurer *réellement* un gain à l'ouvrier et ne pas entraîner, dans la majorité des cas, une hausse sensible des produits.

Rien ne s'oppose à ce que le salariat devienne un état où le travailleur trouve plus de bien-être et de sécurité. On peut se préoccuper dès lors *soit* de donner à l'ouvrier la certitude, l'assurance que son salaire ne descendra jamais au-dessous d'un certain minimum jugé indispensable à une vie humaine, selon les opinions de notre époque, *soit* de hausser jusqu'à ce minimum le salaire, reconnu manifestement insuffisant, de certaines classes de travailleurs.

Pour atteindre ces buts, les méthodes diffèrent suivant les écoles. On s'en remet soit à l'action patronale ou philanthropique, soit à l'action syndicale, soit à l'action législative.

¹ Bourguin, *op. cit.*

² Forzano, *le Minimum des salaires*, p. 100, 1904.

**B. — LE MINIMUM PAR L'ACTION PATRONALE OU PAR
L'INITIATIVE PRIVÉE**

Des œuvres considérables en faveur des ouvriers ont été créées sur la libre initiative des patrons et des hommes de bonne volonté agissant sous l'inspiration du sentiment religieux ou par esprit de philanthropie ; mais elles sont des exceptions dans la masse des entreprises industrielles.

Dans le déchaînement des concurrences, on ne peut pas compter sur le patronat pour relever le taux des salaires. Un patron ne peut être juste et bienveillant que dans la limite où la concurrence ou sa situation industrielle le lui permettent. Ici, ce sont les plus âpres au gain qui font la loi. Les meilleurs déplorent leur impuissance ; payant des salaires insuffisants, ils reconnaissent qu'ils ne pourront faire autrement que le jour où une règle commune obligerait leurs concurrents en même temps qu'eux.

Il ne faut pas compter non plus sur la charité, elle ne peut que multiplier le mal. Le développement de l'assistance sous toutes ses formes, bons de pains, secours de loyers, distributions de fagots, etc., en procurant les moyens de satisfaire une partie des exigences de la vie, contribue à faire considérer le produit du travail comme un salaire d'appoint et peut avoir de ce fait une répercussion néfaste sur la rétribution générale du travail.

Les œuvres d'initiative privée à encourager sont celles qui tendent à faire l'éducation du consommateur, telles les ligues sociales d'acheteurs qui, en dressant des listes de fournisseurs qui sont humains envers leur personnel, ou par tout autre moyen, font prendre conscience au public trop attiré par l'« article à bon marché », de sa part de responsabilité dans l'avisement des salaires.

Les nombreuses œuvres d'assistance par le travail, créées particulièrement pour les ouvrières à domicile de la confection et de la lingerie, ne fournissent qu'une solution partielle du problème ; leur rôle est davantage d'éduquer l'acheteur et l'ouvrier lui-même ; si elles payent des salaires assez élevés, beaucoup ne

se soutiennent que par le concours de subventions. Et même certaines de ces œuvres d'assistance peuvent avoir une action néfaste. C'est ce que nous signale M^{me} Reuss, présidente de l'œuvre d'assistance par le travail *les Glaneuses*, dans une lettre qu'elle nous adresse aimablement, en réponse à des renseignements demandés. Nous en extrayons ce passage : (*Les Glaneuses* donnent de l'ouvrage de couture à des femmes momentanément sans travail ou à des mères de famille chargées d'enfants :) «... Nous vendons directement aux clients ce que nous fabriquons. Dans le but d'étendre notre champ d'activité, nous avons fait une démarche auprès de quelques grands magasins pour obtenir de l'ouvrage, mais nous n'avons pu accepter les conditions qui nous étaient faites. L'écart était trop grand entre ce que nous estimons la valeur légitime de tel travail et le prix que le magasin nous en offrait.

« Il y aurait eu deux alternatives : 1^o Dire à nos ouvrières : voilà ce qu'on nous offre, c'est à prendre ou à laisser; préférez-vous cet accroissement de travail ou non ?

« Nous sommes sûres que la plupart aurait accepté ; mais, sous prétexte de rendre service à quelques-unes, nous ne nous sommes pas senti le droit de contribuer pour notre part à l'avisement des salaires, contre lequel justement nous voulons lutter. 2^o Nous pouvions, *comme font quelques autres assistances*, faire l'appoint entre le salaire offert et celui que nous jugions juste, mais (sans compter que cette manière d'agir suppose des capitaux arrivant continuellement, puisqu'il y a rupture d'équilibre commercial) nous estimons que, pour quelques ouvriers qui touchent ainsi un salaire plus juste, la situation inique n'en est pas moins perpétuée dans l'ensemble, puisque *accepter les conditions des grands magasins, c'est les engager à maintenir leurs prix...* »

Parmi ces créations d'initiative privée, il en est une qu'il convient de signaler qui, si elle se développe, est de nature à agir efficacement sur la hausse des salaires à domicile, c'est une Société de formation récente, *l'Entraide*, due à l'inspiration de M^{me} Duchêne. Son but est le relèvement des salaires des ouvrières à domicile, la lutte contre le « sweating system ». Elle se propose de fournir aux ouvrières un travail rémunérateur en sup-

primant toutes les exploitations dont elles sont victimes, d'ouvrir des magasins « qui, supprimant et abandonnant tout bénéfice, pourront offrir à l'acheteur, au prix commercial, du linge, des vêtements de travail et d'usage courant, de bonne qualité, solidement cousus et confectionnés avec soin par des ouvrières équitablement rétribuées ».

Les magasins, que les excédents de recettes, l'abandon du bénéfice patronal permettront de créer, le seront dans les quartiers ouvriers « parce que c'est là surtout que s'exerce une autre forme d'exploitation : celle de l'acheteur par le petit détaillant qui vend à des prix fortement majorés une marchandise de qualité inférieure¹ ».

L'Entraide n'est pas une œuvre de charité ; elle vise à se suffire à elle-même ; c'est une œuvre sociale ayant plutôt la forme d'une entreprise commerciale, si l'on peut donner ce nom à une entreprise dont toute idée mercantile est bannie.

L'entreprise a réussi. Un magasin est ouvert depuis 1908, 112, avenue Emile-Zola, à Grenelle, avec un rayon de lingerie, de confection, de couture, de costumes.

Tandis que chez les fabricants les ouvrières non qualifiées ne gagnent que 0 fr. 10 (heure), elles gagnent à *l'Entraide* 0 fr. 30, 0 fr. 35. Les ouvrières qualifiées peuvent gagner 0 fr. 40, 0 fr. 50. Tandis que chez les fabricants les ouvrières qui font les cache-corsets ne gagnent que 1 fr. 50, elles peuvent gagner 4 fr. 50 à *l'Entraide*².

On peut voir là au moins une preuve que des salaires raisonnables peuvent être payés.

Ce sont des œuvres à encourager plus pour leur effet moral que pour leur réelle efficacité.

L'Entraide, qui arrive à donner les articles courants et ordinaires au même prix que les grands magasins tout en payant convenablement ses ouvrières, s'avoue impuissante à lutter contre le goût de la clientèle pour l'article réclame, l'article camelote au bon marché invraisemblable, au luxe de bas aloi,

¹ « *L'Entraide* », notice et statuts.

² Compain, *L'action sociale des femmes* (*Grande Revue*, février 1912).

que mettent en vente les grands magasins et qui ne peut être obtenu qu'au prix du « sweating system ».

L'initiative patronale se heurte, d'autre part, à la méfiance ouvrière. Il faut beaucoup d'optimisme pour croire que le minimum des salaires sera réalisé par l'action patronale ou celle des philanthropes.

C. — LE MINIMUM FIXÉ PAR LES POUVOIRS PUBLICS

Faut-il alors faire appel à l'Etat pour établir le minimum des salaires, comme on s'adressait à lui au Moyen âge pour fixer le juste salaire ?

Il faut noter d'abord la différence qu'il y a entre la fixation par l'autorité du taux des salaires et la fixation d'un minimum des salaires.

On a souvent confondu ces deux mesures en leur opposant les mêmes objections. On a pensé ruiner l'idée du minimum légal en montrant la difficulté pour l'autorité de fixer le taux des salaires.

Il est vrai qu'en *pratique*, si on établit un minimum de salaire, il peut arriver que ce minimum représente pour un grand nombre d'ouvriers le salaire réel ; que, s'ils ne peuvent recevoir moins que ce minimum, ils ne pourront pas non plus, en fait, recevoir davantage. La loi, en fixant un minimum, aura en réalité fixé le taux de leur salaire, mais ce sera un effet des circonstances ; rien n'indique qu'à un moment donné ce minimum ne sera pas dépassé.

Autre chose est la fixation du taux des salaires par l'Etat. Ici le taux décrété sera à la fois un minimum et un maximum ; ce sera le *taux réel, concret* que *devra* recevoir l'ouvrier jusqu'à ce que l'autorité intervienne à nouveau, si les circonstances le demandent, pour le modifier. En admettant même que l'ouvrier puisse recevoir plus que le taux des salaires fixé, ce taux de salaire ne contient pas l'idée d'un minimum et, en théorie du moins, il est conçu comme supérieur au minimum légal.

Dans l'hypothèse d'un minimum de salaire établi, on aban-

donne à la concurrence les variations qui peuvent se produire au-dessus de ce minimum.

Nous admettons volontiers, avec les économistes classiques, que la réglementation n'aurait jamais la souplesse nécessaire pour se plier à ces variations.

La production est trop mobile, trop variable, trop souvent transformée par le machinisme, par les découvertes, par les applications de la capitalisation, pour qu'il soit possible de tenir compte dans des taxes administratives des circonstances diverses si fréquemment changeantes et des aptitudes individuelles¹.

Il ne peut être question d'établir un taux de salaire uniforme ; la formule « à chacun part égale » ne paraît pas devoir se réaliser avant longtemps ; elle nécessiterait un bouleversement de l'organisation économique actuelle et on peut rester très sceptique sur les avantages que certains lui attribuent. « Si un taux fixe devenu légal servait de base aux offres des patrons, les bons ouvriers y perdraient ; d'autre part, les patrons hésiteraient à embaucher de trop jeunes ouvriers ou à garder des ouvriers vieilliss qui ne sont pas encore ou ne sont plus capables de gagner le salaire intégral². » Il se produirait une élimination dans le genre de celle qu'a motivée la loi de 1892 (travail des femmes et des enfants) ; c'est aussi en prévision de ces conséquences que le décret de 1899 a permis des dérogations au taux fixé. « Lorsque l'entrepreneur aura à employer des ouvriers que leurs aptitudes physiques mettent dans une condition d'infériorité notoire sur les ouvriers de la même catégorie, il pourra leur appliquer exceptionnellement un salaire inférieur au salaire normal. » Le décret fait l'administration juge du nombre de ces ouvriers et du taux de leurs salaires.

Beaucoup de Syndicats ouvriers tendent à l'égalité des salaires ; quelques-uns l'ont obtenue, en apparence du moins, des patrons ; les ouvriers les plus capables en pâtissent. Quant aux moins capables, il n'est pas rare que, pour se faire embaucher, ils acceptent secrètement une paye inférieure à celle qui est portée sur le bon de paye.

¹ Leroy-Beaulieu, *Traité*, t. II, p. 476 et suiv.

² Levasseur, *Questions ouvrières et industrielles en France*.

En outre, on peut craindre qu'une taxation uniforme ait pour résultat de déprimer l'ardeur au travail, de diminuer la productivité, la demande d'ouvrage et, par suite, la rémunération elle-même.

Et si on abandonne la formule : « à chacun part égale » pour celle : « à travail égal, salaire égal », peut-on espérer la voir mise en œuvre par l'autorité publique ? D'abord, où trouver la mesure du travail, s'il s'agit de professions différentes ? Comment montrer que telle quantité de travail d'un terrassier est égale à telle quantité de travail fournie par un mécanicien ? Et, en admettant qu'il soit possible de trouver une mesure commune qui permette de dire que tel travail est égal à tel autre et doit, par suite, recevoir la même rémunération, peut-on, sans bouleverser le mode économique actuel, appliquer cette formule, et plus, peut-on s'adresser à l'Etat ?

Si le travail est un élément constitutif du taux du salaire, il n'est pas le seul. Le salaire varie selon l'offre et la demande, lesquelles sont loin d'être constantes dans une même profession, il varie suivant la productivité de l'industrie, suivant les lieux et le coût de la vie. Si on s'adresse à l'autorité publique pour régler le taux des salaires, il faudra de toute nécessité qu'elle tienne compte de cette instabilité du salaire, qu'elle fixe *des* taux de salaires et non pas un taux unique.

Ce serait là une entreprise énorme ; il faudrait dresser des listes volumineuses et multiples. Selon M. Leroy-Beaulieu, en effet, il existe peut-être plus de 10.000 espèces d'activités humaines. Il faudrait encore les multiplier par toutes les diversités de lieux en ce qui concerne les exigences de la vie, et de force et de capacité, en ce qui touche les divers individus ; ce serait une nomenclature de plus de 100.000 chiffres de salaires à dresser par voie d'autorité¹.

Sans dire avec M. Leroy-Beaulieu que l'Etat ne peut pas être impartial, nous pensons qu'il est dans de mauvaises conditions pour tarifier les salaires, parce que trop lentement, trop incomplètement informé. Il y aurait, sans doute, de nombreuses

¹ Leroy-Beaulieu, *op. cit.*

erreurs dont les conséquences seraient graves : des taxes trop fortes pourraient faire abandonner par les patrons certaines industries et il s'ensuivrait des chômages. Il faudrait à l'Administration beaucoup de temps pour étudier les bases de sa tarification et, après son enquête, les conditions du travail pourraient avoir changé.

La fixation des salaires par voie d'autorité est trop grosse de difficultés pratiques, trop pleine d'imprévu dans ses conséquences, pour qu'on puisse la considérer autrement que comme une entreprise chimérique.

La fixation des salaires ne peut s'opérer avec quelque chance de permanence et de succès que par une entente directe entre les intéressés, par des comités mixtes, composés de délégués patronaux et ouvriers, par voie de contrat collectif. Nous trouvons des exemples de plus en plus nombreux de contrats collectifs réglant avec une précision et une minutie extrêmes les salaires se rapportant soit au temps soit à la tâche, de natures très diverses et très complexes¹.

Toutes les raisons invoquées contre la fixation des salaires ne valent pas, dans la même mesure, contre la fixation d'un minimum de salaires, et M. Leroy-Beaulieu reconnaît que c'est une entreprise plus modeste, celle qui consisterait à substituer à toute cette échelle aux innombrables échelons, un minimum de salaire, lequel reposerait sur les deux idées de juste salaire et du minimum d'existence.

Mais tout en l'approuvant, au point de vue moral, parce que c'est un devoir qui incombe à l'employeur de ne pas profiter de certaines circonstances pour faire travailler des ouvriers à des prix dérisoires, et même au point de vue économique, parce qu'il est reconnu que, très souvent, les *hauts salaires sont plus productifs*, tout en proclamant que l'économie politique ne justifie nullement certaines plaies et qu'elle a seulement, en les constatant, la conscience de toute la difficulté de leur guérison, il n'admet pas que cette formule de juste salaire confère aux Pou-

¹ *Mouvement social*, novembre 1910. Le contrat collectif du travail jugé d'après l'expérience. OEuvre des Trades-unions anglaises (mines et tissage).

voirs publics le droit d'intervenir pour fixer un minimum de rémunération correspondant à ce que l'on appelle depuis Stuart Mill « le minimum d'existence ¹ ».

S'il repousse la fixation d'un minimum de salaires par l'Etat, ce n'est plus principalement en raison de l'incompétence des Pouvoirs publics. Il oppose d'autres objections, que nous aurons à examiner par la suite, tirées de l'impossibilité qu'il y a à préciser ce minimum d'existence et des conséquences de la loi à l'égard des ouvriers incapables.

1° Lois et projets de lois.

Cette intervention directe de l'autorité dans le domaine des salaires ne se présente avec un caractère de généralité qu'en *Australie*.

En dehors de l'organisation des Conseils de salaires, qui fonctionnent dans certaines industries, la plupart des lois australiennes fixent un minimum de salaire *général*, au-dessous duquel aucun ouvrier, dans n'importe quelle industrie, ne peut être occupé.

Victoria : Act des 6 octobre et 12 décembre 1905, art. 48 : « *b*) Les personnes employées dans les fabriques ou ateliers, ou occupées à la préparation ou à la fabrication d'articles pour la vente, devront recevoir un salaire hebdomadaire de 2 shellings 6 pences au moins ². »

Australie du Sud : Act du 21 décembre 1907, stipulant un salaire hebdomadaire de 4 shellings. — (Pénalité, 10 livres d'amende ³.)

Queensland : Lois de 1900 à 1908, art. 45 fixant un salaire hebdomadaire de 5 shellings au-dessous de vingt et un ans, de 15 shellings au-dessus de vingt et un ans ⁴.

Nouvelle-Zélande : Act de 1908, l'article 32 établit une progression allant de 5 shellings à 20 shellings, comme salaire hebdomadaire, suivant la durée d'occupation ⁵.

¹ Leroy-Beaulieu, *op. cit.*

² Cf. *Annuaire de la législation du travail*, p. 231, 1905.

³ *Bulletin Officiel international du travail*, p. 271, 1909.

⁴ *Ibidem*.

⁵ *Ibidem*, p. 40, 1909.

La plupart de ces mesures ont été adoptées pour faire cesser les exploitations dont étaient victimes les femmes.

En France, quelques projets de lois ont conçu cette fixation administrative d'un minimum de salaire.

La première proposition en ce sens fut déposée par *M. Pierre Richard*, le 10 février 1892; elle demande la fixation par les Conseils généraux, selon les nécessités de l'existence, d'un minimum de salaire obligatoire pour une période de cinq années, pour les ouvriers et employés par corps de métiers et par départements.

L'exposé des motifs fait ressortir qu'on ne doit pas reculer devant l'énormité du travail, qui sera bien peu de choses en comparaison de l'élaboration du tarif général des douanes.

Les Syndicats professionnels sont seulement appelés à transmettre leurs vœux aux Conseils généraux¹.

De même un *projet Coutant* (11 juin 1907). L'exposé des motifs constate que, puisque les Conseils généraux établissent chaque année, sous le contrôle de l'Etat, la cote personnelle et les prestations qui varient de départements à départements, ils peuvent intervenir également pour fixer un minimum d'existence, d'accord avec les Conseils d'arrondissement.

L'article premier interdit à tout employeur (Etat, Départements, Communes, Compagnies de mines, de chemins de fer, de transports et de toute entreprise industrielle, commerciale ou agricole) de payer à ses ouvriers des deux sexes un salaire inférieur au minimum d'existence établi conformément à l'article 2.

Art. 2. — Tous les ans, les Conseils généraux, d'accord avec les Conseils d'arrondissement, après avis des Conseils municipaux, établiront dans leurs sessions, et pour l'année qui suivra, un minimum d'existence pour les travailleurs, femmes et enfants, travaillant dans une des professions stipulées à l'article premier. Le minimum établi pour chaque catégorie de travailleurs sera soumis à l'approbation préfectorale².

¹ *Journal Officiel*, Débats Chambre, 17 février 1892.

² *Documents parlementaires*, n° 1043, p. 848, 11 juin 1907; proposition déposée à nouveau le 5 juillet 1910 (*Documents parlementaires*, n° 261, p. 608).

Les projets déposés par la suite font intervenir, d'une façon plus active, l'élément intéressé, ouvriers et patrons. C'est une autre conception d'établir le minimum des salaires, mieux en accord avec l'actuelle organisation économique.

2° Minimum légal de salaires dans les travaux publics.

Dans le domaine pratique, en France, par les décrets de 1899, dans la plupart des pays d'Europe (Angleterre, Belgique, Hollande, Suisse, Espagne), dans l'Etat du Canada, en Australie et dans un certain nombre des Etats de l'Union américaine, l'intervention directe de l'autorité ne s'est manifestée qu'à l'égard des travaux publics ou de fournitures, nationaux ou communaux, pour imposer un taux minimum à ses adjudicataires dans un cahier des charges¹.

Ici, la Commune ou l'Etat est partie au contrat, on ne peut invoquer qu'il y a de leur part abus de pouvoir; s'ils recourent à l'adjudication pour faire exécuter leurs travaux, ils peuvent évidemment imposer aux adjudicataires les conditions qu'ils auraient fixées s'ils les avaient fait exécuter en régie.

Nous n'étudierons pas en détail cette forme d'intervention, car, à vrai dire, ce que se propose l'autorité municipale ou l'Etat en imposant ses conditions aux adjudicataires, ce n'est pas d'établir un minimum de salaire qui serait basé sur les idées de minimum d'existence et de juste salaire, mais de leur imposer la constatation préalable et impartiale des prix courants, de sorte que le salaire constaté forme cran d'arrêt et obstacle à la spéculation sur la main-d'œuvre.

Il ne s'agit, pour l'administration, que de constater le salaire courant, et non de le fixer. Le salaire édicté n'est que l'enregistrement de salaires de coutume. Or il se peut que ce salaire courant ne soit pas un salaire de justice. Le procédé d'intervention ne permet pas d'atteindre le minimum vital si le taux couramment appliqué dans la région lui est inférieur. Ce minimum, ainsi fixé administrativement, n'est pas le minimum qui serait fondé sur l'idée que le nécessaire à la vie *doit* être garanti

¹ Pic, *Traité de législation industrielle*, p. 739 et suiv.

à l'ouvrier, et qu'avait en vue un projet de loi déposé par *M. Vaillant*, en 1906, pour les ouvriers de l'Etat. Ce projet demande que « pour tous les travaux et métiers où existe une organisation et un tarif syndical, le salaire sera établi suivant ce tarif syndical. Où il n'existe pas encore, un salaire équivalent ou tout au moins minimum sera provisoirement établi, par délibération et entente entre les délégués de la Confédération générale du travail et l'Etat.

« En tout cas, le salaire minimum journalier de tout ouvrier ou ouvrière, de tout employé ou employée de l'Etat, ne pourra être inférieur à 5 francs, c'est-à-dire qu'ils ne pourront recevoir un salaire moindre de 5 francs par jour et 35 francs par semaine.

« Quand, au lieu d'être exécutés en régie, les travaux et commandes de l'Etat le seront par des entrepreneurs ou fabricants, les conditions du travail de la présente loi feront partie intégrante du contrat¹. »

On peut bien admettre que l'Etat fixe le minimum des salaires de sa propre initiative, pour tous les travaux qu'il fait exécuter et pour tous ses ouvriers et employés, ainsi que le prévoit une proposition de loi, déposée par *M. Aubriot* le 30 novembre 1911², ayant pour but de donner un minimum de salaire au personnel secondaire et aux ouvriers et ouvrières des Administrations de l'Etat. Mais la fixation directe, par une loi, du minimum dans l'industrie privée n'est plus guère défendue aujourd'hui.

Devant le développement des organisations professionnelles, on estime plus généralement qu'on doit faire appel aux parties contractantes pour fixer ce minimum des salaires.

D. — L'ACTION SYNDICALE

1^o Les contrats collectifs.

Nous avons déjà noté l'action des Syndicats sur la hausse des salaires, par la solidarité qu'ils établissent entre les intéressés, par la résistance collective qu'ils opposent à la pression de la

¹ *Documents parlementaires*, n° 375, p. 58, 1906.

² *Ibidem*, n° 1396, 1911.

concurrence, par la volonté d'atteindre ou de maintenir un certain niveau de vie.

Le minimum des salaires est une des revendications le plus souvent formulées par les Syndicats et les Congrès corporatifs.

Le Syndicat peut être considéré comme un organe susceptible de réaliser le minimum contractuel par la pratique du contrat collectif.

Les conventions collectives de travail se multiplient; il semble qu'elles tendent à devenir le régime normal et ordinaire du travail. Elles sont conclues, soit en dehors de tout conflit, soit le plus souvent sous la menace ou à la suite d'une grève entre les Unions ouvrières ou des groupements occasionnels (assemblées de grévistes non syndiqués) et les patrons ou Unions patronales.

En Angleterre, la grande industrie vit presque tout entière sous le régime des conventions collectives. En Allemagne, elles sont fréquemment adoptées, surtout dans la moyenne et la petite industrie. A l'heure actuelle on y compte plus de 4.000 traités de tarifs. En France, où la pratique et la discipline syndicale font trop souvent défaut, elles sont moins développées; elles prennent cependant une rapide extension.

La plupart contiennent des stipulations concernant le salaire. C'est ainsi que, sur 252 conventions collectives signées en 1910 et signalées à l'Office du travail (conclues 144 après grèves, 108 sans grève), 230 contiennent la stipulation d'un salaire minimum, donc 91,3 pour 100¹.

Mais lorsqu'elles fixent les salaires, le plus souvent il ne s'agit pas, à proprement parler, d'un minimum de salaire. Si elles déclarent que l'ouvrier devra recevoir tel salaire minimum, il ne faut pas se laisser tromper par le mot, il s'agit ordinairement du taux réel, l'ouvrier ne recevra ni plus, ni moins. La convention collective a pour effet ici de fixer pour un temps plus ou moins long cet élément mobile : le salaire. Ce qui est fixé, c'est le taux des salaires; ce n'est pas un minimum considéré comme cran d'arrêt, c'est à la fois un minimum et un maximum pour le temps que durera la convention.

¹ Cf. *Bulletin de l'Office du travail*, p. 476, mai 1911.

Le salaire ainsi reçu en vertu d'un contrat collectif n'est pas nécessairement un salaire juste, raisonnable, un minimum qui puisse être considéré comme suffisant pour une vie décente.

Beaucoup de ces conventions doivent être envisagées plutôt comme des trêves que comme de véritables traités de paix. Conclues dans le trouble des intérêts, dans l'impatience du patron, sous la pression de la misère, leur exécution se ressent des dispositions d'esprit de leurs auteurs. Il y a souvent, malgré les apparences, un vainqueur et un vaincu. Pendant un temps c'est le calme, puis, dès que l'un des adversaires se croit le plus fort, favorisé par les circonstances, il renie stipulations et contrats.

La convention collective n'est pas toujours le moyen de réaliser toute la justice possible dans le salaire; elle n'est pas toujours un accord librement consenti et débattu. Il importerait peut-être, pour lui donner une force morale et lui assurer une certaine durée, qu'elle soit conclue ou modifiée selon les besoins de l'industrie, sous le contrôle d'un tiers impartial entre employeurs et employés, sous l'intervention de l'autorité qui serait chargée d'en garantir l'exécution.

2° Le minimum chez les mineurs.

Quelques-unes de ces conventions collectives comportent une échelle mobile des salaires.

C'est le système qui fut largement pratiquée en Angleterre de 1884 à 1898, surtout dans l'industrie minière.

Les Compagnies minières et les Unions ouvrières s'entendaient sur une échelle de proportions permettant de diminuer ou d'augmenter d'un tant pour cent, à chaque fluctuation importante des cours, un salaire type déterminé d'un commun accord et correspondant au prix moyen de la vente de la tonne de houille. Ce système a un gros inconvénient : si le prix de la houille tombe très bas, les ouvriers peuvent recevoir des salaires dérisoires et insuffisants pour vivre. Une crise étant survenue en 1893, les mineurs du centre de l'Angleterre, groupés en Fédération nationale, se trouvant atteints par de fortes réductions de salaires,

firent grève, pour obtenir l'insertion dans le contrat de travail d'une clause d'après laquelle la baisse du salaire s'arrêterait à une limite inférieure représentant le salaire vital (*living wage*); ils abandonnaient ainsi le salaire type et réclamaient un *salaire minimum* fixé d'un commun accord pour une période déterminée par une commission mixte. Leur théorie triomphait dans la convention signée le 19 juillet 1894. Le taux des salaires pour les mineurs adhérents à la Fédération fut, depuis lors, fixé, ce contrat ayant été renouvelé par la suite, par un Comité mixte, d'après le plus ou moins de prospérité de l'industrie houillère (et non plus seulement d'après le prix de vente du charbon), mais sans pouvoir sortir de deux limites inférieures et supérieures également déterminées¹.

Cependant tous les mineurs n'ont pas adhéré à la Fédération, et un certain nombre restaient en dehors du régime des Commissions mixtes.

La question du minimum fut discutée devant les Congrès internationaux de la corporation, au Congrès international de Berlin en 1894, à celui d'Aix-la-Chapelle en 1896, de Londres en 1901, de Bruxelles en 1903².

S'il y avait accord sur le principe du minimum, on constata une divergence sur les moyens de l'obtenir.

Les délégués du continent étaient favorables, pour la plupart, à l'idée de rendre le minimum obligatoire par une loi.

La majorité des délégués anglais, au contraire, repoussait cette intervention de l'autorité, ne voulant compter que sur l'initiative ouvrière.

La Corporation française des mineurs est, dans son ensemble, favorable au minimum de salaires établi par la loi. Les Congrès nationaux, notamment celui de mai 1903, ont, à plusieurs reprises, voté des motions invitant les députés socialistes à intervenir auprès des Pouvoirs publics pour qu'ils établissent eux-mêmes le minimum de salaires par région.

¹ G. Bry, *Histoire industrielle et économique de l'Angleterre*, p. 592.

² Circulaire du Musée social, série A, n^{os} 3, 6, 16 (*Revue socialiste*, n^o 114).

C'est dans ce sens que *M. Basly*, une première fois en 1901¹, une seconde en 1906², une troisième le 21 juin 1910³, a déposé une proposition de loi demandant l'établissement d'un salaire minimum pour tous les ouvriers employés dans les mines et minières.

L'exposé des motifs dit : « Les prix de tâche ne sont pas établis suivant un tarif fixe, ils sont faits par les ingénieurs et chefs porions qui, suivant leur caractère et leur préférence, favorisent leurs créatures au détriment d'ouvriers qui font preuve d'indépendance. Il n'est pas rare de voir dans une fosse des salaires variant de 4 à 8 francs selon que le travailleur est plus ou moins bien avec un de ses chefs. Dans des tailles voisines, des ouvriers donnant le même effort musculaire, le même rendement, constatent dans les prix des bennes de charbon des différences si criardes que la malveillance apparaît nettement. Le remède est d'établir un minimum de salaires... »

Ce salaire minimum serait fixé dans chaque arrondissement minéralogique par des commissions mixtes composées pour un tiers de délégués des exploitants et pour les deux autres tiers de représentants désignés en Assemblée générale dans le sein des Syndicats ouvriers.

Malgré le peu de sympathie professé par le trade-unionisme anglais à l'égard de l'intervention légale, c'est cependant en Angleterre que cette intervention vient de se manifester sur la question du minimum de salaires, dans la formidable grève des mineurs de mars 1912.

Le 1^{er} mars 1912, un million de mineurs se mettaient en grève avec une admirable discipline et tous les bassins houillers du Royaume-Uni étaient désertés.

Cette solidarité dans la grève est d'autant plus remarquable qu'elle a réuni non seulement tous les adhérents à la Fédération nationale, mais encore toutes les Unions qui n'en faisaient pas partie, et aussi tous les mineurs non syndiqués et, parmi ces

¹ *Journal Officiel*, Débats Chambre, 23 octobre 1901.

² *Documents parlementaires*, n° 29, p. 485.

³ *Ibidem*, n° 149 (*Journal Officiel*, p. 503).

grévistes, il s'en trouvait un grand nombre qui n'avaient ni griefs ni intérêts propres à faire valoir, qui se jugeaient satisfaits de leur sort et de leur salaire.

Ce fut réellement une grève de *principe*.

L'agitation qui se manifestait depuis quelques années dans les centres miniers était due à des causes assez diverses. Il y eut des causes d'ordre général, qui ne suffirent pas, à elles seules, à expliquer le déchaînement de la grève.

D'abord le *renchérissement* de la vie. Il résulte d'une enquête faite par le Board of Trad qu'en 1910 et 1911 le prix des principaux objets de consommation (pain, viande, etc) était, à Londres, supérieur de 9 pour 100 à ce qu'il était en 1900.

Dans les districts ruraux et dans les districts miniers, ce renchérissement de la vie a suivi, à peu de chose près, une marche parallèle.

D'autre part, pendant la même période 1910-1911, se produit une baisse sur le prix du charbon. Alors qu'en 1900 le prix moyen de la tonne de charbon prise à la sortie du puits était de 10 shellings 10, il tombait en 1905, à 6 shellings 11, remontait en 1907 à 9 shellings, puis retombait encore.

Ces deux causes combinées devaient amener une assez sérieuse diminution des salaires, le prix de vente du charbon réglant en effet le taux de ceux-ci comme il réglait, en partie, le salaire minimum établi dans certaines mines.

Outre cela, les mineurs formulaient des griefs d'un ordre différent.

Un des plus sérieux était que leur salaire, basé sur la quantité de charbon extraite, pouvait baisser à un taux dérisoire, lorsqu'ils travaillaient dans les endroits les plus difficiles des mines où, par suite de la disposition des couches géologiques, l'irruption de l'eau et les éboulements sont plus fréquents, lorsqu'ils tombaient dans des places anormales où ils devaient retirer des tonnes de roche et de terre avant de trouver le charbon, ou encore sur des emplacements de charbon dur comme de l'acier.

S'il faut en croire certaines déclarations de mineurs de Cannock dans le pays de Galles, faites au cours de cette grève, les ouvriers placés dans ces conditions de travail défavorables arri-

vaient à peine à gagner 3 fr. 75 par jour, alors que dans certaines mines à filons épais et tendres, celles de Hamstead, par exemple, les mineurs gagnent une moyenne de 11 fr. 25 par journée de 8 heures¹.

Il est vrai de dire que, le plus souvent, les directeurs de mines avaient pour habitude de tenir compte de ces difficultés aux travailleurs et de leur remettre une allocation spéciale, de sorte que leurs salaires arrivent à égaler ceux de leurs camarades qui, placés dans de meilleures conditions, pouvaient extraire une quantité supérieure de charbon.

Mais les ouvriers protestaient contre cette façon d'agir qui ne leur offrait pas de garantie fixe et réclamaient l'établissement dans chaque mine d'un salaire minimum journalier, individuel, quelles que fussent les galeries, sans tenir compte de la quantité de combustible ramenée à la surface.

Depuis longtemps et annuellement, le Congrès des trade-unions formulait le vœu du salaire minimum pour tous les ouvriers en général.

C'est en automne 1909, sur la proposition des délégués du Yorskire, que la Fédération générale des mineurs la comprend pour la première fois dans son programme.

La question est encore discutée assez sérieusement en 1910 au Congrès d'Edimbourg. Mais ce n'était encore là qu'un vœu pour ainsi dire théorique.

Sous l'influence des causes précédemment citées, sous l'action de grèves locales de plus en plus fréquentes, il entre dans le domaine des revendications pratiques.

La Conférence de la Fédération générale se réunit à Londres en janvier 1911, alors que persistait, depuis le 31 octobre 1911, la grève des 12.000 mineurs gallois du groupe des mines Cambrian, sans qu'aucun moyen de conciliation ait pu aboutir.

Sur la proposition des délégués Gallois soutenus par ceux du Northumberland, elle vote une résolution invitant les Unions de chaque district à entrer en négociation avec les patrons pour

¹ *Le Matin*, 4 mars. Enquête sur la grève des mineurs.

faire aboutir dans les trois mois la question du salaire minimum individuel¹.

Et depuis lors ce fut sur cette question de l'établissement d'un salaire minimum pour tout ouvrier travaillant dans les mines de Grande-Bretagne, indépendamment de la région où il travaille ou des difficultés d'extraction, que s'est développée l'agitation qui a abouti à la grève générale.

La solution de cette grève, qui a duré plus d'un mois, devait se compliquer de ce fait que les mineurs entendaient imposer aux patrons non seulement la reconnaissance du principe du minimum des salaires, mais encore l'échelle des salaires minima élaborée par la Fédération, ces salaires variant avec chaque district minier suivant les conditions d'existence locale. C'est ainsi que les mineurs du Somersetshire ne demandaient que 6 fr. 15 par jour, tandis que ceux du Yorkshire n'exigeaient pas moins de 9 fr. 35.

La majorité des propriétaires de mines (70 pour 100) avaient assez vite déclaré accepter le principe d'un minimum de salaires ; les autres, notamment ceux d'Ecosse et du sud du pays de Galles s'y opposaient, mettant en avant qu'ils étaient liés par des contrats antérieurs et que leur industrie s'exerçant sur de nouvelles bases pouvait être acculée à un désastre en raison de la concurrence qu'elle devait livrer sur les marchés étrangers, alors que leurs collègues ne servaient guère que le marché anglais.

Ils déclaraient qu'ils ne s'inclineraient que devant la loi et, de fait, le Gouvernement, en désespoir de cause, crut devoir briser la résistance de cette minorité en lui imposant la reconnaissance du principe du minimum ; ce fut en quelque sorte une loi de salut public.

Elle ne vise que la grève actuelle, elle n'est pas applicable aux grèves futures. C'est une loi de fortune, elle crée une situation nouvelle dans la grande industrie. Sauf, nous le verrons, pour quelques industries malsaines ou dangereuses, ou dans les quelles les patrons abusaient manifestement du manque d'organisation de la classe ouvrière, le Gouvernement anglais n'inter-

¹ *Le Progrès*, Lettre sur la politique étrangère : la Grève anglaise.

venait jamais dans les disputes entre ouvriers et patrons; lorsque des grèves éclataient, son intervention n'était qu'officieuse.

C'est la première fois qu'une loi est promulguée avec pour but de mettre fin à un conflit et pour régler les rapports entre les parties.

Elle établit le principe du salaire minimum auquel auront droit tous les ouvriers mineurs travaillant sous terre et qui auront fourni une journée de travail suffisante, même si, pour une raison ou pour une autre, ne résultant pas de leur faute, ils n'ont pas réussi à produire un résultat, qui autrefois leur aurait acquis ce minimum de salaire.

Elle prévoit la création de Comités locaux, composés de mineurs et de patrons, dans les diverses régions minières. Ces Comités décideront, sous la présidence d'une personnalité neutre désignée par le Gouvernement et dont la décision tranchera le conflit en cas de désaccord, du chiffre du salaire minimum pour chaque district. Il y aura ainsi possibilité de taux variables suivant les régions. De plus, ces Comités jugeront des mesures à prendre pour sauvegarder les intérêts des patrons contre les ouvriers qui, se fiant sur un minimum de salaire à toucher, ne travailleraient pas consciencieusement.

La loi ne prévoit aucune sanction, elle n'impose pas l'arbitrage obligatoire, elle ne stipule d'autre obligation que celle pour les patrons de payer une certaine somme à l'ouvrier qui aura travaillé.

Cette loi se heurta à la résistance des ouvriers qui n'étaient disposés à accepter l'intervention légale que si elle imposait aux patrons leur échelle de salaire.

Le Gouvernement se refusa énergiquement à introduire un chiffre quelconque dans la loi.

Il repoussa la fixation législative des salaires minimum de régions autant que la fixation d'un salaire minimum général dont la proposition lui avait été présentée dans un amendement des députés travaillistes, sur la base de 5 shellings pour les adultes et 2 shellings pour les jeunes gens.

Cette prétention de la Fédéralion de fixer elle-même, de sa propre initiative, sans discussion, des taux de salaires minima, devait effrayer à juste titre les patrons et le Gouvernement. La

reconnaître, c'était s'engager dans une voie pleine de périls. Pas plus au point de vue théorique qu'au point de vue pratique, cette échelle de salaires ne pouvait être légalisée, malgré l'affirmation des ouvriers qu'elle était établie avec la plus grande modération et la plus loyale considération pour les intérêts de l'industrie. C'était bouleverser les rapports entre patrons et ouvriers; l'hostilité patronale et gouvernementale était fondée sur une raison de principe.

Les délégués se sont rendu compte qu'ils ne pouvaient prolonger la lutte sur ce terrain et ils ont dû retirer leur demande pour recommander le retour au travail, qui s'est effectué en suite d'un référendum favorable des mineurs, en attendant le règlement des taux de salaires minima pour les diverses catégories d'ouvriers, par les Commissions de district à nommer aux termes de la loi¹.

En définitive, les mineurs ont eu gain de cause sur le point principal. En effet, le vote qui avait décidé de la grève portait : « Etes-vous en faveur de cesser le travail pour établir le principe d'un salaire minimum individuel pour chaque homme ou adolescent travaillant sous terre dans chaque région de la Grande-Bretagne. » Or, le premier article de la loi nouvelle dit : « Il sera une condition implicite de chaque contrat pour l'emploi d'un ouvrier sous terre dans une mine de charbon, que l'employeur paiera à cet ouvrier un salaire qui ne sera pas inférieur au taux minimum fixé suivant cette loi et applicable à cet ouvrier². »

La nouvelle loi anglaise, l'Australie mise à part, est une exception unique dans la grande industrie. Elle est apparue comme une nécessité, sans avoir été voulue, ni par les ouvriers, ni par le Gouvernement.

L'exemple sera-t-il suivi par d'autres industries, telles que la

¹ Le président de la Commission régionale chargée de déterminer le taux du salaire minimum pour le bassin houiller de Durham a fait connaître la décision prise :

Pour les travailleurs du sous-sol le salaire varie selon l'emplacement entre 6 fr. 25 et 7 fr. 25 par jour. Pour les journaliers, il varie entre 5 fr. 90 et 6 fr. 10. Les apprentis au-dessous de 16 ans gagneront 2 fr. 50 par jour; de 16 à 18 ans, 3 fr. 40; de 18 à 19 ans, 5 francs; de 19 à 20 ans, 5 fr. 40 et au-dessus de 20 ans, 5 fr. 80. (*Le Progrès de Lyon*, 18 mai.)

² *Le Progrès*, 2 avril, La Grève minière anglaise.

métallurgie, les chemins de fer, les textiles ? En tout cas, le Gouvernement anglais paraît peu disposé à renouveler l'expérience. La crainte ici est qu'il soit entraîné du terrain du principe sur le terrain du fait et qu'il en arrive, pour résoudre plus rapidement les conflits, à fixer un chiffre dans la loi.

Si elle reste dans les limites de la récente loi anglaise, il ne nous semble pas que l'intervention de l'autorité puisse être considérée comme abusive et qu'elle puisse légitimer les prédictions pessimistes qu'elle a provoquées. Elle n'a, somme toute, pour résultat que d'imposer dans les contrats entre patrons et ouvriers la clause du minimum que contiennent déjà un grand nombre de contrats collectifs.

3° Le minimum contractuel libre et le minimum contractuel obligatoire.

Et sans doute il serait désirable que le minimum des salaires se réalise de lui-même par l'insertion de cette clause dans les contrats collectifs.

Mais il faut se demander quel est l'avenir de *ce minimum contractuel libre* qui permettrait de se passer de l'intervention de l'autorité ?

Il dépend de l'extension du contrat collectif, laquelle dépend elle-même de l'extension que prendra le mouvement syndical.

Sans doute, le Syndicat tend à englober de plus en plus la masse ouvrière, mais dans les pays mêmes où les unions ouvrières sont le plus développées, elles sont encore loin de réunir la majorité des salariés, et en France notamment, la proportion des syndiqués aux non syndiqués est de beaucoup inférieure à celle de l'Allemagne et de l'Angleterre.

En admettant que toutes les unions ouvrières mettent en pratique le contrat collectif, un grand nombre d'ouvriers resteraient encore en dehors des stipulations de celui-ci.

On a proposé de rendre obligatoire l'adhésion au Syndicat, ou encore, et c'est le système du projet gouvernemental, déposé par le Ministre du commerce le 2 juillet 1906, de faire que la convention collective lie ceux qui l'ont conclue, non seulement

entre eux, mais encore pour les contrats qu'ils passent avec des non syndiqués.

Il faut noter qu'alors que la première mesure peut être considérée comme une atteinte à la liberté, la deuxième ne peut être touchée par cette critique.

Elle n'aboutit pas à mettre sous le régime du contrat collectif conclu par le Syndicat d'une profession tous les ouvriers ou tous les patrons de la même profession, elle peut agir seulement sur le développement du contrat collectif.

Le système du projet Doumergue est en effet celui-ci : un Syndicat ouvrier fait convention avec un Syndicat patronal. Tous les syndiqués patrons et tous les syndiqués ouvriers sont liés ; dès lors un ouvrier syndiqué ne pourra travailler à d'autres conditions que celle du contrat collectif, ni chez aucun des patrons syndiqués, ni chez un patron non syndiqué, de même aucun patron syndiqué ne pourra embaucher au-dessous du tarif stipulé des ouvriers même non syndiqués.

On ne voit pas qu'il y ait là atteinte à la liberté. Personne n'est lié sans l'avoir voulu, et envers d'autres que ceux avec lesquels il s'est engagé.

Si on recule devant l'obligation syndicale, il serait souhaitable de construire un cadre légal meilleur au contrat collectif, qui serait susceptible d'en développer la pratique.

Mais, alors même que le contrat collectif serait pratiqué dans toute l'industrie, le minimum de salaire ne serait pas pour autant réalisé.

C'est à la suite d'une grève violente que la Fédération des mineurs a obtenu, en 1894, l'insertion de la clause du minimum dans des contrats collectifs déjà existants et que récemment elle est parvenue à l'imposer législativement pour l'ensemble de l'industrie minière par la grève la plus colossale qu'on ait jamais vue.

Il faut une force d'organisation que n'auront jamais certaines Unions ouvrières pour imposer aux patrons le minimum des salaires.

Il faut se rendre compte que les ouvriers sont trop souvent incapables d'obtenir par leurs seules forces les améliorations à leur condition sociale, et que les patrons qui s'inclineraient devant

une mesure légale, une mesure d'ensemble, ne s'inclineront pas devant des revendications formulées par les ouvriers seuls.

N'est-il pas préférable de voir les revendications ouvrières s'imposer par la loi plutôt que par la grève et par la violence ?

Partout où les ouvriers sont syndiqués, la puissance publique ne pourrait-elle pas intervenir pour imposer aux chefs d'entreprise le principe du minimum, pour en exiger l'insertion dans les contrats collectifs, pour veiller à ce que ce minimum, débattu entre patrons et ouvriers, le soit librement, indépendamment de toute contrainte, et à ce qu'il assure en tout état de cause la vie de l'ouvrier ?

On aurait ainsi le *minimum contractuel obligatoire*, comme l'ont obtenu les mineurs anglais.

Ceux qui sont opposés à l'intervention, se basant sur les expériences du contrat collectif, ou invoquant le prétexte que le tarif des salaires est, en général, égal ou même plus élevé que le minimum qui serait reconnu à l'ouvrier, disent qu'une loi en consacrant le principe est inutile.

Nous serions tenté de répondre « tant mieux ». Il ne s'agirait plus alors que de constater par la loi un état de fait. La règle du minimum doit être étendue à tous les citoyens, et l'on peut faire ici la remarque même que faisait M. Léon Bourgeois à l'objection de l'inutilité législative d'établir la journée de dix heures parce qu'elle est réalisée dans la majorité des cas. « La loi promulgue un principe pour consacrer les faits qui sont déjà conformes à la loi, ou pour les conformer à la loi quand ils s'en éloignent ¹. »

Et cette obligation au minimum, décrétée par la loi, ne serait pas inutile, car si on fait confiance au contrat collectif, si on on admet que le tarif syndical débattu librement réalise toute la justice actuellement possible dans les salaires, il semble bien qu'il est au moins un domaine où on ne puisse compter sur ces remèdes : *celui de l'industrie à domicile*.

Ici l'organisation du contrat collectif se heurte trop souvent à d'insurmontables difficultés matérielles et morales.

Dispersés dans les villes, dans les campagnes, répartis en caté-

¹ *Débats sur la journée de dix heures*, Chambre des députés, 22 mars 1912.

gories sociales très diverses, de besoins différents, sans relations entre eux, comment les ouvriers à domicile et surtout les ouvrières, peuvent-ils arriver à nouer entre eux les ententes nécessaires ?

Nulle part la concurrence entre les travailleurs n'existe davantage que dans ces professions à domicile, et c'est un grand obstacle à l'union.

Et puis comment les plus misérables d'entre eux, ceux qui s'imposent pour vivre des journées de 12, 14, 16 heures de travail, auront-ils le temps ou seulement la pensée de tenter une ébauche d'organisation ?

Sans doute, la formation de syndicats d'ouvrières à domicile n'est pas impossible ; en 1910, il en existait deux à Paris, l'un, 3, impasse Gombouse, l'autre, 38, rue Vercingétorix. M. Henri Dagand¹ écrit au sujet de ce dernier « de l'aveu même des intéressés, l'organisme syndical n'est qu'un remède partiel et bien insuffisant s'il n'est complété par la loi. L'ouvrière, contrairement à l'opinion de beaucoup d'économistes et de philanthropes, est une *interventionniste* résolue. Elle est convaincue que tant qu'il n'y aura pas une législation du minimum de salaire, tout le reste sera peu de chose. Actuellement, le syndicat n'est qu'une *provocation à l'action*, il n'est pas encore une *action*¹ ».

En Allemagne, Mme Marguerite Boehm fondait en 1900 un syndicat groupant diverses catégories d'ouvrières à domicile (confection, lingerie, vêtements et similaires), qui, en 1910, comptait plus de 6.000 membres. Le programme qu'il a déposé au Reichstag contient la revendication du salaire minimum.

Voici, en effet, ce programme, intéressant encore d'autres points de vue :

1° Extension par ordonnance gouvernementale de l'assurance pour invalidité et pour maladie aux ouvrières à domicile confectionnant des vêtements ou du linge ;

2° Assurance en cas de décès ;

3° Introduction de carnets de salaires pour les ouvrières à domicile avec indication des sommes payées aux entrepreneurs ;

¹ Les *Documents du Progrès*, janvier 1912. — Henri Dagan, *les Revendications des ouvrières à domicile*.

4° Registre officiel tenu par les autorités, de toutes les ouvrières du travail à domicile ;

5° Inspection des logements par des inspecteurs officiels ;

6° Extension de l'inspection du travail industriel au travail à domicile en augmentant pour cela le nombre des inspecteurs femmes ;

7° Défense de donner du travail à domicile à une ouvrière d'atelier ;

8° Création de contrats de tarifs en vue de régler les tarifs minima pour le travail aux pièces à établir par entente au commencement de chaque saison¹.

Le chiffre de 6.000 membres réunis par ce syndicat allemand n'est pas encore impressionnant, vu le nombre des ouvrières à domicile. Dans son rapport à l'Association française (1904) pour la protection légale des travailleurs, M. Fagnot estime qu'en France, dans les seules industries de l'aiguille, 650.000 personnes travaillent en chambre et dans ce groupe il évalue à 86 pour 100 la proportion des femmes.

On peut penser que, jamais, dans aucune profession sweating il n'y aura de syndicats assez puissants pour imposer une réglementation du travail.

En admettant même que la presque totalité des ouvrières à domicile arrivent à se grouper en syndicats serrés et fédérés, le nombre n'est pas encore un signe de puissance. Il faudrait que cette armée nombreuse ait à son service des armes efficaces.

La grève, outre qu'elle aurait le plus souvent peu d'influence, qu'elle serait facilement supportée, par les patrons parce que leur entreprise est solidement établie, par le public parce qu'elle ne porterait pas sur des produits qui l'intéressent au premier chef, comment l'organiser pratiquement ?

Il faudrait pouvoir la soutenir avec de l'argent, des fonds de réserve ; comment le pourront ces ouvrières à domicile dont le salaire quotidien suffit déjà à peine à leur permettre de vivre, qui reculent devant le syndicat parce qu'il faut, en y entrant,

¹ *Progrès de Lyon*, 15 septembre 1910, Salaires de femmes, salaires de famine.

payer une cotisation, qui sont trop pauvres ou trop économes pour sacrifier chaque mois 40 à 50 centimes pour un but lointain et d'apparence chimérique ? Par suite de leur misère même les femmes ont peur de l'organisation professionnelle qui les embrigade, qui décrète la grève, qui évoque les jours sans pain, l'angoisse des luttes de la rue. C'est là qu'on rencontre l'esprit le plus individualiste par ignorance, par peur.

Tous les remèdes proposés, tels que Ligues sociales d'acheteurs, publicité des bordereaux de salaires payés, obligation pour les industriels de donner les noms de leurs ouvrières, suppression des intermédiaires, tout cela est du détail : la loi seule pourra protéger les travailleuses.

Il serait désirable, pour que la loi ait son plein effet, qu'une organisation professionnelle puisse en contrôler l'application. Mais la loi précisément peut avoir pour résultat, en améliorant le sort de ces ouvrières, de leur faciliter l'union professionnelle.

Dans les professions où sévit le *sweating system*, c'est vers la fixation d'un salaire minimum et l'établissement d'un contrat collectif que s'oriente naturellement la pensée de ceux qui ont étudié de près ce problème, de ceux même qui ne sont point des interventionnistes à outrance.

C'est ainsi notamment que M. Raoul Jay voudrait qu'ici « la loi organise elle-même le contrat collectif du travail ou, plus exactement, remplace le contrat collectif libre qu'on attendrait vainement de l'initiative des parties, par une sorte de contrat collectif obligatoire formé sous la surveillance et avec l'appui des pouvoirs publics par des commissions mixtes départagées par un arbitre que désigneront les pouvoirs publics à défaut d'entente entre les ouvriers et les patrons » ; il ajoute : « on peut espérer que de la pratique du contrat collectif imposé et réglementé que ces comités de salaires ont pour but de réaliser, se dégagera comme de lui-même le contrat collectif libre, spontané et autonome¹ ».

Cette fixation d'un salaire minimum par des sociétés mixtes est aussi le vœu d'un certain nombre d'associations, de *Congrès nationaux* et *internationaux*, parmi lesquels :

¹ Raoul Jay, *la Protection légale des travailleurs*, p. 303.

Le Congrès spécial, réuni à Berlin par la Commission générale des Syndicats allemands¹ (1904) ;

Le Congrès de l'Association générale pour la protection légale des travailleurs tenu à Lucerne² (septembre 1908) ;

La VI^e Assemblée générale de l'Association internationale pour la protection légale des travailleurs, tenue à Lugano³ (septembre 1910) ;

Le premier Congrès international du travail à domicile tenu à Bruxelles⁴ (octobre 1910).

Nous verrons que c'est vers l'institution par la loi de conseils chargés de fixer un minimum de salaire que se sont tournés d'instinct les travailleurs australiens, que c'est sous cette forme que le salaire minimum s'est réalisé en Angleterre pour certaines industries, que c'est sous cette forme que la plupart des projets tant en France qu'à l'étranger (Allemagne, Etats-Unis, Autriche), conçoivent l'établissement d'un salaire minimum.

II. — RECHERCHE DU CRITÉRIUM DU SALAIRE MINIMUM

LES CHRÉTIENS SOCIAUX ET LES FORMULES DU JUSTE SALAIRE

Mais il faudrait connaître le contenu de ce salaire minimum.

Ce sont principalement les chrétiens sociaux qui se sont appliqués à définir ce qu'il devrait être, à lui chercher une base. Ce qu'ils appellent « juste salaire » dans leurs controverses, correspond à ce que l'on entend plus généralement sous le terme de minimum de salaire. Il faudrait réserver ce mot de juste salaire à celui qui résulterait de la solution du problème théorique qui se pose en ces termes : étant donné deux facteurs, dont l'un est le

¹ Voir *Protokoll der Verhandlungen des ersten allgemeinen Heimarbeiterschutzes-Kongresses*, Berlin, 1904.

² Voir *Compte rendu de la première Assemblée générale de l'Association pour la protection légale des travailleurs*, p. 55 et suiv., 1908.

³ Voir *Mouvement social*, p. 385 et 393, octobre 1910.

⁴ *Ibidem*.

travail manuel et l'autre le capital, qui coopèrent à une entreprise quelconque, quelle est la part qui doit revenir à chacun d'eux dans le produit ? Problème que nous considérons comme insoluble.

Nous ne pouvons marquer toutes les nuances qui séparent les différentes écoles chrétiennes. Elles forment groupe, malgré leurs conceptions particulières, par une idée qui leur est commune. Toutes reconnaissent que le domaine moral et le domaine économique sont de natures distinctes, mais dans la pratique elles les confondent, déclarent qu'on peut soumettre l'un à l'autre, pour faire pénétrer dans la vie économique la justice, expression de la loi religieuse.

Depuis un demi siècle environ, l'action chrétienne se manifeste avec un renouveau d'activité et apporte ses conclusions sociales. Certaines vont jusqu'au socialisme collectiviste, la plupart sont plus modérées, certaines sont rétrogrades, font le rêve d'un retour au régime des corporations.

Mais dans le domaine pratique, car elles ne sont pas des écoles d'économie pure, elles affirment toutes que le patron doit à l'ouvrier un juste salaire.

Cette fois, la doctrine du juste salaire n'est plus liée à une rigoureuse et universelle doctrine du juste prix.

Malgré que les partisans chrétiens du juste salaire se réclament encore des anciens canonistes, malgré qu'ils arrivent en fin de compte à la même conception de justice dans le salaire, leur point de départ est différent.

Les canonistes ont voulu, en quelque sorte, *prouver* le juste prix et par suite le juste salaire ; ils en ont fait ou plutôt ont cru en faire quelque chose de fixe, d'objectif au moyen d'une analyse de la valeur. Nous avons vu qu'ils avaient été dupe d'une illusion, qu'en réalité, leur prétendue base objective n'était formée que d'éléments subjectifs. Mais il n'en reste pas moins qu'ils ont conduit le problème du juste prix avec la croyance que la valeur des choses ne devait pas être influencée par l'arbitraire des consciences individuelles.

On voit rarement les chrétiens sociaux étudier scientifiquement les problèmes économiques ; ils abordent directement l'éco-

nomie sociale. Certains jettent délibérément par dessus bord les lois naturelles sous prétexte qu'il n'y a pas de lois qui tiennent devant la liberté humaine ; la plupart ne contestent pas l'action des grandes lois classiques, mais ils ne leur attribuent aucun caractère de nécessité, ils ne trouvent pas dans l'étude de l'économie politique d'oppositions avec leurs conceptions. L'on reste toujours libre de poser ou non les causes qui commandent certains effets ; l'organisation et, pour le surplus, l'intervention de la puissance publique y pourvoieront¹.

Ainsi, c'est précisément parce qu'ils ne croient plus que la valeur des choses doive nécessairement se fixer en termes objectifs, que les chrétiens sociaux se tournent vers l'économie sociale, qu'ils adoptent l'idée d'un juste salaire. En général, ils se refusent à assimiler les lois sociales, qui fixent le salaire des ouvriers aux lois économiques qui règlent l'échange des denrées.

On peut résumer les différentes conceptions anciennes et modernes, à l'égard de la tarification des salaires, de la façon suivante.

Les canonistes ont pensé possible la tarification, parcequ'ils ont fait de la valeur quelque chose d'objectif, malgré d'ailleurs qu'ils n'aient pu préciser cette base objective.

Aujourd'hui, ce sont ceux qui font de la valeur quelque chose d'objectif qui ne veulent pas entendre parler de cette tarification, la valeur ayant pour eux des causes rigides que nul ne peut changer.

Et alors, ce sont ceux qui font entrer dans la valeur des éléments psychologiques, qui accepteraient la tarification parce que, pour eux, la valeur n'étant pas soumise à des lois naturelles, on peut l'influencer dans le sens de certaines conceptions morales.

A quel taux, selon les chrétiens sociaux, devrait donc se fixer le salaire pour réaliser la justice ?

Pour grouper les opinions un peu divergentes sur la question sociale, le pape Léon XIII est intervenu dans le débat par son

¹ Maurice Eblé, *les Écoles catholiques d'économie politique et sociale*. — Reuss, *Christianisme et doctrines économiques*. — Max Turmann, *Développement du catholicisme social*. — Polier, *l'Idée du juste salaire*.

Encyclique de 1891 « De la condition des ouvriers », appelée aussi : « *Rerum Novarum* ». C'est en elle qu'on trouve l'expression la plus généralement admise de la doctrine actuelle du juste salaire. Voici le passage principal : « ... au-dessus de leur libre volonté (celle du patron et celle de l'ouvrier), il est une loi de justice naturelle plus élevée et plus ancienne, à savoir que *le salaire ne doit pas être insuffisant à faire subsister l'ouvrier sobre et honnête*. Que, si, poussé par la nécessité ou poussé par la crainte d'un mal plus grand, il accepte des conditions dures que, d'ailleurs, il ne lui était pas loisible de refuser, parce qu'elles lui sont imposées par le patron ou par celui qui fait l'offre de travail, c'est là subir une violence, contre laquelle la justice proteste. »

Il y a ainsi un salaire qui est dû à l'ouvrier, imposé par une loi de justice naturelle qui doit primer les lois de la concurrence économique. Ce salaire est déterminé par les besoins de l'ouvrier. On doit avouer que ces besoins n'offrent pas une base fixe. C'est une mesure bien flottante. Sur ce point, l'Encyclique n'a pas établi l'unité des opinions, elle est susceptible d'interprétations diverses.

Il faudrait savoir *ce qu'on entend par le nécessaire à la vie*. Comme l'a dit spirituellement Voltaire, « le superflu est chose parfois très nécessaire » et certains catholiques en effet, Vogelsang et ses disciples, estiment qu'il ne faut pas s'attacher uniquement à satisfaire les besoins les plus nécessaires de l'ouvrier, qu'on doit se préoccuper de lui assurer un peu de superflu.

La rémunération que reçoit l'ouvrier comprend pour eux deux choses : 1° le coût de production du travail ; 2° le salaire proprement dit. Il faudrait donc, qu'une fois satisfaits, les besoins nécessaires pour l'entretien de la force de travail, une somme disponible reste à l'ouvrier. Pour Vogelsang, la condition de tous les travailleurs devrait être analogue à celle des domestiques, dont les gages représentent un excédent net, leur subsistance étant assurée. C'est l'opinion aussi de Brantz et de Costa Rosseti (*Philosophia Moralis*, p. 745).

Ce superflu n'est pas une expression plus précise que celle de besoins nécessaires, et quand M. Perin dit : « le juste salaire dont l'Encyclique pose la règle est ce que les économistes appellent

le salaire *normal* ou *nécessaire*¹. On n'est pas fixé davantage.

Est-ce le salaire de la loi d'airain? est-ce le salaire qui se détermine selon la théorie de la productivité? Les économistes eux-mêmes ne sont pas d'accord sur le taux auquel se fixe le salaire dans un régime de libre concurrence et très probablement le juste salaire de l'Encyclique et de M. Perin n'est pas le salaire nécessaire de Ricardo, qui cependant doit bien lui aussi assurer le nécessaire à la subsistance.

A la vérité, les notions de besoins diffèrent selon les auteurs, comme ils varient avec chaque ouvrier.

On ne peut tenir compte uniquement des besoins physiologiques. A ce seul point de vue, peut-être pourrait-on savoir le salaire qui serait suffisant. C'est ainsi qu'au Congrès pour l'avancement des sciences, dans la section d'économie politique présidée par M. Paul Razous, M. le professeur Imbert, de la Faculté de Montpellier, a exposé l'idée d'une méthode curieuse pour résoudre le problème social par quelques graphiques, quelques mesures et un peu de science expérimentale.

« Pour me rendre compte, dit-il, de la signification du salaire au point de vue physiologique, j'ai calculé quel est le travail développé par un facteur faisant trente-cinq kilomètres à bicyclette par jour et quel est le prix des aliments qui lui sont nécessaires pour accomplir sa tâche.

« Un homme moyen au repos a besoin, par vingt-quatre heures, d'une quantité d'aliments capable de fournir dans notre machine 2.300 calories.

« Or le facteur qui fait trente-cinq kilomètres par jour absorbe une quantité d'aliments qui donne 3.200 calories par vingt-quatre heures. La différence de 900 calories représente le nombre de calories supplémentaires nécessitées par son travail.

« D'autre part, du prix des aliments réellement consommés, on déduit que ces 900 calories ne coûtent au facteur que la somme ridiculement minime de 26 centimes.

« Si le salaire ne devait correspondre qu'au travail fourni on ne devrait au facteur que 0 fr. 26.

¹ Charles Perin, *Premiers principes*, p. 388.

² Cité dans *le Matin*, 1^{er} août 1911.

« Mais si l'on admet que le salaire doit payer aussi les 2.300 calories correspondant au repos, pourquoi ne doit-il pas aussi correspondre aux vêtements, au loyer, à l'entretien de la famille. »

Ainsi, une question se pose qui n'est pas résolue par l'Encyclique quand elle dit « que le salaire ne doit pas être insuffisant à faire subsister l'ouvrier *sobre et honnête* ».

Faut-il calculer les besoins d'une façon abstraite selon une moyenne applicable à tous, ou faut-il tenir compte des situations particulières ? Le salaire du célibataire sera-t-il le même que celui de l'homme marié et doit-il encore augmenter avec le nombre des enfants ? C'est la *question du salaire familial* qui a divisé les chrétiens sociaux.

Ce sont les socialistes chrétiens qui se firent les défenseurs de l'idée du *salaire familial relatif*, c'est-à-dire exactement proportionné aux charges diverses des familles ouvrières.

Les économistes ont protesté, ont déclaré que c'était là une *hérésie économique*. M. Leroy-Beaulieu traite de *niaiserie* ce salaire familial¹. M. Hubert Valleroux dit que ses partisans sont dans l'*inconscience économique*². C'est l'application de la formule communiste « à chacun selon ses besoins » ; elle suppose pour se réaliser une transformation de l'organisation économique, il est impossible de faire supporter au patron le poids de charges dont il n'est pas responsable ; la formule confond la charité et la justice, elle dénature le contrat de travail qui ne peut tenir compte dans la rémunération qu'elle accorde à l'ouvrier, des circonstances étrangères au travail fourni par lui ; elle est dangereuse elle crée une prime aux célibataires et c'est aggraver le mal.

Cette théorie n'est plus guère soutenue aujourd'hui : elle a perdu la plupart de ses partisans catholiques³ et même, par réaction, certains ont déclaré qu'il fallait envisager uniquement la subsistance de l'ouvrier lui-même, c'est une *deuxième formule de juste salaire, le salaire personnel*, salaire individuel destiné aux besoins d'une seule personne. M. Rambaud qui soutient cette

¹ Leroy-Beaulieu, *Traité d'économie politique*, t. II, p. 477 et suiv.

² Hubert Valleroux, *le Contrat de travail*, p. 176 et suiv.

³ Père Tristot, *Salaire familial*, p. 149.

opinion prétend la justifier au moyen d'un passage de la consultation romaine du cardinal Zigliara. « Par cela même qu'on observe l'égalité entre le salaire et le travail, on satisfait pleinement aux exigences de la justice commutative, le travail est l'œuvre personnelle de l'ouvrier et non de sa famille, ce travail ne se rapporte pas tout d'abord et en soi à la famille, mais subsidiairement et accidentellement en tant que l'ouvrier partage avec les siens ce qu'il a reçu. De même donc que la famille dans l'espèce n'ajoute pas au travail, de même il n'est pas requis par la justice que l'on doive ajouter au salaire mérité par le travail lui-même¹. » Ce passage est d'une subtile imprécision, il était aisé de l'interpréter d'une autre façon et on n'a pas manqué de le faire pour justifier une *troisième formule de juste salaire*, le *salaire familial absolu*, ce serait le salaire correspondant aux besoins d'une famille type, avec trois enfants par exemple.

C'est la formule adoptée par un grand nombre d'écrivains catholiques (Issoul, abbé Naudet, Perin). C'est en faveur de cette opinion qu'on doit, malgré ses obscurités, interpréter la réponse du cardinal Zigliara, elle est trop conforme à la tradition chrétienne pour qu'on puisse lui donner un autre sens et pour que ce ne soit pas celle de l'Encyclique. Ainsi que le fait remarquer M. Perin : « Pour déterminer le salaire normal ou juste salaire dû par le patron en vertu de la justice commutative, il y a à tenir compte seulement de l'ouvrier en lui-même, comme le disent les réponses romaines, et il n'y a point à considérer en elle-même la famille de l'ouvrier, ce qui entraînerait comme conséquence le salaire familial au sens des socialistes. Mais l'ouvrier pris en lui-même, doit être considéré par rapport à sa condition normale d'existence qui est la vie de famille »².

Les équivoques sont venues sans doute de l'expression un peu vague de salaire familial et M. Perin propose de la remplacer par celle de *salaire normal*, le salaire normal étant celui que doit recevoir l'ouvrier père de famille.

Mais ce salaire normal reste encore purement théorique.

¹ Rambaud, *Éléments d'économie politique*, p. 547 et 548.

² Perin, *Premiers principes*, p. 349.

Suivant quel critérium vont le déterminer les auteurs catholiques ?

Dans un passage déjà cité, le cardinal Zagliara nous dit « par cela seul qu'on observe l'égalité entre le salaire et le travail, on satisfait pleinement aux exigences de la justice commutative » ; les auteurs chrétiens vont-ils tenter, comme déjà les canonistes, d'établir l'équivalence entre le travail fourni par l'ouvrier et le salaire payé par le patron ? Logiquement cette équivalence ne peut s'établir qu'entre les valeurs réciproques des objets donnés en paiement du salaire et des objets en quoi le travail s'est incorporé ; c'est bien ainsi que l'entendaient les canonistes : l'*æqualitas* qu'ils poursuivaient, qui devait être la règle des contrats d'échange, c'était bien une égalité objective des valeurs échangées. Voici cependant ce qu'entend par cette expression le cardinal Zagliara : « Si l'on s'enquiert, dit le cardinal, du critérium d'après lequel il faut établir cette égalité de la chose entre le travail manuel de l'ouvrier et le salaire que donne celui qui l'emploie, nous répondons : suivant l'Encyclique, le critérium doit être demandé à la fin immédiate que se propose l'ouvrier, laquelle lui impose le devoir naturel ou la nécessité de travailler afin de se procurer les aliments et les vêtements qui répondent à une existence convenable, ce à quoi se rapporte premièrement et principalement le travail manuel. Toutes les fois donc qu'un ouvrage est tel qu'en l'accomplissant l'ouvrier satisfait à ce devoir naturel de poursuivre la fin immédiate de son travail, telle que nous venons de la caractériser, et que le salaire qui doit le mettre à même d'atteindre cette fin, c'est-à-dire de se procurer la nourriture et les vêtements convenables, n'y suffit pas, à considérer la nature des choses et à les prendre en elles-mêmes, il y a, en pareil cas, une inégalité objective entre le travail et le salaire, et par conséquent une lésion en matière de justice commutative¹. »

Il est curieux de voir apprécier l'équivalence entre le travail et le salaire au moyen d'une quantité déterminée de besoins (la nourriture et les vêtements convenables) sans relation avec le travail fourni. On s'étonne moins si l'on songe qu'en fin de

¹ Traduction donnée par Perin, *Premiers principes*, p. 383.

compte l'*æqualitas* canonique se ramenait à l'idée du gain déterminé par les besoins de la condition ; c'est dans sa signification dernière et déviée du sens primitif que le cardinal Zigliara a employé ce terme d'*æqualitas* que l'on traduit en français par équivalence, mais qui ne laisse plus subsister l'idée qu'il doit s'établir une balance, un équilibre entre les valeurs créées par le travail et celles contenues dans le salaire.

Et en définitive c'est encore à *la coutume* qu'on fait appel pour déterminer ce juste salaire.

Le père Tristot rapproche la théorie du juste salaire que contient l'Encyclique de celle que le cardinal Jean de Lugo soutenait déjà au ^{xvii}^e siècle. « Lugo, dit-il, considère comme juste le salaire qui atteint au moins le taux infime de ce que l'on a coutume de donner dans la contrée pour ce genre de services. Tous les théologiens s'en référaient à cette appréciation commune, et c'est cette estimation commune que le Saint Père a jugé à propos de déterminer en lui fournissant la règle de ses appréciations dans l'état actuel de l'industrie¹. »

Dire qu'il faut s'en référer à la coutume, cela n'éclaire pas beaucoup la question, car il y a des coutumes bien établies de salaires insuffisants : ce qu'on veut dire somme toute c'est qu'il faut s'en référer à la coutume quand l'estimation commune juge que le salaire fixé selon cette coutume est juste et raisonnable. Cette estimation commune ne peut admettre que les salaires soient généralement et habituellement réduits au-dessous du nécessaire. L'Encyclique, en fin de compte, ne justifie des mesures qu'à l'égard des salaires manifestement insuffisants, elle estime que les salaires de famine se présentent comme des exceptions et qu'il est assez rare, somme toute, que, dans l'ensemble de l'industrie, la coutume n'assure pas aux ouvriers le nécessaire.

Enfin le juste salaire ainsi défini, les chrétiens sociaux l'abandonnent et n'en font plus pour le patron une obligation dans certains cas, d'ailleurs exceptionnels.

C'est ainsi que le salaire peut descendre au dessous du taux accoutumé, sans que la justice soit violée :

¹ Cité par Polier, *op. cit.*

1° Si l'état général de l'industrie ou la situation particulière de l'entreprise du patron oblige à réduire la rémunération des ouvriers en même temps qu'elle diminue le profit.

2° Si l'ouvrier, à raison de sa maladresse ou de sa faiblesse, ou de toute autre cause, ne fournit pas le travail habituel¹.

Il ne faut pas se le dissimuler, ces prudentes réserves, tout au moins la première, ne sont pas faites pour fortifier le principe du juste salaire. Ce juste salaire est, en effet, susceptible d'être diminué, si diminuent les bénéfices de l'entrepreneur, mais on ne dit pas qu'il doive augmenter dans le cas de prospérité industrielle. On ne peut pas dire que le juste salaire des chrétiens sociaux apparaît comme une mesure révolutionnaire.

L'école chrétienne ne nous fournit en définitive aucun critérium fixe, pas plus d'ailleurs que tous les auteurs qui ont écrit sur le juste salaire ou sur le minimum de salaire. Il ne faut pas s'en étonner, cette recherche d'un critérium nous semble une tentative sans intérêt pratique.

Certains auteurs ont bien établi des budgets qui prétendaient prévoir strictement tout ce qui était indispensable soit à une vie humaine, soit à un ménage moyen; parmi ces budgets, il en est de curieusement détaillés, qui prévoient comme indispensables un certain nombre de « canons » à boire par l'ouvrier dans les intervalles de son travail. Il ne faut pas trop se moquer : combien d'ouvriers affirment qu'ils ne pourraient travailler sans une certaine quantité de vin qui leur donne le coup de fouet nécessaire ; pour quelques métiers très pénibles peut-être ont-ils raison. Il y a là plutôt une indication qu'il n'est pas facile de fixer des limites précises au salaire minimum, il faudrait autant de budgets qu'il y a de régions, de professions et de catégories dans une profession, il faudrait faire varier les chiffres selon que le coût de la vie baisse ou augmente.

Le minimum doit se dégager des circonstances particulières dans lesquelles se meuvent telle industrie, telle catégorie d'ouvriers. Il ne peut pas y avoir un minimum unique et fixe pour

¹ Perin, *Premiers principes*, p. 399 et suiv. — Rambaud, *Eléments*, p. 551 et suiv.

tout un pays; peut-être même pas pour telle région déterminée où les habitudes de vie sont sensiblement uniformes, parce que telle profession comporte plus de besoins que telle autre. Il y aura des minima de salaire, et même ce terme de minimum a quelque chose de brutal et de choquant, peut-être ne sert-il qu'à obscurcir le problème. Toute la question se résume en pratique à rechercher si l'on peut élever, indépendamment de toute idée préconçue, de toute donnée antérieure, jusqu'à une limite, jugée satisfaisante, les salaires de tels ouvriers insuffisamment rémunérés.

Si l'on admet que les lois naturelles ne déterminent pas nécessairement le salaire, si on accepte le principe de l'intervention légale, c'est une question de fait pour savoir dans quelle mesure l'action de la loi sera efficace, réelle, au delà de quelles limites elle peut être nuisible à l'industrie, aux patrons et aux ouvriers eux-mêmes.

CHAPITRE IV

ÉTUDE COMPARÉE ET EXAMEN DES OBJECTIONS D'ORDRE PRATIQUE

Nous conduirons parallèlement l'examen des faits, des applications du minimum de salaire, et celui des objections pratiques qui lui ont été opposées, pour éviter des répétitions inévitables et parce que la constatation de ce qui a pu être fait est le plus souvent le meilleur argument à donner aux critiques.

A. — AUSTRALASIE

C'est la législation australasienne, qui la première a établi le régime du salaire minimum légal.

Deux systèmes sont employés qui aboutissent au même résultat.

Dans le système néo-zélandais, la fixation des salaires minima résulte des sentences d'arbitrage obligatoire.

Dans le système australien, elle est confiée à des comités ou conseils de salaire, les Wages-Boards.

1° L'arbitrage obligatoire

Dans la législation néo-zélandaise, qui, depuis 1894, a subi de nombreux remaniements, tous les différends industriels que les parties n'ont pu terminer amiablement par le contrat collectif doivent être soumis au *conseil de conciliation* de district, composé de trois à cinq membres rééligibles.

Les syndicats et les associations de patrons, ainsi que les

syndicats et associations d'ouvriers, élisent, suivant les cas, deux ou quatre membres, lesquels choisissent à leur tour un président pris en dehors des intéressés. Le pays est divisé en *districts*, dans chacun desquels il y a un conseil de conciliation et un fonctionnaire, le *clerk of awards*, qui doit en assurer la formation et le fonctionnement.

Dans le cas où les difficultés à résoudre seraient surtout d'ordre technique, la loi, en outre, prévoit des *conseils spéciaux* dont les membres élus de même par les unions de patrons et d'ouvriers appartiennent, sauf le président, à l'industrie où le conflit est né.

Quand la conciliation n'aboutit pas, la *Cour centrale d'arbitrage* doit intervenir, la sentence qu'elle prononce est sans appel et rigoureusement obligatoire pour une durée de trois ans au plus.

Cette cour d'arbitrage se compose de trois membres nommés par le gouverneur. De ces trois membres, un est désigné par les ouvriers, un par les patrons, seul le troisième, juge de la cour suprême, est un magistrat.

Sous ce régime, les conditions du travail doivent être déterminées soit par contrat collectif, soit par des sentences. En effet, quand les patrons se refusent à traiter directement avec les ouvriers, ceux-ci ont le pouvoir de les obliger à la réglementation par l'autorité publique. Un patron n'employant aucun unioniste peut cependant être amené à l'arbitrage obligatoire, alors même qu'aucun des membres de l'union qui le poursuit n'est intervenu dans le conflit.

Cette législation était inspirée par un double but : 1° Arrêter les grèves ; 2° Empêcher l'avisement des salaires.

Les principales questions soumises à l'arbitrage concernent les salaires. Les taux de salaires fixés par les sentences de la cour deviennent légalement obligatoires.

Les contrats collectifs établis directement entre les intéressés contiennent généralement un salaire minimum. Quand la cour d'arbitrage vient imposer ses solutions, c'est encore une sorte de contrat collectif qu'elle établit, dont la base est un salaire minimum.

Cette législation de conciliation et d'arbitrage est en état de

gestation perpétuelle. Voici les lois les plus récentes qui n'apportent d'ailleurs pas de modifications essentielles.

Loi du 29 août 1910, modifiant la loi de 1904-1909, concernant la conciliation et l'arbitrage (Australie Commonwealth¹).

Loi du 9 août 1910 modifiant la loi de 1908 sur les conflits industriels, la loi de 1908 modifiant la loi sur les conflits industriels, et la loi de 1909 modifiant la loi sur les conflits industriels (Nouvelles-Galles du Sud²).

Loi du 30 décembre 1910, portant modification de la loi de 1906, sur la conciliation et l'arbitrage (Nouvelle-Zélande³).

2° Les Conseils de salaires

Les Conseils de salaires du système australien ont été créés spécialement en vue de l'établissement d'un minimum. La loi ne leur confère que ce droit et celui aussi de fixer le nombre des apprentis. Les premiers ont été introduits en Victoria ou plutôt à Melbourne en 1896. Ils existent maintenant dans quatre états : Victoria, Nouvelles-Galles du Sud (1908), Queensland (1908), Australie du Sud (1900), le système de l'arbitrage obligatoire semble reculer devant celui des Wages Boards.

Au début, cette institution n'avait en vue que la suppression du *sweating system*. On institua d'abord un conseil spécial dans chacune des six industries suivantes : confection, lingerie de femmes, chemiserie, chaussures, menuiserie et boulangerie.

Aujourd'hui, le système de Wages Boards n'est plus seulement un moyen d'élever les salaires des industries où les ouvriers sont mal payés, il peut être considéré au même titre que l'arbitrage obligatoire comme un mode général de détermination des conditions du travail. En effet, en même temps qu'ils fixaient le salaire, les conseils se sont accordés le pouvoir de déterminer la durée du travail. Salaire et durée de travail sont les clauses essentielles du contrat collectif.

¹ *Annuaire de la législation du travail*, publié par l'office du travail de Belgique (14^e année, 1910), p. 272-281, 1911.

² *Ibidem*, p. 308-311.

³ *Ibidem*, p. 440-443.

De plus, une loi de 1900 permet de l'étendre à toutes les industries. En 1908, le nombre des industries placées sous conseil s'élevait à 49¹ et promettait de s'augmenter.

Les conseils régissent actuellement quantité de professions où le *sweating* est inconnu, s'appliquent à plus de 40.000 travailleurs (la moitié à peu près de la population ouvrière de l'Etat).

Ces conseils sont composés de représentants des patrons et des ouvriers en nombre égal, quatre au moins, dix au plus, et d'un président qui n'est pas pris parmi eux. Après avoir fait élire ces membres par les ouvriers et les patrons votant individuellement, le gouvernement a trouvé plus pratique de les nommer lui-même.

Les membres de ces conseils représentent eux-mêmes les parties, au lieu de les écouter, et discutent directement entre eux.

3^o Attitude prise par la législation australasienne, en face des obstacles et des questions posées par l'établissement d'un minimum de salaires.

La cour d'arbitrage, quand un conflit portant sur le salaire lui est soumis, ce qu'elle a à déterminer, ce n'est pas le taux ou des taux de salaires, c'est, en principe, un minimum ou des minima, au-dessous desquels le chef d'entreprise sera libre d'apprécier, conformément à ses propres intérêts, le talent de ses meilleurs collaborateurs.

Les lois confèrent expressément aux cours d'arbitrage le pouvoir de fixer ce minimum.

L'idée qu'elles s'en font varie.

a) *A quel ouvrier s'applique le minimum.* — Tandis que la Cour de la Nouvelle-Zélande (comme celle de la Nouvelles-Galles du Sud avant qu'elle soit remplacée par le système des conseils de salaires), estime qu'il faut prendre en considération le salaire de l'ouvrier moyen, celle de l'Australie occidentale y veut voir celui de l'ouvrier inférieur, non pas sans doute de l'incapable, mais de celui qui sait tout juste son métier.

¹ Albert Métin, *Musée social*, 1909.

Ainsi, tout de suite se pose une question de mesure assez délicate : il n'est pas très aisé d'évaluer les degrés de capacité professionnelle.

En fait, la question se résout plus simplement : quelle que soit l'interprétation théorique, elle aboutit à fixer le minimum pour l'ouvrier ordinaire, c'est ce qu'on voit dans une industrie non réglementée où le patron rémunère de la même façon l'ouvrier moyen et l'ouvrier qui serait même un peu au-dessous de la moyenne. Quand il s'agit d'un salaire à la journée, il se produit nécessairement un nivellement, une uniformité de la rémunération accordée aux ouvriers dont la capacité de travail gravite autour d'une certaine moyenne, soit qu'ils la dépassent un peu, soit qu'ils restent un peu en dessous.

Les *demi ouvriers*. — Mais ce minimum, fixé en considération de l'ouvrier moyen, il était à craindre que les patrons refusent d'embaucher tous les mauvais ouvriers, ou novices, ou trop âgés, ou infirmes, ou maladroits qui, gagnant tout de même leur vie en touchant un médiocre salaire pour un médiocre travail, dorénavant ne trouveraient plus d'emplois et tomberaient à la charge de l'Assistance publique.

Les législateurs australiens ont vu le danger, ils ont dû autoriser des salaires au-dessous du taux légal pour les « demi ouvriers » et aussi pour les apprentis.

Ainsi, la fixation d'un minimum peut ne pas entraîner pour le patron la défense d'occuper qui que ce soit avec un salaire moindre que celui fixé, comme le prétend M. Leroy-Beaulieu², et encore que cela serait, ne vaudrait-il pas mieux un régime social où les capables toucheraient des salaires convenables et où les incapables seraient simplement assistés, qu'un régime où la concurrence fait trop souvent tomber à leur niveau les salaires des bons ouvriers³.

A noter d'ailleurs que ces tarifs inférieurs au minimum, il suffira de les autoriser pour le travail à la journée, car dans les tra-

¹ Leroy-Beaulieu, *Traité*, t. II, p. 477 et suiv.

² *Ibidem*.

³ Gide, *Cours d'économie politique*, p. 648.

vaux à la pièce, chaque ouvrier se trouve, en vertu même du mode de paiement, traité d'après son activité et ses mérites.

b) *Critériums du minimum*. — Les cours d'arbitrage et les conseils de salaires ont été amenés aussi à rechercher les bases sur lesquelles devait reposer le minimum. Ils ne se sont pas attachés à un critérium fixe, ils se sont inspirés des réalités.

C'est ainsi qu'en Australie occidentale, qui est des Etats de la Confédération le plus neuf, où la main-d'œuvre est le plus rare et par suite les salaires plus élevés, la cour s'est généralement bornée à consacrer l'*usage établi*. Cependant, et notamment dans les mines d'or, elle a établi un système de tarifs, basés sur le *coût de l'existence* et croissant d'une mine à l'autre, à mesure qu'on s'avance dans l'intérieur désert.

Ailleurs, en Nouvelle-Zélande et en Nouvelles-Galles du Sud, considérant que la lutte contre le *sweating system* rentrait dans leurs attributions, les cours se *sont permis d'innover* et d'élever le salaire courant lorsque celui-ci ne leur a pas paru suffisant à assurer une vie décente, et cela même au prix de la disparition de quelques établissements ; c'est ainsi qu'à Sydney, quelques restaurants ont dû disparaître par suite de l'amélioration des conditions du travail.

Industries débiles. — Et ici se place une grave objection. Les adversaires du minimum opposent à son établissement le danger qu'il ferait courir aux industries débiles et par suite aux ouvriers qu'elles emploient et qui seraient ainsi mis sur le pavé.

Il y a là une difficulté assez sérieuse, mais il n'y faut pas voir un obstacle essentiel.

Il convient de ne pas adopter une attitude absolue comme le font certains auteurs, tel M. Vandermissen qui, après avoir posé en principe « qu'il n'est pas désirable qu'il existe dans un pays des industries qui ne peuvent s'y développer sans imposer à une partie de la population l'odieux salaire de famine », déclare que, « dans le cas où, par suite de la concurrence, certains industriels d'une même contrée ne peuvent pas payer convenablement leur personnel, la solution qui s'impose est la disparition des établissements qui se trouvent dans une situation de notoire infériorité,

elle ne nuira pas aux ouvriers, bien au contraire, elle leur sera profitable¹ ». Peut-être, en effet, la solution radicale aura de bons effets dans certains cas.

Quand on se trouve en présence d'une industrie divisée entre un trop grand nombre d'entrepreneurs, la concentration qui en résulterait pourrait, par la diminution des frais généraux, compenser l'augmentation légale des salaires et même procurer une situation meilleure aux ouvriers.

Mais, même si le minimum n'a pas pour effet de diminuer la demande de main-d'œuvre, si cette main-d'œuvre rejetée des établissements débiles peut trouver emploi dans les autres, il ne faut pas oublier que la main-d'œuvre se déplace lentement, que la période de transition pourra être douloureuse.

Nous pensons que l'objection ne contient pas une raison de s'abstenir, mais une raison d'être prudent. C'est l'avis de M. le comte de Kufstein qui est un partisan catégorique de l'établissement d'un juste salaire, il déclare que la fixation préalable d'un minimum aura cet effet utile de mettre « chacun à même de calculer d'avance si, à ce prix, il pourra rendre rémunératrice son entreprise individuelle, sinon il ne la commencera pas, il n'attirera pas des masses de travailleurs d'autres contrées, d'autres industries, de la campagne surtout, dans les villes et les centres industriels, il n'y aura pas ce jeu de concurrence effrénée entre industries et industriels autant qu'entre ouvriers ». Mais « toute transformation est difficile, s'il y a danger de mettre momentanément trop d'ouvriers sur le pavé, il faudra réaliser la mesure avec prudence, avec sagesse, avec lenteur. Donc d'abord un minimum peu élevé et l'application pleine et entière, seulement après un temps de transition² ».

Et certes, si parfois les cours d'arbitrage ont pensé nécessaire la disparition de certains établissements débiles, elles ont dû tenir compte des dangers de cette solution radicale.

Le pouvoir qui leur est donné d'examiner les livres, leur pro-

¹ Cf. le référendum joint aux *Etudes sur le contrat de travail* de M. Bodaux, p. 429 et suiv.

² Cf. référendum Bodème (*op. cit.*, p. 426 et suiv.).

cure, par la constatation des bénéfices, un précieux critérium. Même lorsque l'augmentation du salaire leur a semblé équitable, elles l'ont fait dépendre souvent des profits réalisés par l'entreprise et du degré d'intérêt dont celle-ci leur paraissait digne.

Le *profit de l'industrie* se trouve être ainsi un des éléments qui entrent en ligne de compte dans la recherche du taux du minimum des salaires.

D'autre part, le taux minimum a été établi aussi en rapport de la puissance respective des syndicats ouvriers et patronaux : puisque la grève est interdite il faut au moins qu'on accorde aux syndicats ce qu'ils pouvaient obtenir par elle ou par tout autre moyen.

En ce qui concerne les Conseils de travail, par suite de leur but primitif qui était de remédier au *sweating system*, ils devaient nécessairement être investis du pouvoir de fixer un taux de salaire indépendant des usages établis et fondé principalement sur la considération du coût de l'existence. Mais, depuis l'extension du régime à des industries où les conditions du travail étaient normales, une loi de 1903 a décidé que dorénavant, le minimum ne pourrait pas dépasser le taux moyen des bonnes maisons.

Comme ces Conseils prennent des décisions applicables d'une façon uniforme dans tout l'Etat, ils peuvent, moins que les Cours d'arbitrage, s'inspirer dans la détermination du minimum des circonstances locales ou particulières où se trouvent l'industrie intéressée.

Ce régime des Conseils de salaire est plus nettement réglementaire que celui de l'arbitrage ; cependant un amendement a permis au président de faire citer des témoins, il suffirait de décider obligatoire la convocation des personnes qui ont à faire valoir des intérêts individuels, pour remédier à ce défaut de souplesse qui pourrait présenter de graves inconvénients dans des Etats plus vastes que les Etats Australiens.

c) *Tarifs au temps et à la pièce.* — Une loi sur le minimum, pour être vraiment efficace, doit fixer des tarifs non seulement au temps mais encore à la pièce, elle doit atteindre les ouvriers à domicile, qui sont les plus misérables et qui nécessairement sont rémunérés à la pièce.

On a objecté qu'il n'était pas possible de fixer un prix minimum de salaire à la pièce, parce que le travail à la tâche est constamment modifiable suivant les progrès incessants des procédés et des machines.

Cependant, l'expérience de l'Australie montre que cela n'est pas impraticable, le salaire minimum y est fixé au temps et aux pièces.

Lorsqu'il est fixé au temps, la classification des ouvriers est généralement faite d'une façon très méticuleuse, d'après la nature du travail, et même, dans le système néo-zélandais, d'après la maison où ils sont employés.

L'établissement d'un tarif aux pièces est encore plus minutieux ; dans certaines industries, celle du vêtement notamment, il a exigé une certaine patience. Les Conseils de salaires, en raison de leur caractère technique, semblent s'en être mieux acquittés que les Cours d'arbitrage.

4^o Les résultats de cette législation.

Ont-ils confirmé les prédictions pessimistes des adversaires du minimum des salaires ?

a) On avait douté d'abord que les tarifs officiels puissent être observés.

Or, il résulte, selon Nogaro, de dépositions de patrons et d'ouvriers, qu'en général le tarif officiel est respecté. Son observation est poursuivie au moyen d'un triple contrôle : celui des inspecteurs du gouvernement, celui des syndicats et celui des patrons eux-mêmes par suite de la concurrence qui existe entre eux

Sans doute, il y a des infractions, d'abord parmi les demi-ouvriers, qui préfèrent accepter secrètement une réduction de salaire, plutôt que de demander l'autorisation d'en recevoir une au-dessous du taux légal, et puis aussi dans les métiers très pauvres non groupés en syndicats. D'après M. Albert Metin, les ouvriers de Melbourne estiment que le remède à ce défaut est l'affiliation de tous les ouvriers au syndicat.

Toute loi trouve à son début des obstacles dans son application ;

si les fraudes sont sévèrement punies, elles ne peuvent pas prendre un caractère de généralité telle qu'elles tiennent en échec l'établissement du minimum.

b) On avait craint la *surenchère*, on avait craint que la loi, dépassant son but avoué qui est d'empêcher l'avilissement des salaires, n'en provoque artificiellement la hausse.

Dans un autre sens on a prétendu que le salaire minimum tendrait à devenir le salaire moyen ou même le salaire maximum pratiqué par les patrons, qu'il se produirait fatalement un nivellement général, soumettant tous les ouvriers bons ou mauvais à un tarif uniforme et qu'ainsi les ouvriers habiles seraient lésés.

Dans les deux cas c'est la crainte de voir la loi aboutir à la tarification obligatoire des salaires, le minimum légal exprimant le taux même du salaire et se substituant ainsi au taux contractuel, soit dans la première hypothèse pour lui devenir supérieur, cela au détriment des patrons et de l'industrie du pays, soit dans la seconde hypothèse, pour le rabaisser, au détriment des ouvriers habiles.

L'écueil que l'on redoute dans les deux cas, c'est de voir faussée dans son application la véritable conception du minimum des salaires, à savoir que ce minimum des salaires ne doit pas être un salaire surélevé, ni même un taux normal, mais un taux minime, une limite extrême déterminée sur la base de ce qu'il faut de toute nécessité à un ouvrier pour vivre décemment de son métier.

Que s'est-il passé en Australie ?

On trouve des documents un peu contradictoires.

D'abord, il paraît certain que ce ne fut pas une œuvre négative. Il s'est produit une hausse générale des salaires et on ne peut pas l'attribuer seulement à la puissance d'organisation des syndicats australiens ; c'est ainsi qu'en Victoria où, dans toutes les industries, les salaires ont généralement progressé, ils se sont accrus particulièrement là où le défaut d'organisation rendait les travailleurs impuissants à améliorer leur condition. Si on compare les industries soumises au régime des conseils spéciaux et celles qui n'y sont pas soumises, on voit que, tandis qu'en 1895 le salaire moyen était de 38 shellings par semaine dans les premiers et de

40 sh. 11 d. dans les seconds; en 1906, ce sont les professions pourvues de conseils spéciaux qui ont les salaires les plus élevés : 40 sh. 5 d. contre 42 sh. 3 d. dans les autres¹.

Il n'est pas moins certain non plus, que, dans nombre de cas, les tarifs minima fixés par les Cours d'arbitrage et les conseils de salaires représentent le taux même des salaires.

Cependant ces taux de salaires sont-ils, fixés au-delà de ce qu'ils pouvaient l'être raisonnablement?

Il résulte de documents que la moyenne des salaires payés se maintiendrait, même pour les ouvrières, à un taux contractuel sensiblement supérieur au taux légal², et alors, si l'Australie vit sous un régime de hauts salaires, ce serait plutôt, selon certains auteurs, grâce à la puissance des syndicats qui élèvent le taux contractuel que par suite de la loi; les décisions des conseils spéciaux ne feraient que s'inspirer des salaires élevés obtenus par la seule force des syndicats.

En ce qui concerne le nivellement des salaires qui aurait ce résultat d'abaisser au taux de l'ouvrier ordinaire la rémunération de l'ouvrier habile, il est difficile de donner encore des réponses précises; il semble que le fait se soit produit dans de très petits établissements, mais dans les maisons prospères ou de quelque importance, le bon ouvrier reçoit toujours un salaire plus élevé³. D'autre part, selon Nogaro, si l'on constate une tendance au nivellement des salaires, cela est dû, pour une grande part, à l'introduction du machinisme, à l'uniformité des tâches, à la diminution du travail qualifié qui en résulte.

Ce qu'on peut dire, c'est que cette législation sur les salaires n'a pas découragé les législateurs australiens, puisque, du moins en ce qui concerne les conseils de salaires, le système en a été successivement étendu à d'autres Etats que celui de Victoria, et à la presque généralité de l'industrie.

Ces comités de salaires paraissent même jouir d'une certaine sympathie auprès des patrons. C'est ainsi qu'en 1908, une réso-

¹ Nogaro, *op. cit.*

² Pic, *Traité de législation industrielle*, p. 738.

³ Nogaro, *op. cit.*

lution de la Chambre de commerce de Melbourne se prononçait pour l'extension de la loi à la fabrication des cigares et de la verrerie.

D'autre part, pour les ouvriers à domicile, une Commission d'enquête instituée dans l'Etat de Victoria, en 1903, constate que toute exploitation avait cessé, que les salaires à la pièce, fixés par les comités, leur donnaient une existence tolérable, sinon bonne. Et cependant, l'exportation des vêtements aux autres Etats d'Australie est passée de 3.000.000 francs en 1896, à 5.800.000 francs en 1902. L'industrie a donc assez bien supporté l'augmentation des salaires¹.

Malgré tout, l'expérience de l'Australie ne désarme pas les adversaires d'une législation sur le minimum, parce que, disent-ils, l'Australie est placée dans des conditions exceptionnelles, pour pouvoir supporter des hauts salaires, que ces hauts salaires soient la conséquence des institutions d'arbitrage et des conseils spéciaux ou qu'ils aient été obtenus par la force des organisations ouvrières.

Si l'Australie est actuellement dans une ère de prospérité, cela ne tient pas à la réglementation légale, selon certains auteurs², c'est malgré elle, et parce que les conséquences néfastes du système, sont réduites au minimum dans un pays relativement neuf, où la main-d'œuvre n'est pas surabondante, qui est protégé par son éloignement même contre la concurrence étrangère. Si l'élévation des salaires a fait hausser le prix des objets fabriqués, elle n'a pas pu majorer beaucoup le prix total de l'existence. Si l'ouvrier a vu s'accroître son salaire réel, cela tient à la situation exceptionnelle dans laquelle il se trouve : dans un pays surtout agricole, pays de pâturage, de culture extensive où les produits sont à un prix sensiblement inférieur aux nôtres.

Il est établi que la nature produit plus qu'il n'est nécessaire et qu'elle est ainsi, dans une large mesure, maîtresse de ses importations.

¹ Broda, La fixation légale des salaires (*Report of the Royal Commission appointed to investigate and report on the Factories and Shops Laws of Victoria*, Melbourne, 1903).

² Biard d'Aunet, *l'Aurore Australe*.

5° Concurrence internationale.

Il semble qu'il est impossible de faire respecter, d'établir dans un état européen, concurrencé de toutes parts, une législation analogue à celle de l'Australie.

Cette objection, tirée de la concurrence étrangère, se retrouve toutes les fois qu'il est question de réforme en faveur de la classe ouvrière.

Selon nous, c'est l'objection la plus grave qu'on puisse opposer au minimum de salaires.

Mais d'abord, elle ne peut être invoquée contre l'ensemble des industries.

Elle ne peut l'être à l'égard des industries locales. Les industries du bâtiment, les petites industries de l'alimentation, du commerce de détail, par exemple, n'ont rien à redouter des charges, somme toute assez faibles, que leur occasionnerait une loi établissant le minimum.

L'objection se présente avec toute sa force, à l'égard des industries qui ont à subir la concurrence des produits étrangers sur le marché intérieur et à l'égard de celles aussi qui se livrent à l'exportation.

Mais il ne faut pas voir dans la concurrence étrangère un obstacle insurmontable à l'établissement de salaires raisonnables.

D'abord, l'expérience nous enseigne que les pays de hauts salaires et de courtes journées de travail ne sont pas en état d'infériorité dans la lutte industrielle. Au contraire, le travail y est plus productif, par suite d'une plus grande vigueur des ouvriers (diminution des accidents du travail dont le nombre s'accroît à partir de la huitième heure) par suite du développement du machinisme, de sorte qu'en définitive, le prix de revient est moins élevé qu'ailleurs.

Sans doute, cet équilibre peut être lent à s'établir et puis l'avantage d'ouvriers bien rémunérés, appréciable surtout dans les industries mécaniques où la perfection du machinisme assure la supériorité est moins évident dans certaines industries à domicile, où le travail à la main, sans aide de machines, ou avec des

machines et des outils très simples et peu coûteux, semble devoir subsister plus longtemps.

Dans certaines industries qui produisent l'objet à bon marché, il y a, pour ainsi dire, une coutume internationale de bas salaires. Ici, la lutte sur les marchés extérieurs n'est possible que par le maintien des salaires infimes. Ainsi, la concurrence de la camelote allemande dans l'industrie des jouets (poupées en carton-pâte, petits chemins de fer à vingt-cinq centimes, articles de bazars), pèse sur les salaires des industries similaires françaises et en maintient le taux très bas à la fois dans les deux pays.

Ne peut-on prendre des mesures spéciales à l'égard de ces industries qui pourraient être ébranlées par la concurrence internationale ? Tout en conservant le libre échange comme un idéal à réaliser dans un avenir plus ou moins lointain, alors que dans tous les pays les travailleurs bénéficieront de conditions de vie raisonnables et équivalentes, en attendant, n'est-il point légitime que l'intervention de l'Etat qui, en matière économique, se manifeste souvent dans le sens de la protection de l'industrie, se manifeste également quand il s'agit de protéger le travail ?

Faut-il attendre une réglementation internationale du travail ? Il est certain qu'il y a, en ce sens, un mouvement susceptible de grands résultats, mais il ne faut pas se dissimuler que c'est une lourde machine à mettre en marche.

Dans un discours sur la journée de dix heures (Chambre, 1^{er} mars 1912) M. Bourgeois, ministre du travail, disait : « Je reconnais que les ententes internationales permettent de réaliser les réformes dans des conditions de sécurité absolue. Mais il est des cas où cette méthode ne peut donner de bons résultats : il faut qu'une nation prenne l'initiative. C'est d'elle que les autres nations s'inspirent ensuite. »

Un Etat qui entreprendrait d'établir le minimum des salaires ne pourrait-il pas soutenir la réforme, si le besoin s'en fait sentir dans certaines industries plus particulièrement exposées à la concurrence étrangère, par un protectionnisme provisoire (protection douanière d'une part, prime à l'exportation d'autre part) et amener ainsi les autres Etats à suivre son exemple ?

Nous allons voir d'ailleurs que, notamment en ce qui concerne

les industries où sévit le *sweating system*, la question du relèvement des salaires par l'établissement d'un minimum s'impose à l'attention des grands Etats industriels et qu'on peut envisager une entente et une solution internationale à ce sujet.

B. — ANGLETERRE

C'est sous l'impulsion de l'Antisweating League, fondée à l'exemple de l'Australie, que le problème du travail à domicile s'est imposé à l'attention de l'Angleterre.

Sir Charles Dilke, le leader des radicaux anglais, présenta un projet de loi prévoyant la création de comités de salaires, pour les ouvrières en chambre. Le gouvernement présente à son tour un projet presque identique à la loi australienne, adopté sans objections par les deux Chambres du Parlement. C'est le Trade Boards Act du 20 octobre 1909, entré en vigueur le 1^{er} janvier 1910).

Le domaine en a été limité au début à quatre métiers :

1^o La confection de vêtements d'hommes (confection de tout fait et pour le commerce en gros).

2^o La fabrication de boîtes en papier, carton, copeaux et matières similaires ;

3^o Le finissage de la dentelle et des filets à la mécanique, travaux de raccommodage ou de reprisage dans le finissage des rideaux de dentelles.

4^o La fabrication des chaînes frappées au marteau¹.

Ce sont des métiers qui occupent beaucoup de travailleurs à domicile et surtout des femmes.

Le projet peut s'étendre à tout le reste de l'industrie. Dans chaque industrie peut être établie, à l'exemple de l'Australie, une commission de salaires ou Trade Board (bureaux ou offices de métiers) dans laquelle siégeront en nombre égal des représentants nommés par les patrons et des délégués élus par les ouvriers, et, en outre, des membres désignés par l'Office du

¹ Publication de l'Association internationale pour la protection des travailleurs, D. 139, 1910.

travail (Board of Trade) parmi lesquels l'un au moins sera une femme dans les métiers où beaucoup de femmes sont employées.

Les délégués élus par les patrons et par les ouvriers, forment ainsi l'élément le mieux renseigné sur les détails techniques de leur industrie ; ce sera plutôt aux représentants du gouvernement qu'incombera le soin de fixer le minimum équitable, avec le souci de permettre à l'industrie de subsister¹.

Le Trade Board général en chaque métier peut établir dans les diverses provinces des *sous-commissions* (comités de district), représentant l'industrie locale et lui rendant compte de la situation dans leur contrée.

Le projet vise aussi bien l'ouvrier que l'ouvrière, aussi bien les travailleurs en atelier que ceux à domicile.

La base générale sur laquelle sont fixés les minima de salaires aux pièces, est celle des salaires à la journée, et ce salaire à la journée est fixé, en principe, indépendamment de toute donnée antérieure, on s'en rapporte au bon sens des membres du comité des salaires ; il y a de la part de ceux-ci action créatrice.

Des dérogations au minimum sont admises pour les personnes souffrant d'une faiblesse quelconque physique, qui les rend incapables de gagner ce minimum.

Le Trade Board fait connaître une proposition de fixation du salaire à la journée et aux pièces ; il a trois mois pour recueillir les objections présentées par le Comité du district, les chefs d'industrie et les ouvriers.

Puis, il détermine le minimum, qui prend force de loi : 1° Pour tous les entrepreneurs qui se trouvent d'une manière quelconque en relation avec l'État, une commune ou une société d'utilité publique ; 2° pour tous les autres entrepreneurs, qui ne peuvent présenter un contrat de travail écrit, contenant des dispositions autres que celles de la Commission.

Le Trade Board pourra, au bout de six mois, et d'accord avec l'Office du travail, ordonner que ses décisions auront force de loi *d'une manière générale et sans exception* ; l'Office du travail

¹ *La grande Revue*, 10 novembre 1910. — J.-F. Renauld, *le Minimum de salaire en Angleterre*.

peut s'opposer à sanctionner cette mesure s'il la juge prématurée ou défectueuse.

On voit que ce minimum est soumis à une *élaboration consciencieuse*, que sa *mise en vigueur est progressive*.

De *larges pouvoirs* sont remis aux employés de l'Office du travail qui veilleront à l'application de la loi, ils ont entrée dans les usines, les ateliers, dans tous les lieux où du travail est distribué. Ils ont droit d'exiger la production des listes des personnes employées et des salaires.

Des *pénalités sèvères* atteignent les patrons convaincus de donner des salaires inférieurs au minimum légal, ils seront punis d'une amende de 500 francs pour la première infraction et de 125 francs par jour, tant que dure le délit constaté.

La première expérience fut tentée dans la *chaineterie*, industrie groupée autour de Cradley Heath. Les femmes surtout étaient très mal payées : la majeure partie ne gagnait pas 6 francs par semaine et n'arrivait à vivre qu'en faisant travailler toute la famille, même les enfants. Et cependant, dans cette industrie, la concurrence n'existe pas.

Après d'assez longues négociations, le Conseil central fixa le minimum de salaire à la journée à 26 centimes l'heure et le taux aux pièces fut établi de telle sorte qu'une ouvrière d'habileté moyenne puisse gagner ce même salaire à l'heure, ce qui représente un relèvement de salaire de 100 pour 100.

Les patrons avaient tenté de profiter de l'époque de six mois d'application limitée, ils comptaient pouvoir passer des contrats privant les ouvriers des bénéfices de la nouvelle loi, accumuler de grandes réserves de chaînes, puis invoquer les charges nouvelles de la loi pour congédier les ouvrières.

La ligue syndicale des femmes organisa la résistance, persuada aux ouvrières de refuser leurs signatures au contrat; les patrons firent le lock out, mais les chaînetières, soutenues par une souscription publique ouverte par la presse, remportèrent une victoire complète. Leur exemple fut suivi par les chaînetiers. Aujourd'hui les chaînetières de Cradley Heath, jadis les plus misérables des ouvrières de l'Angleterre sont toutes syndiquées et pourront à l'avenir se défendre elles-mêmes contre leurs patrons.

Pour la *dentellerie*, dont l'industrie est groupée autour de Nottingham et qui compte environ 10.000 ouvrières, la tâche était plus malaisée, par suite de la concurrence étrangère de la France et de la Suisse. La misère des ouvrières venait en grande partie de l'exploitation des intermédiaires, des baillereses dont elles reçoivent la besogne.

Le Conseil fut nommé à la fin de l'année 1909. Le minimum est fixé à 28 centimes l'heure jusqu'au 30 septembre 1912. A partir de cette date, il sera porté à 32 centimes ; le minimum à la pièce fut fixé sans difficultés spéciales. La bâilleresse devient responsable pour le minimum.

En ce qui concerne la fabrication des *cartons et des boîtes d'allumettes*, la difficulté venait de ce que l'industrie est très répandue géographiquement et de ce que la plupart des maisons de commerce possèdent leurs fabriques de cartons.

Le Trade Board central institua des Commissions régionales. Par la décision promulguée le 6 avril 1911, les taux à l'heure pour les ouvrières furent ainsi établis : à partir du 1^{er} juin, 28 centimes ; à partir du 1^{er} février 1912, 32 centimes ; à partir du 1^{er} février 1913, 33 centimes 1/2.

Pour les apprentis, le minimum de salaire hebdomadaire sera de 5 fr. 30 pendant les six premiers mois, de 6 fr. 85 pour le second semestre, de 8 fr. 75 pour le troisième, de 10 fr. 60 pour le quatrième, de 12 fr. 25 pour le cinquième, de 14 fr. 35 pour le sixième.

Ces taux s'appliquent à l'ouvrière ordinaire, non pas à l'ouvrière moyenne ; celle qui sait mieux travailler que l'ouvrière ordinaire doit recevoir un salaire plus haut.

Ce sont des taux universels ne différant pas dans les différentes localités.

L'*industrie du vêtement* fut celle qui présenta le plus de difficultés, parce que très répandue et compliquée.

On jugea nécessaire de borner l'opération de la loi aux vêtements d'hommes. Il fallut qu'une ordonnance détaillée, en date du 25 juillet 1910, règle la marche à suivre. La Commission devait compter 29 membres au moins, 37 au plus, pris selon un chiffre également fixé dans les diverses contrées de l'Angleterre. Il fut institué des sous-commissions.

Un arrêté du 9 novembre 1911 fixe un minimum de 35 centimes l'heure pour les ouvriers d'usine et un minimum de salaires à la pièce correspondants pour les ouvrières à domicile, mais ces derniers déterminés seulement pour les travaux les plus courants; pour les autres, le patron doit « ajuster » lui-même ces salaires à la pièce, de sorte qu'une ouvrière d'habileté moyenne puisse gagner 35 centimes l'heure. Les inspecteurs du travail sont chargés de vérifier si cet ajustage des salaires à la pièce est fait dans les conditions prévues ¹.

L'Office du Travail et surtout la National Antisweating League se sont efforcés d'instruire le monde ouvrier en vue de l'application de la loi, en vue de l'amener à seconder l'action du législateur. C'est ainsi que l'Antisweating League a distribué aux ouvrières tout un exposé de la loi, de ses détails, des bienfaits qu'elle se propose d'apporter aux travailleurs au moyen d'un questionnaire conçu en forme de catéchisme avec demandes et réponses très simples, très claires (*Grande Revue*, op. cit., J.-F. Renauld).

Enfin, dans les ateliers d'industries soumises à la loi, dans tous les endroits où se distribue le travail, sont placées de grandes affiches indiquant d'une façon précise le minimum de salaires aux pièces et à l'heure.

C. — ÉTATS-UNIS

En 1910, la Ligue sociale d'acheteurs des Etats-Unis avait pris la résolution de faire introduire le principe du minimum de salaires dans la législation de tous les Etats de la Fédération.

Des enquêtes, notamment celles de MM. Robert Coit, Chapin, ont démontré l'insuffisance des salaires et la nécessité d'un minimum vital dans les grandes industries américaines, parti-

¹ *Documents du Progrès*, juillet 1911. — Cicely Dean Corbett, *la Nouvelle loi sur le minimum de salaires en Angleterre*, Londres. — Edm.-R. Pease, *la Nouvelle loi anglaise sur le minimum de salaires*, Londres. — *Documents du Progrès*, novembre 1911. — R. Broda, *le Problème du travail à domicile et sa solution*.

culièrement dans les mines de charbon de l'Illinois, dans l'industrie des conserves de viandes de l'Illinois, dans les minoteries du Minnesota, dans les manufactures de chaussures du Massachusetts, pour les conducteurs de voitures de New-York, dans les métallurgies et aciéries de Pensylvanie¹.

Le Minnesota, le Wisconsin, le Massachusetts et le Milwaukee ont préparé un projet de loi inspiré de celui qui fonctionne en Nouvelle-Zélande.

Dans le Minnesota, la proposition établit pour chaque industrie un *jury d'arbitrage* formé de patrons, d'ouvriers et de personnalités neutres chargés de fixer un minimum de salaires au temps et aux pièces qui pourra être imposé à tous les employeurs d'une même profession. De plus, le Conseil d'Etat peut instituer des *Comités de salaires* dans toute industrie ou branche d'industrie employant des femmes et des mineurs, soit de sa propre initiative, soit à la requête de 25 personnes intéressées. Les Comités comprendront 10 représentants des patrons et 10 délégués ouvriers pour les femmes et les mineurs de la profession ; les membres nommés par le Conseil d'Etat ne pourront excéder le tiers de la totalité².

D. — BELGIQUE

En Belgique, on trouve deux projets : l'un de M^e Huysmans, député socialiste, déposé à la Chambre des représentants le 14 décembre 1910³, l'autre de M. Pierre Verhaegen, catholique, présenté à la Société d'Economie sociale de Belgique et adopté par elle en janvier 1911⁴.

Ils s'inspirent directement des vœux et propositions formulées par le premier Congrès international du Travail à domicile tenu à Bruxelles, en septembre 1910, ils demandent tous deux l'insti-

¹ *Mouvement social*, février 1911. — Claire Gérard, *Enquête sur les salaires et le prix de la vie aux Etats-Unis*.

² *Mouvement social*, mai 1911, p. 471.

³ Chambre des représentants, *Documents*, n° 43, décembre 1910.

⁴ Paul Boyaval, *la Lutte contre le sweating system*. Cf. texte, p. 505 et cf. *Annexe*, p. 615.

tution du minimum de salaire par des comités mixtes professionnels.

Les deux projets stipulent que la loi s'appliquera aussi bien à l'ouvrière qu'à l'ouvrier à domicile. Ils sont moins compréhensifs, cependant, que la loi anglaise, qui décide que, dans les industries où coexistent le travail en fabrique et le travail à domicile, elle s'étendra aux deux catégories d'ouvriers.

Ils ne comportent pas de limitation, ils envisagent comme devant être soumis à la loi la totalité des industries à domicile, et l'énumération simplement exemplative de la proposition Huysmans, englobe quatre-vingt-trois catégories de professions à domicile très différentes les unes des autres.

Les projets se différencient sur la formation des comités mixtes, sur le taux du minimum à fixer et sur certaines mesures accessoires.

Tandis que la proposition Huysmans prévoit la création de toutes pièces de ces Comités mixtes « dans toute localité ou dans tout groupe de communes où l'utilité en est constatée », la proposition Verhaegen utilise les sections des Conseils de l'industrie et du travail déjà existantes pour en faire des Comités de salaires « chargés d'instituer les salaires dans les industries à domicile ressortissant à ces sections ».

Ces organes sont constitués soit d'office, soit à la demande des intéressés. Le mode d'élection est celui des Conseils de l'industrie et du travail: toutefois, la proposition Huysmans ajoute l'électorat et l'éligibilité des femmes.

Ces Comités ont à déterminer le salaire minimum que doit gagner par heure un ouvrier de capacité moyenne et des séries de prix minima sur la base de ce salaire minimum, chaque fois qu'il sera possible. Pour les opérations non visées aux séries de prix, c'est à l'employeur à faire la preuve, en cas de conflit, que les conditions faites à l'ouvrier sont telles qu'elles permettent au travailleur de capacité moyenne de gagner le salaire minimum fixé à l'heure, tout employeur ayant, d'ailleurs, le droit de faire homologuer par le Comité son tarif aux pièces.

Les patrons sont responsables de l'insuffisance des salaires payés par leurs intermédiaires.

Les intéressés peuvent interjeter appel devant un Comité central qui pourra reviser et coordonner les tarifs.

Les projets prescrivent à l'employeur de tenir un *registre spécial* avec les noms, les adresses des travailleurs visés, la nature, la quantité du travail effectué, le salaire payé, les noms des intermédiaires, et, en outre, de remettre à tous les travailleurs visés un *livret individuel*, mentionnant le travail effectué et le salaire payé.

(La proposition Huysmans prescrit, de plus, l'affichage des tarifs par tout employeur faisant travailler à domicile.)

Les infractions, au minimum, sont punies d'amendes assez fortes (26 à 300 francs, projet Huysmans; 26 à 500 francs, projet Verhaegen), qui peuvent être doublées en cas de récidive.

C'est en ce qui concerne la base choisie pour le minimum de salaire, que se distinguent surtout les deux projets.

Tandis que le projet Verhaegen laisse cette base indéterminée, se contentant de dire que « le Comité déterminera le salaire minimum que doit pouvoir gagner, par heure, un ouvrier de capacité moyenne, ce salaire pouvant varier suivant la nature des travaux où les différentes parties de la circonscription soumise à la juridiction du Comité », le projet socialiste précise et dit que ce salaire minimum ne pourra être inférieur au salaire moyen, gagné à l'heure par un ouvrier de même capacité, dans les fabriques et usines.

Le projet Verhaegen, s'en rapportant sur ce point à la clairvoyance des Comités, paraît mieux marquer son intention d'aboutir plus vite à des réalisations positives.

Outre ses dispositions générales, le projet Huysmans édicte des mesures d'hygiène, donne au Ministre du travail le pouvoir de réglementer spécialement ou de supprimer certaines des industries visées. L'article 10 interdit même formellement le travail à domicile dans l'industrie de l'alimentation, dans celle des peaux pour chapellerie, dans celle du tissage et du filage du jute. Enfin, il déclare applicable aux travailleurs à domicile les lois sur le paiement des salaires, sur l'inspection du travail, sur le travail des femmes et des enfants, sur les accidents du travail, sur le repos dominical.

De son côté, le projet Verhaegen prévoit l'application du salaire minimum aux apprentis des professions visées, même lorsqu'ils travaillent en atelier.

E. — ALLEMAGNE

En mai 1909, la Commission du Reichstag chargée de la réforme du Code de l'industrie, avait à étudier les mesures propres à assurer la réglementation du travail dans les industries à domicile. Au cours des délibérations, le 6 mai 1909, trois projets émanant des socialistes, des nationaux libéraux, du centre, furent déposés, visant l'institution d'un minimum de salaire à fixer par des bureaux de salaires, composés par moitié des représentants des patrons et des ouvriers.

Malgré l'hostilité gouvernementale, le projet du Centre faillit passer, accepté en première lecture par 14 voix contre 13, il fut repoussé en seconde lecture à égalité de voix (13 contre 13).

Dans ce projet, la création des bureaux de salaires est confiée au Chancelier de l'Empire, aux Administrations centrales des provinces ou à l'Administration supérieure (les Conseils de prud'hommes et les Chambres de travail peuvent être chargés de la mission incombant aux bureaux de salaires). Ils auront à établir des minima sur la base des salaires *locaux* et *professionnels*. Ces minima, une fois homologués, seront obligatoires pour les travailleurs à domicile comme pour les travailleurs en ateliers « dans les branches d'industrie où un grand nombre d'ouvriers à domicile sont employés à des salaires inférieurs à ceux des autres ouvriers de ces industries ». Toute convention contraire au préjudice des travailleurs est nulle de droit.

Ce projet, de conception assez large, puisqu'il prévoit l'extension des minima des salaires dans les industries où règne le « *sweating system* », même aux travailleurs des ateliers, extension justifiable par la crainte de voir diminuer le travail à domicile si on légiférait spécialement pour lui, apparaît cependant insuffisant en ce qu'il subordonne la création des bureaux de salaires au bon vouloir des autorités publiques et en ce qu'il

n'édicte aucune sanction, aucune pénalité contre le patron qui n'aurait pas payé le minimum fixé¹.

Le Gouvernement nettement opposé à l'introduction du minimum légal, vient de faire voter la loi du 20 décembre 1911, qui, bien qu'intéressante par sa réglementation sévère du travail à domicile, est encore loin de satisfaire à toutes les exigences; elle prévoit d'abord et surtout des mesures d'hygiène (dimensions des ateliers, ventilation, expulsion des poussières, etc.), relatives aux locaux habités par les ouvriers en chambre (travail en petit atelier distinct de l'usine, atelier de famille, travail en chambre).

Une disposition plus importante prescrit d'afficher le *tarif des salaires* dans les locaux où le travail est distribué pour être exécuté à domicile, afin que les ouvriers puissent se rendre compte en tout temps du prix payé pour chaque article; il y a là un moyen d'empêcher les entrepreneurs de diminuer arbitrairement les salaires dans tel ou tel cas individuel.

Les employeurs qui occupent des ouvriers à domicile, doivent dresser une *liste* de ces ouvriers et remettre à chacun d'eux un carnet de salaires indiquant la nature du travail à effectuer et le salaire afférent.

Enfin, le Conseil fédéral peut établir des *conseils professionnels*, pour des catégories spéciales d'industries et des localités spéciales, composés d'un nombre égal de représentants des employeurs et des ouvriers, d'un président et de deux vice-présidents possédant la connaissance technique du métier; les ouvrières peuvent être représentées dans les conseils, lorsqu'elles sont en nombre suffisant; ces conseils ont pour mission de faire des rapports sur les conditions de l'industrie et du travail dans leurs ressorts, de proposer des mesures déterminées et de veiller à l'exécution de ces mesures, de réunir toute espèce d'information sur les salaires, de favoriser la conclusion de *contrats collectifs* et de *tarifs*².

Ils n'ont le droit que d'émettre des vœux et avis, sans pouvoir fixer d'autorité le taux des salaires à la façon des comités mixtes

¹ Paul Boyaval, *op. cit.* Cf. *Annexes*, p. 619. Cf. texte, p. 519.

² *Revue du travail (Belge)*, p. 109, 31 janvier 1912.

australiens ou anglais. Il faut voir néanmoins dans ce rôle officieux d'enquêteur et de donneur d'avis, dévolu à ces conseils, une promesse sérieuse d'un acheminement vers l'établissement de minima de salaires obligatoires.

F. — AUTRICHE

Le gouvernement autrichien vient de soumettre à l'examen des Chambres de commerce un projet de loi prévoyant la fixation des salaires minima dans les industries du vêtement, de la chaussure, de la lingerie; de même que le projet allemand, il prescrit aux patrons l'affichage de leurs tarifs de salaires dans les locaux où se distribue le travail, et des mesures d'hygiène pour les logements des ouvriers en chambre.

Le projet établit des « commissions du travail à domicile » composés de délégués élus par les patrons et les ouvriers en chambre ainsi que par les « artisans aux pièces » qui sont souvent dans l'industrie autrichienne, des intermédiaires entre patrons et ouvriers. Le Président et le Vice-Président sont nommés par les autorités.

« La Commission du travail à domicile peut fixer, d'une façon obligatoire et dans les branches de la production qui sont de son ressort, des salaires minima pour les aides employés à l'atelier par les artisans aux pièces ainsi que pour les ouvriers en chambre; elle peut fixer aussi des prix minima pour des marchandises que les artisans aux pièces doivent fournir à leurs clients; elle a également le droit de régler toutes les autres conditions du travail. Mais elle peut décider que les règlements qu'elle édicte ne s'appliqueront qu'à telles ou telles parties du territoire pour lequel elle a été constituée. »

Une majorité des deux tiers est exigée pour que les décisions des commissions deviennent obligatoires; il y a là une exigence qui pourra paralyser trop souvent l'action des commissions; les lois australienne et anglaise se contentent de la majorité absolue¹.

¹ *Documents du Progrès*, novembre 1911. Broda, *le Problème du travail à domicile*.

G. — FRANCE

En France, existent de nombreux projets sur le minimum des salaires.

Nous avons déjà signalé ceux de M. Richard (1892), de M. Coustant (1907), qui prévoient une fixation générale administrative de ce minimum; ceux de M. Vaillant (1906) et de M. Aubriot (1911) pour les ouvriers de l'Etat; celui de M. Basly (1906) pour les mineurs.

Il en est d'autres qui s'adressent également soit à l'ensemble de l'industrie soit à des catégories particulières d'ouvriers.

1° Projets d'ensemble

La proposition de loi sur le Code du travail, déposée par M. GROUSSIER et le groupe des députés socialistes, le 13 juin 1898, reprise et déposée à nouveau le 15 janvier 1903, par M. DEJEANTE et plusieurs de ses collègues, prévoit l'établissement du minimum des salaires (Art. 93 et suivants du Code de travail Dejeante¹).

Art. 93. — Un minimum de salaire sera déterminé: 1° par professions ou catégories de travail; 2° pour les adultes et jeunes travailleurs. Il pourra être fixé par régions et s'il y a lieu par départements, arrondissements ou communes.

Art. 94. — Les minima de salaires seront fixés par le Conseil supérieur du travail, sur la proposition des chambres de travail, qui prendront avis des bourses du travail et des syndicats professionnels intéressés.

Art. 95. — Les minima de salaire pourront être révisés annuellement.

Art. 96. — Le minimum de salaire du mois sera le douzième de celui de l'année. Le minimum de salaire de la journée sera le

¹ A. Groussier, *Proposition de loi sur le Code du travail*, 1898. Imprimerie de la Chambre des députés.

² Victor Dejeante, *Proposition de loi sur le Code du travail*. Annexe au procès-verbal de la séance du 15 janvier 1903, Chambre des députés.

vingt-sixième de celui du mois. Le minimum de salaire à l'heure sera le huitième de celui de la journée.

ART. 97. — Le Conseil supérieur du travail déterminera dans les mêmes conditions les minima de prix des travaux aux pièces ou à la tâche. Les minima seront calculés d'après le temps moyen nécessité pour l'exécution de ces travaux.

ART. 98. — Les prix de séries fixés par les communes, les départements ou l'Etat, devront être établis en tenant compte des minima de salaire ou des tarifs établis par le Conseil supérieur du travail.

Ce Conseil supérieur du travail serait un Comité mixte composé de trois délégués travailleurs et de trois délégués employeurs par région de travail et choisis dans chacune des trois catégories : agriculture, industrie, commerce, plus des délégués des Fédérations nationales de métiers ou d'industrie et des Syndicats nationaux, à raison de un délégué par dix mille adhérents ouvriers (art. 592). Les Chambres de travail établies à raison de une par arrondissement, seraient composées en nombre égal de délégués patrons et ouvriers (art. 540).

On trouve aussi un projet de loi de *M. Vaillant*¹ déposé le 5 novembre 1906 tendant à instituer la journée de huit heures et un salaire minimum pour tous les ouvriers et employés.

ART. 11. — Pour tous les travaux de métiers ou industries, de commerce ou d'agriculture, où existent une organisation et un tarif syndical, le salaire sera celui de ce tarif syndical.

Où ce tarif syndical n'existe pas encore, un salaire équivalent ou tout au moins minimum, sera provisoirement établi par délibération et entente entre les délégués de la Fédération générale du travail, les délégués des ouvriers des industries en cause et et les patrons.

Enfin, plus récemment, le 5 décembre 1910, *M. Cuny*² dépose

¹ *Documents parlementaires*, n° 374, p. 58, 1906. Proposition déposée à nouveau le 17 novembre 1910 (*Documents parlementaires*, n° 469. *Journal Officiel*, p. 114).

² *Mouvement social*, février 1911. Travaux législatifs (*Documents parlementaires*, n° 545. *Journal Officiel*, p. 168, 1910).

une proposition de loi sur le salaire minimum instituant pour la généralité des travailleurs des Comités de salaires.

Ces Comités, composés de douze membres (hommes et femmes) élus par moitié par les employeurs et les employés, siégeront au chef-lieu de département. Avant de fixer les tarifs minima ils afficheront dans les mairies les chiffres qu'ils proposent d'adopter et recevront les objections présentées par les intéressés durant un délai d'un mois. Le projet institue, en outre, un tribunal d'appel contre les Comités de salaires. Ce Comité central serait composé de douze délégués des Comités des salaires pris dans plusieurs départements et représentant l'ensemble de la profession. En feront partie de droit, les présidents des Chambres de commerce, du Tribunal de commerce et du Conseil des Prud'hommes du chef-lieu du département où siège le Tribunal ; le nombre de ces tribunaux et leur juridiction seront déterminés par un arrêté du Ministre du travail.

2° Projets visant spécialement certaines catégories de travailleurs.

a) Une proposition de loi de *M. Clovis Hugues*, déposée le 18 mars 1902¹, se fondant sur ce fait que parfois les entrepreneurs de l'industrie du bâtiment obligent les ouvriers qu'ils engagent à signer un contrat par lequel ils acceptent de travailler à 10 ou 15 pour 100 au-dessous du taux inscrit dans les séries de prix qui existent à Paris et dans plusieurs villes, décide : article premier, « que les *salaires des ouvriers du bâtiment*, dans chaque profession et pour chaque catégorie, ne pourront être inférieurs au taux fixé par la série de prix de chaque ville. Dans les communes où il n'aurait pas été élaboré de série de prix, ce salaire sera égal au taux couramment appliqué ».

b) *Pour l'agriculture*. — Deux propositions de loi, une de *M. Vaillant*, déposée en 1894², une autre de *M. Aldy*, déposée

¹ *Journal Officiel*, Débats Chambre, 19 mars 1902.

² *Journal Officiel*, Documents Chambre, p. 74, 1894. Proposition reprise

le 21 décembre 1906¹, de même inspiration, tendent à instituer des délégués agricoles et un salaire minimum pour la protection du travail et des travailleurs agricoles.

Ces délégués, élus par le suffrage universel des salariés et des cultivateurs de leur propre terrain, n'employant pas de salariés, auraient toute qualité pour fixer chaque année et pour l'année, dans un Congrès au chef lieu du département, le salaire minimum de chaque catégorie d'ouvriers agricoles du département, en rapport exact avec les circonstances locales et les frais d'existence de cette région (et pour chaque catégorie de travaux, agricoles, hydrauliques, forestiers). Ce minimum serait aussitôt fixé par décret.

Tous ces projets n'ont pas jusqu'à présent été l'objet de discussions approfondies. Il en est différemment de ceux qui vont suivre, et que nous étudierons plus en détail.

c) Propositions de lois sur le travail à domicile. — En ce qui concerne spécialement le travail à domicile, on rencontre en France plusieurs projets ; deux d'abord, assez semblables, de même inspiration, calqués sur le modèle australien et anglais.

Le premier est de M. de Mun, le 2 avril 1909².

ARTICLE PREMIER. — Des Comités professionnels chargés d'établir des salaires minima peuvent être institués par le Ministre du travail *pour toute industrie*, occupant des *ouvriers* ou des *ouvrières* à domicile.

ART. 3. — Les membres du Comité de salaires sont élus moitié par les employés, moitié par les employeurs des professions soumises à sa juridiction.

ART. 13. — Le Comité détermine le salaire minimum que doit recevoir par heure l'ouvrier de capacité moyenne.

Le salaire peut varier suivant la nature des travaux ou les différentes parties de la circonscription soumise à la juridiction du Comité.

par M. Vaillant, le 27 juin 1898 (Documents Chambre, n° 118, 1898) et le 20 mai 1903 (Documents Chambre, p. 491, 1903).

¹ *Documents parlementaires*, n° 595, p. 318, 1906.

² *Documents parlementaires*, n° 2453, 1909.

Le Comité devra, *toutes les fois que ce sera possible, établir des séries de prix minima*, pour les diverses opérations que comporte la profession.

Pour les opérations non visées aux séries de prix, l'employeur doit prouver, dans chaque cas particulier dont le tribunal serait saisi, que les conditions faites à l'ouvrier sont telles qu'elles permettent au travailleur de capacité moyenne d'obtenir le salaire minimum fixé à l'heure.

Tout employeur aura le droit de soumettre à l'homologation du Comité de salaire le tarif minimum adopté par lui pour le tarif aux pièces.

L'autre projet de M. René Viviani, ministre du travail, fut présenté le 10 janvier 1910 au Conseil supérieur du travail¹.

Il s'agissait de constituer en Comités de salaires, par décrets rendus en Conseil d'Etat, les Conseils du travail créés en vertu de la loi du 17 juillet 1907.

ART. 2. — Peuvent être constitués en Comités de salaires, mais seulement pour l'industrie et la région qu'ils représentent, les Conseils de travail institués pour le moulinage et la filature de la soie, pour le tissage des étoffes, pour la confection de lingerie, broderie, vêtements, chapeaux, chaussures, fleurs artificielles.

Toutefois, sauf pour le moulinage et la filature de la soie, les Comités de salaires ne fonctionneront que *pour le travail à domicile salarié*.

ART. 3. — Les Conseils du travail pourront également être constitués en Comités de salaires pour des industries et travaux non spécifiés au précédent article, sur la demande de patrons et d'ouvriers d'une région, mais à la condition que l'enquête entreprise sur cette demande établisse qu'elle est approuvée par la majorité des patrons et par la majorité des ouvriers intéressés.

ART 7. — Les Comités de salaires ont pour mission de dresser des listes de salaires, à la journée ou aux pièces, des tarifs

¹ Musée social, *Annales*, février 1910.

de façon concernant les professions et travaux visés par le décret d'institution.

Seuls pourront être visés, parmi les travaux et professions de l'industrie représentée, ceux dont la rémunération est en général inférieure au salaire ordinaire des ouvriers et ouvrières non spécialistes, journaliers ou manœuvres dans la région.

Ainsi, ce projet, de même que celui de M. de Mun, visait spécialement et principalement le travail salarié à domicile, mais, en outre, donnait, sous certaines conditions, la possibilité d'étendre ses dispositions à toutes sortes d'industries, même pour les travaux exécutés en atelier.

Ces deux projets s'adressent aussi bien aux *ouvriers* qu'aux *ouvrières* à domicile.

3° Le projet du Conseil supérieur du travail.

Ce sont ces extensions possibles du premier projet gouvernemental qui ont préoccupé la Commission permanente du Conseil supérieur du travail et lui ont paru de nature à retarder la solution désirée.

Repoussant cette généralisation qui « aboutissait à soumettre toutes les industries à l'omnipotence des Comités de salaires tranchant avec une singulière infaillibilité des conditions du salaire régies de tout temps par la loi naturelle de l'offre et de la demande » (rapport Honoré¹), la Commission, afin d'aboutir plus rapidement et plus sûrement, a jugé qu'elle devait limiter son étude et l'intervention de la loi future au domaine où sévit avec le plus d'âpreté le *sweating system*, c'est-à-dire dans *l'industrie du vêtement*, et qu'en outre, dans cette industrie, la loi ne devait s'appliquer qu'aux *seules ouvrières* travaillant à domicile.

Voilà déjà deux restrictions importantes ; il en est une troisième qui modifie complètement le procédé d'intervention.

La Commission, estimant qu'en l'état actuel de l'industrie, surtout en ce qui concerne le vêtement, une réglementation pré-

¹ Rapport de M. Honoré, président de la Commission permanente du Conseil supérieur du travail, *Documents*, Session 1910.

cise était impossible, qu'on ne pouvait établir « *a priori* » des prix touchant à la confection d'objets qui changent de saison en saison et qui, dans la même saison, prennent tant de formes et tant de degrés dans la valeur, a repoussé l'institution de Comités de salaires fixant à l'avance des tarifs et a jugé qu'il convenait de laisser aux Conseils de prudhommes le soin de dire, après coup, en cas de réclamation, si le prix accordé pour un travail déterminé correspond bien au taux du salaire minimum prévu.

Quant au taux de ce salaire minimum, le projet de Mun (art. 13) n'en donnait pas la base, laissant ainsi une certaine initiative aux Comités de salaires qui pouvaient, à cet égard, avoir une action créatrice.

De même, le projet Viviani (art. 7) s'en remettait au jugement des Comités de salaires, il paraissait seulement indiquer un critérium possible dans le salaire des ouvriers et ouvrières non spécialistes, journaliers ou manœuvres de la région.

Les deux projets prévoyaient l'établissement d'un salaire minimum à la journée (ou à l'heure) et de tarifs de prix aux pièces, fixés *a priori*.

La Commission ayant jugé que, dans une infinité de cas, le travail ne peut être apprécié qu'une fois fait, « parce que chaque entrepreneur exige une façon différente pour chaque sorte de couture, de piqure, etc..., suivant la destination de la commande, pour l'exportation, pour la série, pour le travail plus ou moins fini », devait naturellement renoncer au minimum par pièces et chercher le moyen de protéger l'ouvrière par la seule fixation d'un minimum de salaire à l'heure.

Quel sera ce salaire minimum à l'heure ?

En théorie, le minimum devrait correspondre à ce qui est nécessaire à une femme pour qu'elle puisse vivre de son seul salaire ; il faudrait donc tenir compte des journées de repos et des périodes indéterminées de chômage. La Commission du travail a pensé que, pratiquement, cela n'était pas possible, et qu'il fallait se dégager complètement de cette conception trop spéculative du salaire vital « qui entraînerait en dehors des faits concrets auxquels le législateur doit rester attaché », qu'il fallait s'en tenir à des salaires constatés dans la région. Elle a estimé que le salaire

minimum devait partir d'une base claire, précise, fixée au temps, soit à la journée, soit mieux à l'heure, et déterminée selon les régions.

Les réponses des personnes appelées à donner leur avis devant le Conseil supérieur présentaient comme possibles plusieurs bases pour la fixation du minimum de prix de l'heure de travail.

« Le plus grand nombre a cherché pour le travail à domicile son point de comparaison dans le prix du travail de même nature à l'atelier. Les uns ont observé que le travail à domicile étant moins régulier, moins soigné qu'à l'atelier, il fallait, pour qu'il se maintînt, prendre pour lui être appliqué un minimum un peu au dessous du prix de l'atelier : d'autres, et c'est le plus grand nombre, ont estimé au même taux, le prix minimum à domicile et à l'atelier, d'autres enfin, en se fondant sur ce que l'ouvrière à domicile économise à l'entrepreneur les frais généraux de l'atelier, ont admis que le minimum à domicile devait être un peu supérieur à celui de l'atelier. »

« Toutes ces opinions, constate dans son rapport M. Honoré, président de la Commission du travail, sont justifiées par les cas particuliers dans lesquels chaque déposant se trouve placé. Ainsi, l'ouvrière vient-elle chercher et rapporter son ouvrage, ou bien au contraire une ramasseuse le porte-t-elle et vient-elle le lui reprendre, on comprend que la comparaison pour le prix de l'ouvrage rendu à l'atelier soit fort différente. Mais on peut sans doute ajouter le temps de livraison dans le calcul du prix de l'ouvrage et aboutir à admettre pour le travail à domicile, un prix minimum égal au prix minimum en atelier » (Rapport Honoré).

Remarquant en outre que « le minimum du prix de l'heure en atelier se modèle dans chaque pays sur le prix général de la main-d'œuvre dans le pays » et « qu'à peine de faire perdre tout travail à la femme, que le législateur veut protéger, il faut que ce minimum soit fixé avec une extrême modération » la Commission est amenée à prendre pour salaire minimum, la rémunération inférieure des ouvrières *non qualifiées ou journalières* de la région.

Article premier de la proposition Honoré (présentée à la Commission permanente). « Les femmes, travaillant à domicile.,

(pour tous travaux salariés de l'industrie du vêtement) ne peuvent recevoir une rémunération inférieure au salaire ordinaire des ouvriers non spécialistes ou journalières de la région.» (Adopté par la Commission permanente.)

Et voici le sens qu'attache M. Honoré au terme « non spécialiste. »

« A cet égard il importe d'abord de préciser un fait. Toute ouvrière spécialiste possède une habileté supérieure à celle d'une ouvrière qui, douée même d'une bonne aptitude moyenne, ne fait un travail quelconque que d'une façon occasionnelle. Cette dernière, à laquelle échoie fatalement une rémunération inférieure, est celle que nous désignons par le terme non spécialiste. C'est elle, sur laquelle doit se porter la protection légale qui vise le minimum pratiqué dans la région. Dès lors, que l'ouvrière à domicile débute dans tel ou tel genre, son salaire de début est le salaire minimum à fixer par comparaison à celui qu'elle aurait en entrant à l'atelier, s'il y en a dans la région ou en s'occupant à tous autres travaux comparables s'il n'y a pas d'atelier. »

La base du salaire minimum serait donc, on le voit, le salaire que toucherait la femme sans profession déterminée, travaillant dans une région donnée, celui par exemple de la femme de ménage, et non celui de l'ouvrière en atelier, exécutant les mêmes travaux.

Mais, prendre pour critérium le salaire d'une journalière non qualifiée, n'est-ce pas consolider l'état de chose actuel ? Aussi, lorsque le Conseil supérieur du Travail, réuni en session ordinaire, discuta le projet Honoré, il s'attacha à définir ce terme imprécis d'ouvrière « non spécialiste » : on convint qu'on ne devait pas l'interpréter comme visant le salaire de la femme de journée, de la femme de ménage exerçant tantôt un métier, tantôt un autre. On adopta une autre rédaction. « Les femmes travaillant à domicile dans l'industrie du vêtement ne peuvent recevoir une rémunération inférieure au salaire ordinaire dans la région des ouvrières occupées à des travaux analogues, mais non qualifiées et payées à la journée. »

Dans sa pensée, il s'agissait du salaire ordinaire pratiqué couramment dans la localité et payé à la journée à des ouvrières n'ayant pas une expérience spéciale des travaux de couture.

C'est par rapport à ce salaire de base ainsi défini, que chaque entrepreneur fixera ses prix de façons et ses tarifs, suivant son initiative privée et à ses risques et périls. Ces prix de façons devront être mentionnés sur un carnet remis à l'ouvrière ou affichés en permanence dans les locaux où s'effectuent la distribution ou la remise des travaux.

Ce n'est qu'à propos des contestations qui naîtront entre employeurs et employés, au sujet des prix de façons des travaux à domicile, que le Conseil des prud'hommes interviendra pour juger si l'ouvrière est insuffisamment payée, s'il y a lieu à rétribution complémentaire, il aura à rechercher, avant de juger sur le fond du litige, d'une manière précise quel est le salaire à l'heure dans la région. Ce salaire déterminé, s'aidant au besoin d'experts, il établira l'équivalence entre le prix du travail à la pièce et le prix du travail au temps. Il jugera dans chaque cas d'espèce, si le salaire à la pièce donné pour un travail à domicile, est tel qu'il permette à l'ouvrière qui réclame de gagner un salaire égal au salaire minimum à la journée, à durée égale de travail.

Le Conseil supérieur a apporté diverses additions et modifications au projet Honoré.

Il prévoit dans son contre projet, que les Conseils de prud'hommes devront constater le taux du salaire journalier, que les Conseils du travail pourront eux aussi dresser des tableaux de tarifs pour faciliter l'appréciation des prud'hommes.

Le Conseil des prud'hommes indiquant le taux normal des salaires minima, l'ouvrière aura des points de comparaison, elle pourra se rendre compte plus facilement si elle a ou non touché le minimum fixé. Sans doute, les tarifs ainsi élaborés ne sont pas directement obligatoires pour les employeurs, mais c'est déjà une méthode supérieure à celle de la fixation *a posteriori*, pure et simple, intervenant seulement à l'occasion d'un différend et sur la requête des ouvriers. (Notons tout de suite que le second projet gouvernemental indiqué plus loin, ne croira pas devoir retenir cette mesure proposée par le Conseil supérieur.)

En outre, le Conseil supérieur rend obligatoire à la fois le carnet individuel et l'affichage des prix de série dans les locaux où passent les ouvrières à domicile.

Il déclare que l'entrepreneur ou le sous-entrepreneur est civilement responsable lorsque c'est de son fait que le salaire minimum n'a pu être payé.

Enfin, et c'est la mesure la plus heureuse, la plus susceptible d'étendre l'application de la loi, il décide « que les associations intéressées à cet effet, par décret, pourront exercer les actions civiles résultant de la présente loi, sans avoir à justifier d'un préjudice. »

4° Le nouveau projet gouvernemental.

Devant ces nouvelles directions d'idées, le Gouvernement a abandonné son premier projet et en a soumis un nouveau au Parlement, le 7 novembre 1911¹, se rapprochant beaucoup du contre-projet du Conseil supérieur du travail. Il a été inséré dans le Livre I^{er} du nouveau Code du Travail et de la Prévoyance sociale promulgué à l'*Officiel* le 30 décembre 1911.

En voici les dispositions essentielles :

« ART. 32 *a*. — Toute femme exécutant à domicile des travaux de confection de lingerie, broderie à la main, vêtements, chapeaux, chaussures, fleurs artificielles, ainsi que tous autres travaux rentrant dans l'industrie du vêtement, ne peut recevoir une rémunération inférieure au salaire ordinaire d'une ouvrière de la région, payée à la journée ou à l'heure et non qualifiée, c'est-à-dire exécutant communément et sans spécialisation professionnelle déterminée, les divers travaux courants de la profession.

« ART. 32 *b*. — Le tarif aux pièces, appliqué aux travaux à domicile ci-dessus visés, doit être tel qu'il permette à une ouvrière d'habileté moyenne de gagner, en dix heures, un salaire égal au salaire à la journée, déterminé comme il est dit à l'art 32 *a*.

« ART. 32 *f*. — Pour faciliter l'appréciation des Conseils de prud'hommes dans la connaissance des différends qui peuvent s'élever au sujet de l'application de la présente section, les Conseils du Travail peuvent dresser d'office, ou dressent sur la demande du Gouvernement, le tableau des salaires à la journée

¹ *Documents parlementaires*, n° 1269. *Questions de législation ouvrière et d'économie sociale*, p. 15, 1911.

ou à l'heure et le tableau des tarifs aux pièces correspondants, pour les tâches les plus usuelles, dans les professions et les régions qu'ils représentent.

« A défaut de ces constatations, les Conseils de prud'hommes peuvent, sans préjudice des attributions contentieuses qui leur appartiennent en vertu de la loi, faire des enquêtes avec ou sans expertise en vue d'établir les mêmes données.

« Les uns et les autres publient les résultats de leurs constatations.

« ART. 32 *g*. — Les Conseils de prud'hommes sont compétents pour juger toutes les contestations qui naîtront de l'application de la présente loi et notamment pour redresser tous comptes de salaires inférieurs aux salaires définis à l'article 32 *a*.

« Toutefois, dans tous les cas où un Conseil de prud'hommes sera appelé, soit à évaluer pour la première fois le chiffre d'un salaire minimum, soit à modifier son évaluation antérieure, le bureau de jugement du Conseil devra être présidé par le juge de paix dans les conditions prévues par la loi pour les jugements en cas de partage des voix.

« La différence constatée entre le salaire des ouvrières non qualifiées et le salaire payé à une ouvrière d'habileté moyenne, d'après le tarif de l'employeur, doit être versée par celui-ci à l'ouvrière insuffisamment rétribuée, nonobstant toute convention contraire.

« Tout employeur, entrepreneur ou sous-entrepreneur est civilement responsable, lorsque c'est de son fait que le salaire minimum n'a pu être payé.

« ART. 32 *i*. — Les associations ou syndicats autorisés à cet effet par décret rendu sur la proposition du Ministre du travail et de la prévoyance sociale, peuvent exercer toutes les actions civiles résultant de la présente section, sans avoir à justifier d'un préjudice, à charge, si le défenseur le requiert, de donner caution pour le paiement des frais et dommages auxquels ils pourraient être condamnés, à moins qu'ils ne possèdent en France des immeubles d'une valeur suffisante pour assurer le paiement. »

5° Critique.

1° La base du salaire minimum est prévue comme devant être une base fixe, unique pour toutes les femmes à domicile occupées à des travaux rentrant dans l'industrie du vêtement, que les Conseils de prud'hommes trouveront dans des salaires existants, qu'ils n'auront qu'à constater, ce qui exclut de leur part toute action créatrice.

Malgré les définitions successives, il est assez difficile de se faire une idée claire et précise de la base proposée; quelle est exactement l'ouvrière non spécialiste ou non qualifiée dont le salaire servira de critérium?

L'interprétation la plus générale qu'on puisse donner du texte gouvernemental est celle qui ramène le salaire ordinaire des ouvrières non qualifiées dans la région au salaire ordinaire du travail au temps dans la région.

Mais pour ce salaire au temps dans la région, on peut s'en référer soit au salaire minimum des ouvrières d'industrie non qualifiées, soit à celui de l'ouvrière qui va travailler à domicile, à la journée et qui reçoit, le plus souvent, une part de son salaire en nature et une autre en argent.

Le fait d'assimiler l'ouvrière à domicile à l'ouvrière faisant un métier quelconque en atelier, paraît comporter une sorte de diminution de la profession de l'ouvrière à domicile, qui n'est pas nécessairement une femme sans spécialisation professionnelle, qui peut être aussi habile que l'ouvrière d'atelier spécialisée; ce sont très souvent les besognes les plus fines qui sont faites à domicile.

Si on assimile l'ouvrière à domicile à l'ouvrière qui va travailler à la journée, pour s'occuper de travaux courants de couture, il faut remarquer que cette dernière a très souvent une condition supérieure à celle de l'ouvrière en atelier : dans certaines régions elle est payée 2 francs par jour et nourrie aux trois repas tandis que l'ouvrière d'atelier ne gagne pas plus de 3 fr. 50; alors l'objection qu'on tire de la diminution du travail à domicile prend ici toute sa force puisqu'on prend pour terme de comparaison une ouvrière en quelque sorte privilégiée par son salaire.

Si donc, on veut rester attaché à une base fixe, il semble nécessaire de la préciser davantage.

Théoriquement, le fait de se baser sur des salaires constatés dans la région est insuffisant comme principe d'une loi qui veut réaliser le minimum de salaire, car ces salaires courants peuvent être inférieurs au minimum vital qu'on devrait toujours avoir en vue.

En fait ici, si l'on s'en tient au salaire moyen des ouvrières d'usine, ce serait un progrès de voir s'élever à son niveau celui des ouvrières en chambre qui lui est de beaucoup inférieur; ce salaire d'usine correspond assez généralement à celui de la femme de ménage.

Or, à Paris une femme de ménage gagne de 35 à 40 centimes l'heure, il est rare que dans les provinces et les campagnes, elle gagne moins de 20 centimes; ce taux appliqué à l'ouvrière à domicile on ne verrait plus le scandale des travaux de couture (festons, jours, petits plis) exécutés pour des salaires de 10 et même 5 centimes l'heure.

Et cependant, avec cette méthode qui consiste à fixer un même minimum pour plusieurs professions, on risque de laisser beaucoup de misères insoulagées. On aboutit en effet à un minimum vital journalier. Or, chaque profession se meut dans des conditions spéciales auxquelles correspond (en raison surtout des périodes de chômage plus ou moins longues), un minimum vital professionnel.

Le problème compris et résolu dans son sens large, aurait consisté à donner à chaque catégorie de l'industrie du vêtement une réglementation spéciale; à fixer un minimum vital annuel, le même pour toutes les travailleuses dans une région déterminée, basé sur ce qu'il faut à une femme seule pour vivre modestement de son travail, pendant une année, puis à transformer dans l'application ce minimum vital annuel en salaire minimum professionnel. « Chaque profession a ses conditions spéciales qui font que le salaire minimum horaire n'est pas le même pour chacune d'elles; il faut donc des tarifs spéciaux à chaque profession pour que le salaire soit vraiment vital pour l'ouvrière¹. »

¹ Henri Dagan, Les revendications des ouvrières à domicile, *Documents du Progrès*, janvier 1912.

Le Conseil supérieur du Travail ne pouvait adopter ce point de vue que s'il avait prévu l'application de la loi aussi bien aux ouvrières en ateliers qu'aux ouvrières à domicile; ne légiférant que pour ces dernières, il se condamnait à agir avec une timidité et une prudence extrêmes, afin de ne pas provoquer la diminution du travail à domicile au profit du travail en atelier, ce qui serait une cause de misère pour les femmes qui ne peuvent s'éloigner de leurs foyers.

2° En ce qui concernela difficulté de fixer des prix de série, elle est certainement réelle, cependant les résultats de l'expérience soit en Australie, soit en Angleterre, et certaines dépositions de personnes appelées devant la Commission du Travail semblent indiquer qu'il n'y a là qu'une difficulté et non pas une impossibilité.

Pour les articles courants, classiques, de l'industrie du vêtement, on reconnaît d'une façon quasi unanime (même les entrepreneurs) qu'il y a possibilité d'établir des tarifs à l'avance. La question ne se pose donc qu'à l'égard de travaux d'essais, des articles de fantaisie, des modèles qui ne sont pas courants, qui varient avec la mode.

Voici ce que dit sur cette question des tarifs *a priori* M^{me} Chemilding (secrétaire du syndicat de l'habillement). « Il est facile d'établir des tarifs à l'avance, surtout pour les articles classiques. Quant aux modèles qui ne sont pas courants, on pourrait les faire faire à l'atelier pour se rendre compte du temps qu'ils exigent des ouvriers, afin de donner pour leur exécution à domicile, un prix égal à celui auquel ils reviennent en ateliers. C'est là une question d'évaluation qu'il est facile de résoudre. Si quelques maisons n'ont pas d'ouvriers en atelier, elles peuvent toujours en prendre temporairement pour faire établir plusieurs prix par plusieurs ouvriers et fixer ainsi leur tarif.. » (Rapport Honoré).

Egalement, M^{me} Duchêne, fondatrice de l'*Entraide* et directrice d'un magasin de couture et de lingerie, estime qu'on peut fixer *tous* les tarifs par avance.

Il faut noter que ce sont toujours des représentants d'associations ouvrières qui soutiennent la fixation de tarifs *a priori*, que ce sont toujours des patrons qui s'y opposent.

Voici la déposition de M. Stork, fabricant de fourrures. « Une année, une mode d'une exécution très difficile va surgir, l'année suivante ce sera le contraire, il est impossible de tarifier et de fixer la valeur du travail pour des matières aussi différentes...

« Quand nous offrons du travail, on l'accepte ou on le refuse, c'est la loi de l'offre et de la demande. S'il y a abondance de travail nous le payons plus cher, les ouvriers manquant pour l'exécuter, si au contraire le travail est rare et que les ouvrières disponibles soient nombreuses, nous le payons moins cher. » (Rapport Honoré.) Mais c'est précisément contre ces effets néfastes de la loi de l'offre et de la demande dans le travail à domicile qu'une législation sur le minimum doit intervenir.

A la vérité, il nous semble que, si les patrons sont opposés à la fixation à l'avance de tarifs pour ces articles de fantaisie, c'est qu'ils ne sont pas assurés du succès de ceux-ci auprès du public; que, par suite d'une erreur de mode, le commerçant peut manger de l'argent sur ces articles et que dès lors ils sont amenés à les faire exécuter au plus bas prix possible. Mais est-il juste que ce soit l'ouvrière qui supporte les erreurs des patrons ?

En tout cas, on aurait pu décider que seraient fixés à l'avance le plus grand nombre possible de tarifs, on n'aurait fait exception que pour ceux à l'égard desquels une réelle difficulté aurait été constatée. C'est dans cette fixation de tarifs *a priori* que la loi pouvait puiser sa plus certaine efficacité.

Le projet du Gouvernement prévoit bien pour les tâches les plus usuelles une préalable détermination de tarifs, mais elle est officieuse et toute platonique.

Il dit que les conseils du travail *peuvent* dresser d'office le tableau des salaires à la journée ou à l'heure et le tableau du tarif aux pièces correspondant; ou bien qu'à défaut de ces constatations, les Conseils de prud'hommes *peuvent* établir les mêmes données.

C'est trop compter sur le bon vouloir de ces institutions, il serait mieux que l'article 32 *f* substitue l'obligation à la simple faculté de procéder à ces évaluations, qu'il leur donne force légale de sorte qu'elles s'imposent pour les contestations à venir.

3° Enfin, si ingénieux que puisse paraître ce système de

recours au Conseil de prud'hommes, intervenant après coup, une fois le travail exécuté et rémunéré, et jugeant pour chaque cas d'espèce, il est à craindre qu'il manque d'efficacité.

Combien, parmi les ouvrières qui se croiront lésées, oseront prendre l'initiative de citer en justice leurs patrons, par peur de se voir refuser ensuite de l'ouvrage; elles préféreront subir les prix imposés par ceux-ci.

Et puis, la juridiction des prud'hommes, quoique à bon marché, n'est pas gratuite; la dépense seule que peut entraîner une action devant elle, peut faire hésiter les plaignantes.

Sans doute, l'obligation pour les patrons d'afficher leurs prix de façon, est une mesure précieuse, car il est des salaires d'exploitation qu'on n'ose pas avouer.

Mais, cependant, si ces tarifs ne correspondent pas au minimum de salaire et si l'ouvrier les accepte, qui pourra les contester?

L'article 32 *i* du projet gouvernemental, donne bien le droit de poursuivre les entrepreneurs aux associations et syndicats autorisés à cet effet, sans avoir à justifier d'un préjudice. Mais si, à Paris et dans quelques grandes villes, l'ouvrière se trouve soutenue, dans les petites localités où n'existent ni Syndicat d'ouvriers en chambre, ni Ligue sociale d'acheteurs, ni Anti-sweating Ligue, elles se trouveront livrées à leurs propres forces; il est vrai que c'est peut-être là un moyen de pousser les ouvriers à former des syndicats, et ce serait un des résultats les plus appréciables de la loi.

4° Le projet prévoit bien des sanctions pénales pour les infractions aux dispositions relatives aux registres, affiches, bulletins et carnets (art. 99 *a*).

Mais, avec ce système de redressement des tarifs après coup et pour chaque cas particulier, on a cru devoir s'interdire le droit de poursuivre autrement que par des actions civiles le patron qui n'aurait pas payé le minimum reconnu. Le patron n'étant tenu qu'à payer la différence constatée entre le salaire qu'il a donné et celui qu'il fallait donner, peut très bien avoir intérêt à appliquer le même traitement à d'autres ouvriers, quitte à se laisser poursuivre à nouveau. C'est créer là une source permanente de conflits, qu'évitait le premier projet Viviani.

Les législations étrangères ont prévu des amendes assez fortes contre les patrons qui n'appliqueraient pas le minimum; il eût été bon de les imiter. Si le patron, frappé par un second jugement, se voyait condamné à payer, en plus de la différence constatée, une amende même légère (2 francs par exemple) et qui doublerait à chaque jugement rendu contre lui, il chercherait sans doute à en éviter le retour¹.

En définitive, le présent projet est un recul sur les projets primitifs; il nous semble qu'en présence du mouvement de législation internationale qui se produit sur cette question du travail à domicile, il aurait gagné à être conçu avec moins de timidité; l'opinion est préparée à une législation du minimum dans les industries à domicile; cette législation devrait présenter une certaine uniformité dans tous les Etats; il serait désirable que l'unité se réalise sur la formule élaborée par l'Assemblée générale de l'Association Internationale pour la protection légale des travailleurs, tenue à Lugano en septembre 1910, que les délégués anglais, allemands, français, italiens, hongrois, suisses ont pris l'engagement de défendre dans leurs pays respectifs.

ART. 3. — L'Assemblée est d'avis qu'actuellement le seul remède efficace aux abus du travail à domicile, existe dans l'institution de Comités de salaires analogues à ceux que vient d'établir la loi anglaise. En vue de cette organisation, elle estime qu'il y a lieu de se conformer aux règles suivantes :

a) Les Comités auront pour mission la fixation des minima de salaires pour les travailleurs à domicile, de régions et de professions déterminées;

b) L'Assemblée estime que toute législation établissant des minima de salaires pour les ouvriers à domicile, resterait inefficace si des sanctions pénales sérieuses ne réprimaient la violation des tarifs.

¹ Voir *Grande Revue*, 10 novembre 1910. — L.-M. Compain, *le Minimum légal de salaire en France. — Documents du Progrès*, janvier 1912. — R. Broda, *le Salaire minimum pour les ouvrières en chambre*.

La section française de l'Association internationale pour la protection légale des travailleurs vient de soumettre à une sérieuse discussion le projet du Gouvernement; il est à prévoir que lors des débats parlementaires, il sera tenu compte, dans une large mesure, de ses délibérations¹.

1° Malgré le regret formulé par M. de Mun, l'Assemblée, par désir d'aboutir plus rapidement et plus sûrement, a cru devoir accepter la substitution aux Comités mixtes des Conseils de prud'hommes qui ne sont pas une organisation professionnelle et, par là même, moins au courant de la partie technique de la profession; elle a considéré que les Conseils de prud'hommes avaient pour eux l'avantage d'être une institution populaire et très ancienne, que souvent les Comités mixtes s'étaient heurtés à des difficultés de constitution, qu'on avait dû parfois, en Australie et en Angleterre, suppléer par des désignations d'office à l'incurie des électeurs.

2° L'Assemblée s'est appliquée à éclairer la base du minimum; elle adopte la définition proposée par l'abbé Meny : « Nulle femme exécutant à domicile des travaux... (suit le texte gouvernemental) ne pourra recevoir une rémunération inférieure à un minimum déterminé par le Conseil des prud'hommes qui, pour l'établir, prendra en considération : 1° le gain journalier d'une ouvrière de capacité moyenne de la profession en atelier, sans spécialisation professionnelle; 2° le salaire de la journalière dans la région. »

Cette formule laisse un certain pouvoir d'appréciation au Conseil des prud'hommes dans la détermination du minimum, il s'agit d'un choix à faire, d'une combinaison à opérer entre le salaire d'atelier et le salaire de la journalière. On est presque ramené à la conception anglaise qui se confie au bon sens des comités professionnels.

3° Revenant au projet du Conseil supérieur, elle adopte le vœu « qu'antérieurement à toute contestation les Conseils de

¹ *Le Parlement et l'opinion*, numéros de décembre 1911, de janvier et février 1912.

prud'hommes soient tenus de constater le taux de ce salaire et de publier les résultats de leurs constatations ».

Cette connaissance donnée au préalable, aux patrons et aux ouvriers, de « l'étalon commun de leurs responsabilités et de leurs droits » est de nature à avoir un effet moral très efficace.

4° Plus importante encore est l'adoption du vœu de M. l'abbé Meny « que, lorsqu'un tarif aux pièces aura été établi ou homologué par le Conseil des prud'hommes, l'ouvrière puise dans ce tarif aux pièces le droit de réclamer la différence entre les prix fixés par le tarif et les prix payés par l'employeur ».

Dans le projet du gouvernement, les tarifs facultatifs qui auront été déterminés ne sont qu'indicatifs, ne lient pas le juge. Les Conseils des prud'hommes, même lorsqu'ils les ont eux-mêmes déterminés, ne sont pas forcés de s'y tenir.

Ici, par ce vœu, ils prennent une valeur légalement obligatoire. « Nous demandons, dit M. Raoul Jay, que les Conseils de prud'hommes puissent, soit établir eux-mêmes, soit homologuer les tarifs déterminés par les conseils du travail ou même ceux qui leur ont été soumis par les patrons. Nous demandons, en outre, que ces tarifs aient une valeur légale absolue et que, tant qu'ils seront en vigueur, l'ouvrière puisse s'en prévaloir pour exercer son action, assurée qu'elle sera d'obtenir gain de cause, si elle n'a pas reçu la rémunération inscrite dans les tarifs. »

5° La question s'est aussi posée d'une extension de la loi :

a) Aux ouvrières à domicile travaillant dans d'autres industries que l'industrie du vêtement.

M. Léon Bourgeois, ministre du travail, au sein de la commission parlementaire, qui, au même moment, s'occupait du travail à domicile¹, a donné à entendre que satisfaction pourrait être donnée sur ce point par des lois ultérieures.

b) Aux ouvrières en atelier de l'industrie visée par la loi. Extension proposée par crainte que les patrons retirent le travail à domicile pour le faire exécuter en atelier. Devant le désir exprimé par M. Millerand de limiter l'essai législatif si on veut aboutir, l'assemblée s'en remet au Conseil des prud'hommes du

¹ *Le Parlement et l'opinion*, décembre 1911, février 1912.

soin de s'inspirer des contingences pour sauvegarder les intérêts du travail à domicile.

c) Aux ouvriers à domicile, aussi bien qu'aux ouvrières à domicile de l'industrie visée par le projet. Certains membres avaient montré le danger qui résulterait de ce fait que le travail masculin puisse s'offrir et être accepté à des conditions de salaires inférieurs au minimum fixé. Cette menace n'a pas paru très sérieuse et M. Léon Bourgeois, de son côté, déclarait à la Commission parlementaire que le gouvernement était arrêté dans cette extension par une question de principe et par cette considération, que les hommes se trouvent dans de meilleures conditions que les femmes pour défendre leurs salaires.

L'Assemblée s'est contentée d'adopter l'amendement de M. Néron « que le Gouvernement soit autorisé à étendre *par décret* dans les cas où les conditions de l'exercice des industries le feront apparaître comme nécessaire, la protection du minimum de salaire aux travailleurs des deux sexes, *après enquête* ».

d) A toute industrie occupant des ouvriers et des ouvrières à domicile. Mais d'une façon plus spéciale, MM. de Mun, Néron et Boudoint ont demandé que le projet s'étende notamment aux chefs d'ateliers et à leurs compagnons dans l'industrie de la rubannerie et de la passementerie, visant particulièrement les ouvriers tisseurs de la région stéphanoise et de Lyon.

Des enquêtes ont révélé les conditions misérables de travail de ces ouvriers. Dans la Loire et la Haute-Loire, la population ouvrière qui tire ses moyens d'existence de l'industrie de la rubannerie représente 100.000 personnes; alors qu'autrefois les ouvriers rubanniers gagnaient, pour les qualités communes, de 6 à 8 francs par jour, leur salaire est tombé aujourd'hui à 1 et 2 francs. Ces causes d'abaissement sont dues aux caprices de la mode, à la concurrence étrangère et à la concurrence de certains fabricants qui, pour s'arracher les commandes, compriment à l'extrême les prix de façon ¹.

¹ Cf. *l'Industrie du ruban à Saint-Etienne et la condition des tisseurs*. — Paul Pic, *Questions pratiques de législation ouvrière et d'économie sociale*, 1911.

Le remède réclamé par les ouvriers est l'institution d'un minimum de salaire.

Le Gouvernement paraît peu disposé à introduire dans la loi sur les ouvrières à domicile de l'industrie du vêtement, un article visant les ouvriers passementiers. M. Millerand a déclaré que la première application du minimum devait être limitée. Peut-être se résoudra-t-il à s'occuper de cette industrie sous l'influence des débats parlementaires, sinon sous forme d'amendement au projet actuel, en lui consacrant un projet spécial. Un projet en ce sens, concernant les salaires dans l'industrie du ruban et de la soierie, a été déposé par *M. Durafour*, le 25 mars 1912¹.

¹ *Documents parlementaires*, Chambre, n° 1785.

CONCLUSIONS

Au terme de ce travail, nous ne prétendons pas apporter des conclusions rigoureuses. Notre pensée a été moins de prouver la nécessité d'une législation sur le minimum de salaires conçue comme devant s'appliquer à toute l'industrie, que d'en montrer seulement la possibilité et de la justifier en marquant qu'elle n'a pas contre elle d'arguments décisifs ni théoriques, ni pratiques.

On s'accoutume de jour en jour à envisager avec moins de timidité l'intervention des Pouvoirs publics pour harmoniser les rapports entre patrons et ouvriers. Il convient de ne pas trop prêter l'oreille aux prédictions des gens peureux, des faux augures et des faux sages.

Une loi instituant le minimum légal et des Comités de salaires ne présente pas une allure plus révolutionnaire que les autres lois sociales qui toutes, plus ou moins, sont venues imposer des charges à l'industrie sans qu'on puisse dire qu'elles aient compromis son développement.

Une loi sur le minimum des salaires est une loi de protection ouvrière au même titre que celles qui ont pour but d'assurer au travailleur une retraite pendant sa vieillesse, de le soutenir pendant sa maladie, de lui donner l'hygiène et la sécurité dans les ateliers. Aussi, toutes les fois qu'on se trouve en présence de salaires meurtriers, comme ceux que nous avons signalés dans l'industrie à domicile, l'intervention du législateur est légitime et doit se manifester.

Vu :

Lyon, le 10 mai 1912.

LE PRÉSIDENT DE LA THÈSE,
P. PIC.

Vu :

Lyon, le 11 mai 1912.

LE DOYEN
FLURER.

Permis d'imprimer :

Lyon, le 14 mai 1912.

LE RECTEUR DE L'ACADÉMIE,
JOUBIN.

BIBLIOGRAPHIE

- ALEXANDRE (Marcel), *Essai sur l'industrie à domicile salariée* (thèse, Caen, 1906).
- ANSIAUX, *Heures de travail et salaires*.
- AVENEL (D'), *le Mécanisme de la vie ouvrière, les grands magasins*.
- BAUER, *Vers le minimum de salaires (Questions pratiques de législation ouvrière et d'économie sociale, nos 5, 6, 7, 1909)*.
- BARRAULT (H.), *la Réglementation du travail à domicile en Angleterre* (thèse, Paris, 1906).
- BECHAUX, *Revendications ouvrières*.
- BERNOIT (Charles), *Ouvrières de l'aiguille à Paris*.
- BERTHELEMOT (L.), *l'Arbitrage obligatoire* (thèse, Paris, 1906).
- BIARD D'AUNET, *l'Aurore australe*, 1907.
- BIOJON, *le Salaire minimum (le Travail de la femme et de la jeune fille, janv. 1908)*.
- BLOY (Léon), *le Sang du pauvre (le Système de la sueur)*, p. 196 et suiv.
- BODEUX, *Etudes sur le contrat de travail (Référéndum sur l'intervention de l'Etat dans le domaine du salaire, p. 426 et suiv.)*.
- BONNEVAY, *les Ouvrières lyonnaises*, 1896.
- BOUGE, *les Conditions du travail et le collectivisme*.
- BOURGUIN, *les Systèmes socialistes et l'évolution économique*, 1907.
- BOYAVAL (Paul), *la Lutte contre le sweating system (le minimum légal de salaire; l'exemple de l'Australie et de l'Angleterre, 1912)*.
- BRODA, *la Fixation légale des salaires (expériences de l'Angleterre, du Canada et de l'Australie)*, 1912.
- BRANTZ, *la Lutte pour le pain quotidien*.
- *l'Économie politique au Moyen âge*.
- BRU (Emile), *Essai sur la réglementation du travail à domicile (l'Australie, 1903)*.

BRY (Georges), *Législation industrielle*, p. 135.

CAUWES, *Traité de législation industrielle*, t. III, p. 89.

CHEYSSON (Emile), *le Travail des femmes à domicile*.

COLOMBAIN, *la Concurrence pénitentiaire en France* (thèse, Lyon, 1904).

CONSEIL SUPÉRIEUR DU TRAVAIL, session 1910, *le Salaire minimum pour les ouvrières à domicile; documents* (l'Australie, p. 120-139, Paris, Imprimerie Nationale).

CONTENSON (Ludovic DE), *les Syndicats professionnels féminins*.

CORNELISSEN (Christian), *Théorie du salaire et du travail salarié*, 1908.

— *Théorie de la valeur*, 1903.

CORNIL, *du Louage de service ou contrat de travail*.

COTELLE, *Le sweating system* (thèse, Angers, 1902).

COURTE (comte DE), ancien consul à Wellington, *la Nouvelle-Zélande*.

DESLANDRES (Maurice), *l'Acheteur, son rôle économique et social; les ligues sociales d'acheteurs*, 1911.

DESCHARS (Charles), ancien consul à Sydney, *la Lutte contre le sweating system en Australie et en Nouvelle-Zélande (Rapport présenté à la I^{re} Conférence des ligues sociales d'acheteurs*, Genève, sept. 1908; cf. *Compte rendu*, pp. 497-519).

DESHUMBERT, *la Fixation légale des salaires*.

DOUBLOT (Camille), *la Protection légale des travailleurs de l'industrie du vêtement* (Nouvelle-Zélande et Victoria, p. 197-215, 1899).

EBLÉ (Maurice), *les Ecoles catholiques d'économie politique et sociale*.

FLORY (Charles), *Etude sur le travail à domicile*, 1905-1906.

FORZANO, *le Minimum de salaire* (thèse, 1904).

FOUILLÉE (Alfred), *le Socialisme et la sociologie réformiste*, 1909.

FRASER, *l'Australie; comment se fait une nation*, 1911.

GARNIER, *De l'idée du juste prix chez les théologiens du Moyen âge*.

GEMALHING (Paul), *Travailleurs au rabais* (thèse, 1910).

GONNARD, *la Femme dans l'industrie*, 1906.

— *le Juste salaire et la politique d'autorité (Questions pratiques de législation ouvrière et d'économie sociale*, 5, 1902).

GOYAU (Georges), *Autour du catholicisme social*.

GUIRAUD, *la Main-d'œuvre dans l'ancienne Grèce*.

— *Etudes économiques sur l'Antiquité*.

HAUSER, *les Ouvriers du temps passé*, p. 223.

HAUSSONVILLE (comte D'), *Salaires et misères de femmes*, 1908.

— *le Travail des femmes à domicile*, 1910.

ISAAC, la Fixation d'un salaire minimum est-elle possible et désirable?
(*Ann. sociol., écon., pol. de Lyon*, p. 358, 1894).

JAY (Raoul), *la Protection légale des travailleurs*, 1910.

JOLY, *le Socialisme chrétien*.

LAC (abbé DU), *le Fil et l'aiguille* (collection de l'Action populaire).

LAMBRECHTS, *le Travail des couturières en chambre et sa réglementation*.

LAVALLE (René), *Histoire des classes ouvrières en Europe*.

LEROY (J.), la Question du minimum de salaire dans l'industrie à domicile en Allemagne (*Revue d'économie politique*, nov.-déc. 1909).

LEROY-BEAULIEU, *Traité*, t. II, p. 476.

LEVASSEUR, *Histoire des classes ouvrières et de l'industrie en France avant 1789, 1900-1901; de 1789 à 1870*, 1903.

— *Questions ouvrières et industrielles en France sous la III^e République*, 1907.

— *Salariat et salaires*.

LEVY (G.), *Des moyens de conserver le travail à domicile* (thèse, 1904).

MARINUS (Albert), *le Travail à domicile, défauts, abus, remèdes*, Bruxelles, 1910.

MAROUSSEM (DU), *la Question ouvrière*, t. II, Ebénistes du faubourg Saint-Antoine, p. 205 à 211, 1892; t. III, le jouet parisien, 1891-1894.

MENY (Georges), *le Travail à bon marché*, 1907.

— *le Travail à domicile*, 1910.

METIN (Albert), *le Socialisme sans doctrine* (Australie et Nouvelle-Zélande), 2^e édit., 1910.

MILHAUD (Albert), *la Lutte des classes à travers l'histoire et la politique*.

NOGARO, *l'Arbitrage obligatoire et la propagation du contrat collectif en Australie*, 1906.

PERIN (Charles), *Traité sur le juste salaire d'après l'Encyclique*, 1892.

— *Premiers principes d'économie politique*, 1896.

PIC (Paul), *Traité de législation industrielle*, 1908.

— *la Question des salaires devant le Parlement*, 1895.

POLIER, *l'Idée du juste salaire (Essai d'histoire dogmatique et critique)*.

POISSON (Ch.), *le Salaire des femmes* (thèse, Paris, 1906; Australie, p. 322, 336).

RAMBAUD, *Eléments d'économie politique*, p. 547-548.

- RENARD (Georges), le Minimum légal de salaires (*Idées modernes*, mai 1909).
- REYSS, *Christianisme et doctrines économiques*.
- ROUFF (F.), *la Question du travail à domicile en Allemagne*, 1908.
- SEILHAC (L.), *l'Industrie de la couture et de la confection à Paris ; les Congrès ouvriers*.
- SIEGFRIED (André), *la Démocratie en Nouvelle-Zélande*, 1904.
- SOUCHON, *les Théories économiques de la Grèce antique*.
- TARDE (DE), *l'Idée du juste prix*.
- TIXIER (Georges), *l'Idée du juste salaire en droit français contemporain*.
- TRISTOT (P.), *le Salaire familial*, p. 149.
- TURMANN (Max), *Problèmes économiques et sociaux*.
— *Développement du catholicisme social*, 1900.
- VALLEROUX (Hubert), *Traité sur le contrat de travail*.
- VIGOUROUX (Emile), *l'Évolution sociale en Australie*, Paris, 1902.
- VILLEY (Edmond), *la Question des salaires ou la question sociale*.
- WORTH (G.), *la Couture et la confection*.
-

TABLE DES MATIÈRES

INTRODUCTION	I
------------------------	---

CHAPITRE PREMIER

I. — LA RÉMUNÉRATION DU TRAVAIL DANS L'ANTIQUITÉ (en Grèce et à Rome)	3
II. — LA THÉORIE CANONIQUE DU JUSTE SALAIRE	9
A. — Les pères de l'Eglise,	10
B. — Le système canonique	11
1° Recherche d'un principe de justice économique.	13
2° Le juste prix déterminé par l'opinion commune	16
3° Le juste prix déterminé par la taxe légale. , .	17
4° Comparaison du système canonique avec le système collectiviste	18
5° Le salaire déterminé par le genre d'existence .	19
6° Parallèle de la conception canonique et de la conception moderne de « l'étalon de vie ». .	20
7° Retour au point de vue canoniste dans la façon actuelle de poser le problème du salaire . . .	23
III. — LES INTERVENTIONS DES POUVOIRS PUBLICS.	27
A. — Influence des doctrines canoniques sur la vie pratique et les tarifications légales au moyen Age et sous l'Ancien Régime	27
B. — Lois de maximum de la Convention	32

CHAPITRE II

I. — LE PROBLÈME DU SALAIRE	34
Justification de la possibilité d'une action sur le taux des salaires par l'examen critique des lois naturelles de la détermination des prix	34
1° L'Etat se désintéressant du fonctionnement économique.	34

2° Les principes nouveaux d'interventionnisme	34
3° Le sentiment moral et les facteurs psychologiques considérés, comme éléments de la vie économique.	35
II. — LES SALAIRES	46
A. — Les salaires insuffisants.	46
B. — Le travail à domicile.	49
C. — Le travail féminin	51
D. — Causes de la faiblesse des salaires féminins.	55

CHAPITRE III

I. — LES MOYENS DE RELEVER LES SALAIRES	59
A. — Examen de l'objection préalable d'une hausse des prix, consécutive à une hausse des salaires.	59
B. — Le minimum par l'action patronale ou par l'initiative privée	63
C. — Le minimum fixé par les pouvoirs publics.	66
1° Lois et projets de lois.	70
2° Le minimum légal dans les travaux publics	72
D. — L'action syndicale	73
1° Les contrats collectifs	73
2° Le minimum chez les mineurs	75
3° Le minimum contractuel libre et le minimum contractuel obligatoire	83
II. — RECHERCHE DU CRITÉRIUM DU SALAIRE MINIMUM	89
Les chrétiens sociaux et les formules de juste salaire	89

CHAPITRE IV

ETUDE COMPARÉE ET EXAMEN DES OBJECTIONS D'ORDRE PRATIQUE	100
A. — Australasie.	100
1° L'arbitrage obligatoire	100
2° Les conseils de salaires	102
3° Attitude prise par la législation australasienne, en face des obstacles et des questions posées par l'établissement du minimum de salaires	103
a) A quel ouvrier s'applique le minimum, les demi-ouvriers	103

<i>b)</i> Critériums du minimum, les industries dé-	
biles	105
<i>c)</i> Tarifs au temps et à la pièce	107
4° Résultats de cette législation	108
5° Concurrence internationale	112
B. — Angleterre	114
C. — Etats-Unis	118
D. — Belgique.	119
E. — Allemagne	122
F. — Autriche.	124
G. — France	125
1° Projets d'ensemble	125
2° Projets visant spécialement certaines catégories	
de travailleurs	127
<i>a)</i> Ouvriers du bâtiment	127
<i>b)</i> Agriculture	127
<i>c)</i> Propositions de lois sur le travail à domicile,	128
3° Le projet du Conseil supérieur du travail.	130
4° Le nouveau projet gouvernemental.	135
5° Critique	137
CONCLUSIONS.	147
BIBLIOGRAPHIE	149

